

L'Année PhiLanthropique The PhiLanthropic Year

Volume 6 | Printemps / Spring 2025



Credit: Tommy Trenchard



PhiLab

Coordonnées | Contact

philab@uqam.ca
www.philab.uqam.ca
514-987-3000 #8576

Directeurs de publication**Publication Directors**

Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Rédacteurs en chef | Editors in Chief

Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Coordination de la rédaction**Edition Coordination**

Laurence Croteau

Contributeurs | Contributors

Adam Parascandola

Adam Saifer

Alice Chipot

Amina Wazoumi Ignanoné

David Grant-Poitras

Diane Alalouf-Hall

Elisabeth Robinot

Éric St-Pierre

Fahad Ahmad

Hilary Pearson

Jean-Marc Fontan

Joey Mac Intosh

Jonathan Deschesnes

Joshua Newton

Karine Meaux

Katherine Lacefield

Laurence Croteau

Léo Bérenger Benteux

Michelle Riley

Peter R. Elson

Saouré Kouamé

Susan Philips

Sylvain A. Lefèvre

Taïeb Hafsi

Thierry Delvigne-Jean

Verena Gruber

Conception graphique | Graphic Design

Laurence Croteau

ISSN: 2563-3058

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives
nationales du Québec, 2025.

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives
Canada, 2025.

À propos du PhiLab | About PhiLab

Le Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie (PhiLab) a été créé en 2014 dans le cadre d'une demande de financement « développement de partenariat » obtenue du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). Ce financement a été reconduit en 2018 pour six années par l'obtention d'une subvention « partenariat » du CRSH. Depuis 2024, PhiLab profite de financements octroyés par différentes fondations dont la Fondation Lucie et André Chagnon et la Fondation Mirella et Lino Saputo. Le Réseau pancanadien constitue un lieu de recherche partenarial, de partage d'information, de mobilisation des connaissances sur la philanthropie subventionnaire et de formation à la recherche. Les activités de recherche conduites en partenariat valorisent les connaissances auprès d'une diversité d'acteurs sociaux, d'agences gouvernementales, milieux universitaires et petits et grands médias. La valorisation des connaissances, via des outils de communication novateurs et accessibles, permet une diffusion élargie des connaissances produites ou déjà existantes. Le Réseau regroupe des chercheurs, des décideurs et des membres de la communauté philanthropique à travers le monde afin de partager des informations, des ressources et des idées.

The Canadian network of partnership-oriented research on philanthropy (PhiLab) was created in 2014 as part of a “partnership development” funding application obtained from the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC). This funding was renewed in 2018 for six years by obtaining a “partnership” grant from SSHRC. Since 2024, PhiLab has benefited from funding granted by various foundations, including the Fondation Lucie et André Chagnon and the Mirella and Lino Saputo Foundation. The Pan-Canadian Network is a hub for partnership research, information sharing, knowledge mobilization on grantmaking philanthropy and research training. Research activities carried out in partnership promote knowledge among a wide range of social players, government agencies, academics and small and large media. The valorization of knowledge, via innovative and accessible communication tools, enables a wider dissemination of the knowledge produced or already existing.



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

À propos de L'Année PhiLanthropique



Par : **Elisabeth Robinot et Adam Saifer**
Codirecteurs du PhiLab
Codirecteurs de publication



L'Année PhiLanthropique est une publication spécialisée dans la diffusion de connaissances scientifiques et professionnelles dans le domaine de la philanthropie et plus précisément de la philanthropie subventionnaire. La revue répond au besoin de rendre disponible, en français et en anglais, des connaissances principalement produites ou mises en valeur par des activités scientifiques réalisées au sein du Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie (PhiLab).

L'Année PhiLanthropique publie des travaux de nature scientifique ou professionnelle répondant aux exigences de base de l'édition scientifique. La revue dispose d'un comité de lecture et de politiques éditoriales qui assurent un niveau de qualité certain aux textes qui y sont publiés. Ces derniers prennent différentes formes – articles, chroniques, comptes rendus critiques – et s'inscrivent dans un créneau qui se situe entre les publications scientifiques formelles et informelles. Il s'agit donc de textes qui, tout en respectant les normes éthiques de la production scientifique et professionnelle, se veulent plus courts – une dizaine de pages – et plus légers (moins grande emphase sur les dimensions méthodologiques et plus sur les résultats ou l'analyse) que la moyenne des productions scientifiques.

Produite une fois par année (hors éditions spéciales), chaque numéro de la revue est pris en charge par une équipe éditoriale différente rattachée au PhiLab. L'équipe, en mode direction, est chargée de la conception, de la production et de la gestion d'un appel à contribution.

En publiant L'Année PhiLanthropique nous nous assurons d'agir en complémentarité avec une offre de publications scientifiques, ou visant le grand public, déjà existante. En se voulant accessible en ligne et offerte gratuitement, la revue ouvre la voie à la diffusion de contenus générés par ou découlant d'activités de recherche majoritairement conduites en partenariat avec des acteurs de l'écosystème philanthropique.

L'Année PhiLanthropique s'inscrit dans la stratégie globale mise en place par PhiLab afin de mieux faire connaître les réalisations et enjeux de l'écosystème philanthropique canadien tout en ouvrant la voie à sa mise en comparaison avec des pratiques existantes ailleurs dans le monde. Enfin, rappelons que la création de notre revue n'aurait pas été possible sans l'appui du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

Elisabeth Robinot, de l'Université du Québec à Montréal, et Adam Saifer, de la University of British Columbia (Okanagan Campus), sont codirecteurs du PhiLab. À titre de codirecteurs, ils veillent à la réalisation et à la coordination des activités de recherche et de valorisation des connaissances inscrites dans les programmes de recherche menés en partenariat et soutenus financièrement par le CRSH et les partenaires du projet. Elisabeth Robinot est aussi la cofondatrice de l'Observatoire de la Philanthropie, une cellule d'études et de veille stratégique en philanthropie qui associe des chercheur-e-s de l'ESG UQAM, de l'UQTR et d'autres universités internationales.

About The PhiLanthropic Year

By: **Elisabeth Robinot & Adam Saifer**
Co-directors of the PhiLab Network
Publication Co-directors

The PhiLanthropic Year is a journal that specializes in the transmission of scientific and professional knowledge within the philanthropic sector, and more specifically, grantmaking philanthropy. The journal meets the need of rendering available, in French and English, knowledge mainly produced by or highlighted by the scientific activities that take place within the Canadian Philanthropy Partnership Research Network (PhiLab).

The PhiLanthropic Year publishes scientific and professional articles that meet the basic requirements of scientific publication. The journal has a peer-reviewed committee as well as basic editorial guidelines that ensure a quality standard for the texts it publishes. These latter take on different forms - articles, chronicles, critical book reviews- and find themselves somewhere between formal and informal scientific articles. These texts, while respecting the ethical norms of scientific and professional publications, are shorter - a dozen pages or less - and lighter (less emphasis on the methodological aspects and more on the results or analysis) than your average scientific publication.

Published annually, each issue is taken in charge by a different editorial team that is connected to PhiLab. The team, from a management point of view, is responsible for the design as well as the creation and management of a call for contributions. By publishing The PhiLanthropic Year, we make sure to act as a complement to the existing offer of scientific literature and publications directed to the general public. By being available online and offered free of charge, the journal paves the way to the dissemination of content generated by or stemming from research mainly conducted in partnership with actors of the philanthropic ecosystem.

The PhiLanthropic Year is part of a global strategy implemented by PhiLab to spread awareness of the successes as much as of the issues of the Canadian philanthropic ecosystem while paving the way for comparisons with existing practices from around the world. Finally, let us recognize that the creation of our journal could not have been possible without the support of the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC).



Elisabeth Robinot, from the Université du Québec à Montréal, and Adam Saifer, from the University of British Columbia (Okanagan Campus), are co-directors of PhiLab. As co-directors, they oversee the implementation and coordination of research and knowledge valuation activities included in the research programs led in partnership with and financially supported by the SSHRC and the project's partners. Elisabeth Robinot is also co-founder of the Observatoire de la Philanthropie, a philanthropy research and strategic watch unit that brings together researchers from ESG UQAM, UQTR and other international universities.

Editorial team



As PhiLab's co-coordinator, Laurence Croteau is responsible for all of the Network's communications, be it external or internal. This includes managing the website, newsletter, social media, publications, etc. In addition, she is responsible for building connections among and between PhiLab's members and partners to ensure a better mobilization strategy.



David Grant-Poitras is a doctoral candidate in sociology at the Université du Québec à Montréal. David has been working for several years as a research agent at PhiLab. His research focuses on the initiatives and innovations deployed by philanthropic actors to reduce social inequalities and combat climate change.



Katherine Lacefield is the founder and principal consultant of Just Be Cause Consulting, a philanthropic management consulting firm. She supports organizations in their development strategy, with a particular focus on a human and relational approach to building loyalty. For 6 years, Katherine was PhiLab's co-coordinator and communications manager.



Jean-Marc Fontan is co-founder and former co-director of PhiLab. He specializes in economic sociology and works on the social economy, collective action to combat poverty, socio-territorial revitalization, organized philanthropy and partnership research.



Elisabeth Robinot has been co-director of PhiLab since June 2024. Elisabeth is a full professor in the Marketing Department at ESG UQAM. In 2018, she co-founded the Observatoire de la philanthropie with Professor Léo Trespeuch (EGUQTR). Her work focuses on giving practices and their new formats, as well as the transformational dynamics of partnerships between foundations and businesses.

Edition's Main Artist



Lens for Change is a consulting agency that helps nonprofits harness the power of ethical, authentic photography to expand their reach, increase donations, and drive meaningful change. Founded by photojournalist Michelle Riley, the agency provides comprehensive photo shoot services, including concept development, professional photographers, expert creative direction, flexible usage rights, and strategic image utilization guidance. Lens for Change also offers training on ethical visual storytelling, nonprofit photography best practices, and digital asset management. Its mission is to ensure nonprofits have the powerful, ethical, and authentic visuals they need to build trust, mobilize supporters, and amplify the impact of their work.

Équipe éditoriale

En tant que co-coordinatrice de PhiLab, Laurence Croteau est responsable de toutes les communications du réseau, qu'elles soient externes ou internes. Cela comprend la gestion du site web, de l'infolettre, des médias sociaux, des publications, etc. En outre, elle est chargée d'établir des liens entre les membres et les partenaires du PhiLab afin d'assurer une meilleure stratégie de mobilisation.

David Grant-Poitras est candidat au doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal. David travaille depuis plusieurs années comme auxiliaire de recherche au PhiLab. Il y conduit diverses activités de recherche qui s'intéressent aux initiatives et innovations que déploient les acteurs philanthropiques pour réduire les inégalités sociales et lutter contre les changements climatiques.

Katherine Lacefield est la fondatrice et consultante principale de Just Be Cause Consulting, une firme de consultation en gestion philanthropique. Elle soutient les organismes dans leur stratégie de développement, avec une attention particulière sur une approche humaine et relationnelle de fidélisation. Pendant 6 ans Katherine a été la co-coordonnatrice et responsable des communications du PhiLab.

Jean-Marc Fontan est cofondateur et ex-codirecteur du PhiLab. Il est spécialisé dans le domaine de la sociologie économique et travaille sur les thèmes de l'économie sociale, des actions collectives de lutte contre la pauvreté, de la revitalisation socio-territoriale, de la philanthropie organisée et de la recherche partenariale.

Elisabeth Robinot est codirectrice du PhiLab depuis juin 2024. Elisabeth est professeure titulaire au Département de marketing de l'ESG UQAM. En 2018, elle a cofondé l'Observatoire de la philanthropie avec le professeur Léo Trespeuch (EGUQTR). Ses travaux portent sur les pratiques de don et leurs nouveaux formats, ainsi que sur les dynamiques transformationnelles des partenariats entre fondations et entreprises.

Artiste de cette édition

Lens for Change est une agence de consultation qui aide les organisations à but non lucratif à maîtriser le pouvoir de la photographie éthique et authentique afin d'étendre leur portée, d'augmenter les dons et de susciter des changements significatifs. Fondée par la photojournaliste Michelle Riley, l'agence propose des services complets de prise de vue, y compris le développement de concepts, des photographes professionnels, une direction créative experte, des droits d'utilisation flexibles et des conseils stratégiques sur l'utilisation des images. Lens for Change propose également des formations sur la narration visuelle éthique, les meilleures pratiques en matière de photographie à but non lucratif et la gestion des ressources numériques. Sa mission est de s'assurer que les organisations à but non lucratif disposent des visuels puissants, éthiques et authentiques dont elles ont besoin pour établir la confiance, mobiliser les donateurs et amplifier l'impact de leur travail.



CONTENU | CONTENTS

01
p. 13

Éditorial | Editorial

A year of Lucidity in the Face of Conflict

By Elisabeth Robinot

01
p. 14

01
p. 17

Une année de lucidité face aux conflits

Par Elisabeth Robinot

The Power and Responsibility of Nonprofit
Photography

By Michelle Riley

01
p. 20

02
p. 24

Dossier spécial | Special Feature

How can Philanthropy Engage with Conflict ?

By Hilary Pearson

02
p. 25

CONTENU | CONTENTS

02
p. 28

Comment la philanthropie peut-elle s'engager dans le conflit ?

Par Hilary Pearson

**Perspectives théoriques |
Theoretical Perspectives**

03
p. 32

03
p. 33

**La philanthropie et les mouvements sociaux :
entre soutien et contestation**

Par Amina Wazoumi Ignanoné

**Philanthropie et conflits : dynamiques
paradoxaes**

Par Taïeb Hafsi

03
p. 38

03
p. 41

**Rôles et fonctions de la philanthropie
subventionnaire et opérationnelle : entre valeur
de partage, subsidiarité et conflictualité**

Par Jean-Marc Fontan et Diane Alalouf-Hall

**Tensions, conflits et contradictions affectant les
fondations subventionnaires & modalités stratégiques
pour une gestion adaptative et évolutive**

Par Jean-Marc Fontan

03
p. 44

CONTENU | CONTENTS

04
p. 48

**Philanthropie et zones de conflit |
Philanthropy and Conflict Zones**

**Les investisseurs institutionnels face au
conflit israélo-palestinien**

04
p. 49

Par David Grant-Poitras et Alice Chipot

04
p. 54

Cost of Conflicts drive Charity Appeals

By Peter R. Elson

**Gestion des urgences à la Fondation de
France**

04
p. 57

Par Karine Meaux et Diane Alalouf-Hall

04
p. 63

**Forgotten Victims of War: Philanthropy for
Animals in Conflict Zones**

By Katherine Lacefield and Adam Parascandola

CONTENU | CONTENTS

04
p. 68

« Être là avant, pendant et après » : dans les coulisses de l'action humanitaire de l'UNICEF

Par Elisabeth Robinot et Thierry Delvigne-Jean

Le côté obscur du bénévolat

Par Jonathan Deschesnes et Verena Gruber

04
p. 72

05
p. 77

Philanthropie sous tension |
Philanthropy Under Pressure

Connecting the Dots: Investigating
Institutional Philanthropy's Support of
Right-Wing Populism in Canada

By Adam Saifer and Fahad Ahmad

05
p. 78

05
p. 83

Défis de la décolonisation et solidarité
internationale

Par Diane Alalouf-Hall

CONTENU | CONTENTS

05
p. 90

Now is the Time of Monsters : Will Political Polarization Be the End of Social Justice Philanthropy in the U.S.?

By Joshua Newton

Aligner mission, investissements et actions pour une philanthropie environnementale cohérente

Par Laurence Croteau et Eric St-Pierre

05
p. 94

05
p. 98

Power in Discomfort: A Podcaster's Guide to Ethical Content Creation

By Joey Mac Intosh

Refuser un don lié à de « l'argent sale » : les ressorts d'une mise en cause

Par Sylvain A. Lefèvre

05
p.102

06
p. 106

**Comptes-rendus de lecture |
Book Reviews**

CONTENU | CONTENTS

06
p. 107

Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance

Par Léo Bérenger Benteux

À quoi sert la philanthropie

Par Elisabeth Robinot

06
p. 110

06
p. 112

Philanthropie et développement de l'Afrique

Par Saouré Kouamé

Philanthropic Response to Disasters.
Gifts, Givers and Consequences

By Susan Phillips

06
p. 114

07
p. 116

Crédits photo |
Photo Credits

Nouvelles |
News

08
p. 119

ÉDITORIAL | EDITORIAL



Credit : Michelle Riley

ÉDITORIAL

EDITORIAL

A year of lucidity in the face of conflict

By Elisabeth Robinot

Co-directeur of PhiLab

Publication co-director



Some years mark a turning point. The year 2025 is one of them. The authors who contributed to The PhiLanthropic Year 2025 wanted to question, highlight and nourish the fertile tensions, collective dynamics and academic reflections around a theme as sensitive as it is essential: **philanthropy in the face of conflict**.

Through this collection of articles, we have sought to draw up a living, plural and embodied cartography of contemporary philanthropy, seen through the prism of conflict: a philanthropy rooted in social realities, critical in its approaches, driven by a quest for impact, accuracy and learning. A common thread links the contributions: that of actors and institutions who, far from looking the other way, seek to understand, anticipate or respond to the multiple conflicts - geopolitical, social, ethical - that run through our times.

The stakes are high: conflicts transcend borders. They cross territories, structures and minds. They raise questions about the space, role and responsibilities of the philanthropic sector.

Understanding conflict on a global scale

A number of articles in this collection address the global and systemic dimensions of conflict.

Hilary Pearson, former President of Philanthropic Foundations Canada, reminds us that foundations are often reluctant to get involved in areas of conflict, for fear of politicization or lack of suitable tools. Yet by cultivating practices of listening, dialogue and resilience, she argues that philanthropy has a role to play in preventing and de-escalating conflict.

Professor Emeritus at HEC Montréal, Taïeb Hafsi's article offers a political and ethical critique of contemporary philanthropy, highlighting the risks associated with partisan international philanthropy. Using a nuanced typology - local or global, private or public, socio-cultural or political - he shows, with examples, how philanthropy can both repair and fuel conflicts.

Joshua Newton extends this analysis by exploring the impact of the rise of authoritarian neoliberalism on social philanthropy in the United States. Through privatization and social control, he shows how philanthropic actors become the targets of an ideological project aimed at weakening the public sector. In this context, he calls on foundations to take a stand, defend democratic values and actively support civil society.

Adam Saifer, co-director of PhiLab and professor at

the University of British Columbia, and Fahad Ahmad, professor at the University of Toronto, offer an analysis of the role played by institutional philanthropy in the legitimization and integration of right-wing populism in Canada. In this article, the authors propose four ideological mechanisms by which elite philanthropy facilitates the integration of right-wing populism ideas and beliefs.

From a Canadian historical perspective, Peter Elson, former co-director of PhiLab and now Professor Emeritus at the University of Victoria, shows how major crises, particularly wars, have shaped the tax and legal system of philanthropy in Canada. An invaluable dive into history, revealing the links between moments of crisis and institutional transformations.

Finally, Amina Wazoumi, a doctoral student in administration at Université de Sherbrooke, offers an article on the relationship between grant-making philanthropy and social movements. Her article explores philanthropic organizations' critiques of social and environmental movements, and vice versa.

Conflict between and within foundations

We then turn our attention to conflict at the very heart of the philanthropic sector.

Sylvain Lefèvre, professor at ESG UQAM, looks at the refusal of donations made with “dirty money”. This decision is often perceived as an individual one, but he believes it can be a collective, political and meaningful act. By questioning the origin of funds, some organizations are asserting an ethical stance in the face of the acceptable and, above all, the unacceptable.

From a complementary perspective, Michelle Riley explores the ethical tensions surrounding humanitarian photography. While a powerful image can mobilize and raise funds, it can also be experienced as a form of exploitation. The author suggests ethical avenues for achieving a balance between impact and respect for human dignity.

Jean-Marc Fontan, former co-director of PhiLab, presents a series of charts illustrating the types of tensions, conflicts, contradictions and how they are affecting grant-making foundations. Secondly, strategic modalities for adaptive and evolutionary management conclude this article.

Finally, Jonathan Deschênes, professor at HEC

Montréal, sheds light on a little-explored angle: the negative effects of volunteering. Fatigue, disillusion and emotional overload: these risks do exist. To prevent them, he suggests providing adequate support for volunteers and rethinking commitment structures.

Interviews to broaden perspectives

Next, in this issue, PhiLab's editorial team wanted to diversify formats, which led to the production of five interviews and an article covering the experience of hosting the PhiLab podcast. A wide range of topics are covered: impact investing, philanthropy in the face of emerging conflicts caused by the climate emergency, the role of NGOs and also those left behind such as pets in times of crisis.

The first was conducted by David Grand-Poitras, a doctoral candidate in Sociology at UQAM, with Ms. Alice Chipot, former director of the Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE), on the role of institutional investors in the face of the Israeli-Palestinian conflict beginning in October 2023. How have Quebec players reacted to this conflict? What measures has the RRSE taken? These were the main questions Ms. Chipot answered.

In the second interview, Laurence Croteau, research professional and communications coordinator at PhiLab, asks Éric St-Pierre, former director of the Trottier Family Foundation, about the climate emergency. What are the philanthropic community's responses to this issue? The conflict of causes to fund is real! What can be done? Thanks to the Climate Champions Initiative launched in 2024, the philanthropic community is getting organized. Mr. Trottier clearly outlines the challenges encountered and those still to be met.

The third interview was conducted by Diane Alalouf-Hall, Associate Professor in the Department of Geography at UQAM. She spoke to Karine Meaux, Head of Emergencies at the Fondation de France. Is there a real boundary between emergency humanitarian aid and development aid? What are the roles of local players and international NGOs today? It seems that the old top-down vision of “helping the poor” is no longer appropriate. Ms. Meaux explains the logic of horizontal partnerships, which allow local expertise to be heard in the face of today's humanitarian crises.

In the fourth interview, Katherine Laceyfield,

founder of Just Be Cause Consulting and former Communications Coordinator at PhiLab, highlights the often-neglected plight of animals in conflict and disaster, and how philanthropy can play a vital role in protecting their well-being. Adam Parascandola, vice-president of Humane World for Animals' rescue team, shares lessons learned from decades of international rescue missions in natural disaster and conflict zones such as Ukraine, Syria, Gaza and Sudan. What are the consequences for those left behind?

In the fifth interview, I spoke with Mr. Thierry Delvigne-Jean, Head of Programs at UNICEF Canada. Although UNICEF is a UN agency, a significant part of its resources come from the philanthropic sector (companies, foundations, the general public). Drawing on his experience in the field, Mr. Delvigne-Jean presents UNICEF's strategy, which aims to act before, during and after crises, thanks to its ongoing local presence. What role can foundations play in the field?

Joey Mac Intosh offers a personal perspective on his experience hosting the PhiLab podcast over the past two years. He presents a podcaster's guide to creating ethical content with the broader aim of spreading a message through a podcast

Finally, in this issue we take a look at the latest books addressing matters in the field of philanthropy. To this end, I feature a review of Hillary Pearson's book « À quoi sert la philanthropie », published this fall by McGill-Queen's University Press.

Léo Bérenger Benteux offers us a critical essay on Timothée Parrique's book « Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance ». He approaches the book from three angles: the rejection of growth, the path of degrowth and the post-growth project.

Saouré Kouamé, professor at the Telfer School of Management, presents the collective work « Philanthropie et développement de l'Afrique », published this winter under his direction.

Finally, Carleton University professor Susan Phillips offers a review of the new book she co-authored with Diana Leat and Alexandra Williamson, "Philanthropic Response to Disaster".

Conclusion: a pivotal year, a work in progress

This collection is neither a fixed overview, nor a manual of best practices. It is not intended as a definitive answer to the question of philanthropy's place in the face of conflict. It is an invitation to think differently, to create links, to question what needs to be questioned, and to see philanthropy in motion - not in a state of agitation, but in a collective, lucid and proactive process, ready to listen, to learn and to act.

The year 2025 may not be the year of the great changeover. But it is, without a doubt, a year of courage and clarity. And that already deserves to be hailed.

ÉDITORIAL

EDITORIAL

Une année de lucidité face aux conflits

Par Elisabeth Robinot

Codirectrice du PhiLab

Codirectrice de publication



Certaines années marquent un tournant. L'année 2025 en est une. Les auteurs et autrices ayant contribué à L'Année PhiLanthropique 2025 ont voulu interroger, éclairer et nourrir les tensions fécondes, les dynamiques collectives et les réflexions universitaires autour d'un thème aussi sensible qu'essentiel : **la philanthropie face aux conflits**.

À travers ce recueil d'articles, nous avons cherché à dresser une cartographie vivante, plurielle et incarnée de la philanthropie contemporaine, vue à travers le prisme du conflit : une philanthropie enracinée dans les réalités sociales, critique dans ses approches, animée par une quête d'impact, de justesse et d'apprentissage. Un fil rouge relie les contributions : celui d'acteurs et d'institutions qui, loin de détourner le regard, cherchent à comprendre, anticiper ou répondre aux conflits multiples – géopolitiques, sociaux, éthiques – qui traversent notre époque.

L'enjeu est de taille : les conflits ne connaissent pas de frontières. Ils traversent les territoires, les structures, les esprits. Ils interrogent la place, le rôle et les responsabilités du secteur philanthropique.

Comprendre les conflits à grande échelle

Plusieurs articles du recueil abordent les conflits dans leur dimension globale et systémique.

D'abord, Hilary Pearson, ex-présidente de Fondations philanthropiques Canada, rappelle que les fondations restent souvent réticentes à s'engager sur des terrains conflictuels, par peur de politisation ou faute d'outils adaptés. Pourtant, en cultivant des pratiques d'écoute, de dialogue et de résilience, elle affirme que la philanthropie a un rôle à jouer dans la prévention et la désescalade des conflits.

L'article de Taïeb Hafsi, professeur émérite à HEC Montréal, propose une critique politique et éthique de la philanthropie contemporaine, insistant sur les risques liés à une philanthropie internationale partisane. À partir d'une typologie nuancée – locale ou globale, privée ou publique, socio-culturelle ou politique – il montre, exemples à l'appui, comment la philanthropie peut à la fois réparer ou alimenter les conflits.

Joshua Newton prolonge cette analyse en explorant l'impact de l'essor d'un néolibéralisme autoritaire sur la philanthropie sociale aux États-Unis. À travers privatisation et contrôle social, il montre comment des acteurs philanthropiques deviennent les cibles d'un projet idéologique visant à affaiblir le secteur public. Dans ce contexte, il appelle les fondations à prendre position, à défendre les valeurs démocratiques et à soutenir activement la société civile.

Adam Saifer, codirecteur du PhiLab et professeur à la University of British Columbia, ainsi que Fahad Ahmad, professeur à la University of Toronto, proposent une analyse du rôle que joue la philanthropie institutionnelle dans la légitimation et l'intégration du populisme de droite au Canada. Dans cet article, les auteurs proposent quatre mécanismes idéologiques par lesquels la philanthropie d'élite facilite l'intégration des idées et des croyances du populisme de droite.

Dans une perspective historique canadienne, Peter Elson, ancien codirecteur du PhiLab et aujourd'hui Professeur émérite à l'Université de Victoria, montre comment les grandes crises, en particulier les guerres, ont façonné le système fiscal et légal de la philanthropie au Canada. Une plongée précieuse dans l'histoire, révélatrice des liens entre moments de crise et transformations institutionnelles.

Enfin, Amina Wazoumi, doctorante en administration à l'Université de Sherbrooke, propose un article sur les relations entre la philanthropie subventionnaire et les mouvements sociaux. Elle y explore les critiques des organisations philanthropiques à l'égard des mouvements sociaux et environnementaux, et réciproquement.

Quand le conflit entre et dans les fondations

Nous avons ensuite choisi d'explorer les conflits au cœur même du secteur philanthropique.

Sylvain Lefèvre, professeur à l'ESG UQAM, s'interroge sur les refus de dons issus de « l'argent sale ». Une décision souvent perçue comme individuelle mais qui, selon lui, peut relever d'un acte collectif, politique et porteur de sens. En questionnant l'origine des fonds, certaines organisations affirment un positionnement éthique face à l'acceptable et surtout l'inacceptable.

Dans une perspective complémentaire, Michelle Riley explore les tensions éthiques autour de la photographie humanitaire. Si une image forte peut mobiliser et collecter des fonds, elle peut aussi être vécue comme une forme d'exploitation. L'auteure propose des pistes éthiques pour concilier impact et respect de la dignité humaine.

Les tableaux réalisés par Jean-Marc Fontan, codirecteur sortant du PhiLab, révèlent d'abord les types de tensions, conflits et contradictions, ainsi que leurs manifestations affectant les fondations subventionnaires. D'une autre part, des modalités

stratégiques pour une gestion adaptative et évolutive concluent cet article.

Enfin, Jonathan Deschênes, professeur à HEC Montréal, met en lumière un angle encore peu exploré : les effets négatifs du bénévolat. Fatigue, désillusion, surcharge émotionnelle : ces risques existent bel et bien. Pour les prévenir, il suggère d'offrir un accompagnement adéquat aux bénévoles et de repenser les structures d'engagement.

Des entretiens pour élargir les perspectives

Ensuite, dans ce numéro, l'équipe éditoriale du PhiLab a souhaité diversifier les formats, ce qui a conduit à la réalisation de cinq entrevues et d'un article sur l'expérience d'animation du balado du PhiLab. Des thèmes très divers sont abordés : de l'investissement d'impact, de la philanthropie face aux conflits qui émergent à cause de l'urgence climatique, du rôle des ONG et également des laissés pour compte tels que les animaux de compagnie en temps de crise.

La première a été réalisé par David Grand-Poitras, candidat au doctorat en sociologie à l'UQAM, avec Mme Alice Chipot, ex-directrice du Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE), sur le rôle des investisseurs institutionnels face au conflit israélo-palestinien débuté en octobre 2023. Comment les acteurs québécois ont-ils réagi face à ce conflit ? Quelles ont été les mesures prises par le RRSE ? Telles sont les grandes questions auxquelles Madame Chipot a répondu.

Dans la seconde entrevue, Laurence Croteau professionnelle de recherche et coordonnatrice des communications au PhiLab, interroge Mr Éric St-Pierre, ex directeur de la Fondation Familiale Trottier, sur l'urgence climatique. Quelles sont les réponses du milieu philanthropique face à cette question ? Le conflit des causes à financer est là ! Comment faire ? Grâce à l'initiative Climate Champions lancée en 2024, le milieu philanthropique s'organise. Mr. Trottier expose clairement les défis rencontrés et ceux qui restent à relever.

La troisième interview a été réalisée par Diane Alalouf-Hall, professeure associée au département de géographie de l'UQAM. Elle a échangé avec Mme Karine Meaux responsable Urgences à la Fondation de France. Existe-t-il une réelle frontière entre l'aide humanitaire d'urgence et l'aide de

développement? Quels sont les rôles des acteurs locaux et des ONG internationales aujourd'hui? Il semble que la vision descendante d'autrefois « on aide les pauvres » ne soit plus du tout adaptée. Mme Meaux explique la logique de partenariats horizontaux qui permettent de laisser entendre les expertises locales face aux crises humanitaires d'aujourd'hui.

Dans le quatrième entretien, Katherine Lacefield, fondatrice de Just Be Cause Consulting et ancienne responsable des communications au PhiLab, met en lumière le sort souvent négligé des animaux lors de conflits et de catastrophes, et la manière dont la philanthropie peut jouer un rôle essentiel dans la protection de leur bien-être. Adam Parascandola, vice-président de l'équipe de sauvetage animalier de Humane World for Animals, partage les enseignements tirés de plusieurs décennies de missions de sauvetage à l'international, menées dans des zones de catastrophe naturelle et de conflit telles que l'Ukraine, la Syrie, Gaza et le Soudan. Quels sont les conséquences pour ces laissés-pour-compte?

Dans le cinquième entretien, j'ai interviewé Mr. Thierry Delvigne-Jean chef des programmes à UNICEF Canada. Bien qu'UNICEF soit une agence onusienne, une partie significative de ses ressources provient du secteur philanthropique (entreprises, fondations, grand public). Fort de son expérience sur le terrain, Mr. Delvigne-Jean nous présente la stratégie de l'UNICEF qui vise à agir avant, pendant et après les crises grâce à sa présence locale continue. Quels rôles peuvent alors jouer les fondations sur le terrain?

Joey Mac Intosh nous offre une perspective personnelle de son expérience à l'animation du balado du PhiLab depuis les deux dernières années. Il présente un guide du podcasteur pour la création de contenu éthique ayant l'objectif plus large de diffuser un message par le biais d'un podcast.

Enfin, dans ce numéro, nous recensons les derniers ouvrages qui traitent de questions reliées à la philanthropie. Pour se faire, je propose une recension du Livre d'Hillary Pearson paru cet automne chez McGill-Queen's University Press.

Léo Bérenger Benteux nous offre un essai critique du livre de Timothée Parrique « Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance ». Il aborde le livre autour de trois temps de réflexion : le rejet de la croissance, le trajet de la décroissance ainsi que le projet de la post-croissance.

Sauré Kouamé, professeur à l'école de gestion Telfer, présente l'ouvrage collectif réalisé sous sa direction « Philanthropie et développement de l'Afrique » paru cet hiver.

Finalement, Susan Phillips, professeure à l'Université de Carleton, offre une recension du nouvel ouvrage qu'elle a coécrit avec Diana Leat et Alexandra Williamson intitulé : « Philanthropic Response to Disaster ».

Conclusion : une année charnière, un chantier ouvert

Ce recueil n'est ni un panorama figé ni un manuel de bonnes pratiques. Il ne prétend pas clore la question de la place de la philanthropie face aux conflits. Il se veut une invitation à penser autrement, à créer du lien, à remettre en question ce qui doit l'être.

Il témoigne d'une philanthropie en mouvement — non pas dans l'agitation, mais dans un cheminement collectif, lucide et proactif, prêt à écouter, à apprendre, à agir.

L'année 2025 n'est peut-être pas celle du grand basculement. Mais elle est, à n'en pas douter, une année de courage et de clarté. Et cela, déjà, mérite d'être salué.

ÉDITORIAL

EDITORIAL

The Power and Responsibility of Nonprofit Photography

By Michelle Riley, *Lead photojournalist at Lens for Change*



Michelle Riley is a photojournalist and nonprofit visual storytelling expert who helps organizations use authentic photography to inspire action and drive social change. She spent 16 years at Humane World for Animals (formally called the Humane Society of the United States and Humane Society International), where she built and led the organization's first in-house photography team, and elevated the role of authentic imagery in advocacy, fundraising, and media outreach.

In addition to photographing hundreds of assignments herself and managing thousands of freelance photo shoots, she also created and implemented the organization's first photo ethics policy, ensuring all imagery was used truthfully, respectfully, and in alignment with its mission. Today, Riley leads Lens for Change, a consulting agency that helps nonprofits harness the power of ethical, authentic photography to build trust, mobilize supporters, and amplify their impact. She provides comprehensive photo shoot services, as well as training on ethical visual storytelling and nonprofit photography best practices.

In the aftermath of Hurricane Irene, many people we met had lost everything. Some broke down in tears. My job was to capture these moments, but each time I lifted my camera, something felt deeply wrong. I knew the images could help raise money for our relief

efforts, but photographing someone's suffering—especially for fundraising—felt exploitive.

As a photographer for Humane World for Animals (formally called the Humane Society of the United States and Humane Society International), I was documenting a crisis for the first time. Each morning of that heartbreaking week in August 2011, our animal rescue team met with local North Carolina officials to identify the hardest-hit areas. We rescued stray animals, provided supplies, and offered temporary shelter for pets.

In most cases, I took the photos, but I couldn't bring myself to ask for permission to use them. Asking someone who had just lost their home to sign a legal release felt tactless and insensitive. I understood my role as a photographer, but I had to be a human first. And as a human, getting releases in this situation would have been unethical. So I didn't.

Instead, I turned my lens towards the work of our staff and volunteers. Rather than focusing on suffering, I captured our staff rescuing animals and providing aid to those in need. That experience shaped my view of photography in philanthropy during times of crisis. Images are powerful tools—they can inspire action, mobilize support, and raise millions for critical causes. But they also carry ethical weight. And how we capture

and use them matters.

This year, The PhiLanthropic Year has chosen to use photos instead of illustrations. Each of the images was carefully selected to illustrate the following principles that are at the foundation of ethical nonprofit photography.

The Need for Consent and Transparency

When disaster strikes or conflict erupts, cameras are everywhere. News photographers document unfolding crises to inform the public, while nonprofit photography inspires donations for relief efforts.

Those differences are critical. Journalists don't need consent to publish images, as their work is purely editorial. Nonprofit photography accompanies fundraising appeals—making consent not just an ethical obligation but a legal necessity. But sometimes asking for consent is neither appropriate nor ethical.

During the Russian invasion of Ukraine in 2022, I oversaw the photography for Humane World for Animals' response at border crossings in Poland and Italy. Our teams provided pet supplies to refugees fleeing the war, and in some cases, helped them find shelter.

These individuals had just escaped unimaginable trauma. They were exhausted, frightened, skeptical, and often unable to communicate in the local language. In addition, our team's interactions with refugees lasted only minutes—in most cases, they distributed supplies and offered words of comfort before refugees moved on. Asking them to sign a document giving us permission to use their images for fundraising was out of the question.

So, how can nonprofits document their impact ethically?

Focus on your team offering assistance without photographing beneficiaries in an identifiable way. You can photograph beneficiaries from behind, showing the backs of their heads or shooting over their shoulder, and focus your shots on the faces of your staff and volunteers. This allows your images to authentically represent the people you're helping while still protecting their privacy and dignity.

If staff or volunteers interact with beneficiaries for longer than a few minutes and establish trust, you can consider requesting a signed release. But this should

never be a condition of assistance, and it should only be considered when your organization helps significantly; e.g., by finding shelter versus simply distributing supplies.

Transparency is also key. If someone agrees to be photographed, they should know how their image will be used. Clear, direct photo release forms should explicitly state that images may be used for fundraising, marketing, and advocacy. Ethical storytelling requires honesty—not manipulation.



When disaster strikes or conflict erupts, cameras are everywhere. News photographers document unfolding crises to inform the public, while nonprofit photography inspires donations for relief efforts.



The Importance of Context

Lack of context can also mislead and manipulate audiences, putting your credibility at risk. Using outdated or unrelated imagery to evoke sympathy is a common but unethical fundraising tactic.

During the California wildfires earlier this year, several nonprofits used dramatic images—of animals silhouetted against fiery skies, or heroic rescues taking place—that were from entirely different years and locations. Even if captions disclosed real dates and locations, most people never saw them. They assumed what they were looking at was happening in

real time.

Similarly, organizations must avoid misrepresenting crises. A photo of a refugee camp in one country shouldn't be used to illustrate migration issues in another. Donors want to see authentic impact, not unrelated images designed to pull at their heartstrings.

The Better Business Bureau Wise Giving Alliance requires nonprofits to disclose the year when an image is more than three years old. People and circumstances change, so it's misleading to your audience to use the same photos repeatedly. For general fundraising purposes, I recommend using photos that are less than 1-2 years old to avoid misrepresenting your current work.

Equally important is avoiding what's known as "poverty porn"—those familiar, heartbreaking images of starving children covered in flies, staring directly at the camera with obvious pain in their eyes. While these photos undoubtedly evoke a reaction, they can dehumanize subjects and strip them of their dignity. When consent is given to photograph people in these situations, show them in an empowering and positive way that highlights their resilience and strength, instead of portraying helplessness. For nonprofit photography, an image of a child receiving food is just as powerful—and more ethical—than one of them suffering without it.

Why Authenticity Builds Trust

We live in an era of deep skepticism, where misinformation spreads rapidly and trust is fragile. Audiences crave authenticity, and nonprofits must meet that demand. Respecting the integrity of the photographic moment is essential. Nonprofit photography should document real moments, not staged performances. Photographers should never ask staff, volunteers, or beneficiaries to pose or reenact events to fit a specific narrative. Similarly, models should not be used to represent real beneficiaries or scenes.

Post-processing should also uphold the truth of an image. Do not significantly alter the images in Photoshop, such as by flipping, adding or removing elements, over-saturating colors, or making extreme crops that alter the context of an image. Only the established norms of ethical photo editing should be used, such as minor color and exposure correction and minimal cropping.

Organizations should also avoid stock photography as much as possible, and AI-generated images should never be used. Donors expect the truth and want to see real people in real situations. Using canned or fake imagery erodes trust, making people question whether the stories you tell are real.



Audiences crave authenticity, and nonprofits must meet that demand. Respecting the integrity of the photographic moment is essential. Nonprofit photography should document real moments, not staged performances. Photographers should never ask staff, volunteers, or beneficiaries to pose or reenact events to fit a specific narrative.



Crossing any of these ethical lines can lead to irreparable damage to organizational credibility and integrity. Donors will immediately ask: if you're lying about your photos, what else are you lying about? Have you altered your data? Exaggerated your impact? What about your use of funds? When credibility

falters, it's difficult to get it back.

To avoid these pitfalls, I recommend hiring a professional photographer to document your work. It is a worthwhile investment in your mission and brand, and it's often affordable, especially considering that a single photo shoot can provide a year's worth of compelling images. If that's not an option for you, have your staff take photos with their phones. An imperfect but authentic photo of your work will have more impact on your audience and your donors than a perfect stock photo.

How Photos Have Changed the World

Photography has long been a catalyst for change. A single image, captured at the right moment, can shift public opinion, influence policy, and even alter the course of future events. Some of the world's most iconic photographs didn't just document events—they forced people to confront uncomfortable truths and spurred action in ways that words alone could never achieve.

One of the most well-known examples is Napalm Girl, the haunting 1972 image captured by Nick Ut. The photograph shows a nine-year-old girl, Phan Thị Kim Phúc, running naked and burned after a napalm attack in Vietnam. The raw horror in her expression made the war's brutality impossible to ignore. Public outrage following its publication fueled anti-war protests and is widely credited with helping accelerate the war's end.

More recently, The Death of Alan Kurdi, captured in 2015 by Nilüfer Demir, reignited global conversations about the Syrian refugee crisis. The heartbreaking photo of the three-year-old boy's lifeless body washed ashore on a Turkish beach forced the world to confront the human cost of the crisis. Within 24 hours of the photo's publication, donations to refugee aid organizations skyrocketed, and world leaders faced renewed pressure to act.

Powerful images don't just expose suffering; they can also inspire legislative change. In 2005, after Hurricane Katrina, photographs of stranded residents—many refusing to evacuate because they couldn't bring their pets—sparked public outrage. Images of abandoned animals and their desperate owners played a key role in the passage of the Pets Evacuation and Transportation Standards (PETS) Act, ensuring that pets are now included in disaster response plans.

And then there are the images that fuel social justice movements. In 2020, Darnella Frazier, just 17 years old at the time, filmed the murder of George Floyd at the hands of a Minneapolis police officer. The footage ignited a global movement for racial justice, leading to widespread protests, policy reforms, and a reckoning with systemic racism that still continues today.

These images, and so many others, illustrate the undeniable power of photography. They remind us that visuals don't just reflect reality—they shape it. When used responsibly, photography has the power to expose injustice, mobilize communities, inspire donors, shape policy, and ultimately, change the world.

Photography as a Force for Good

At the start of my career, I was a news photojournalist. I had spent all of my teenage years wanting to be a news photographer, so my first job as one felt like a dream come true. But I quickly learned that shooting for news outlets has its limitations.

First, it often came with impossible moral dilemmas. You're trained to observe, not act. To stay objective, even in the face of unimaginable suffering. To document without stepping in, even when every part of you wants to help.

And, once the shutter clicks, the fate of the image is out of your hands. It's published, and what happens next—whether the photo sparks change or fades into the background—is up to the audience.

That's why I pivoted to nonprofit work. In nonprofit photography, you're not just capturing moments—you're leveraging them. You can guide the narrative, pair an image with a call to action, and directly connect what's seen to what can be done. A single photograph paired with the right messaging can educate people about a cause, rally supporters, raise funds, and inspire real change in ways journalism doesn't allow.

Nonprofit photography has immense power to create change—but only when used ethically, responsibly, effectively, and with respect for those it represents. Because when we show the world what's happening, we have the power to change the future.

Find out more about the photos selected to illustrate the featured sections of this edition of PhiLanthropic Year on page 116.

DOSSIER SPÉCIAL | SPECIAL FEATURE



Credit : Lior Sperandeo

DOSSIER SPÉCIAL SPECIAL FEATURE

How Can Philanthropy Engage with Conflict?

By Hilary Pearson, *Former President,
Philanthropic Foundations Canada*



Hilary Pearson has had a twenty-year career in the field of foundation philanthropy in Canada. As the founding President of Philanthropic Foundations Canada for almost eighteen years, Hilary has worked with many of the largest private charitable foundations in the country. She has been a strategic advisor and facilitator for many family foundations, in their work to understand the landscape, develop their goals, and structure their governance and grantmaking practices. Author of numerous articles and reviews on foundation philanthropy, Ms Pearson also speaks frequently at conferences and workshops in Canada and globally. In her role at PFC, she edited comprehensive guides to starting and managing foundations, as well as guides for funders working with governments, with universities, and in policy advocacy.

Philanthropists and conflict

Conflict makes philanthropists uncomfortable. This is not unique to philanthropists. In practice, an individual's aversion to conflict often leads to an organizational avoidance of intervention in conflict, whether the organization is a company, a non-profit or a foundation. It is a rare foundation that takes on any effort to mediate conflict once it starts.

Arguably there is a role for organized philanthropy in engaging with conflict. Based on philanthropy's goal of working for the common good, de-escalation of conflict can and should be within philanthropy's mandate. Yet philanthropic funding specifically designated for initiatives to prevent or de-escalate conflict is rare. A [2019 survey](#) found that peace-related grantmaking comprised less than one percent of all grants.

Why are philanthropists and foundations reluctant to commit to supporting conflict de-escalation or more specifically to supporting peacebuilding? Many will argue that this kind of grantmaking means taking a political stance. Others say that it is too difficult to do, too hard to measure, beyond the field of expertise of foundations. This might be true. But it could be a definitional issue.

Building social cohesion: a way to prevent conflict

Conflict may be defined broadly as inter-state violence, or war. In that sense, there is little that foundations can do to prevent or resolve it directly. Yet before there is war, there are factors that build to war such as religious or communal tensions and polarization, inequality, poverty and social injustice, among other factors.

Can foundations engage in preventing conflict and build peace through efforts to build social cohesion, support community resilience, and strengthen civil society infrastructure at the local or national level so that the chances of outright conflict are decreased?

The answer is yes. A significant number of philanthropic organizations already focus on social justice, social cohesion and the resilience of civil society and democracy. These are all important elements of any strategy to prevent conflict. In this way of looking at engaging with conflict, there are multiple models and resources available to Canadian philanthropy.



Why are philanthropists and foundations reluctant to commit to supporting conflict de-escalation or more specifically to supporting peacebuilding? Many will argue that this kind of grantmaking means taking a political stance. Others say that it is too difficult to do, too hard to measure, beyond the field of expertise of foundations.



Framing the argument for philanthropy's engagement with conflict, Mark Malloch-Brown of the Open Society Foundations, in a thoughtful [2024 speech](#) on philanthropy's role, argued that "those of us in the

philanthropic sector need to concentrate not just on peace-building among elites, but on building the long-term civic and interpersonal foundations for lasting peace.... philanthropists need to be a force against complacency, speaking out against assumptions that unresolved conflicts can be merely contained and in favor of deep investments in their resolution."

The advantages of patience and nimbleness

Endowed philanthropy has some important advantages in resolving conflict. As Mark Malloch-Brown puts it, "foundations can move very fast to respond to a sudden crisis or opportunity. But we also have sticking power, the ability to invest in causes whose results are measured not in months but in decades. We can be both patient and urgent." The capacity for nimbleness coupled with the ability to take the long view give foundations a unique organizational advantage. To deploy that advantage, they need to pick their field of action and their most effective strategies for operating in that field.

To select a field of operation, it helps to think about the dimensions of human conflict. These include conflicts of ideas and values, interpersonal conflicts, inter-community conflicts and inter-state conflicts. Strategies for dealing with these conflicts can be direct -mediation, structured dialogues, collaborative problem-solving - or indirect: promoting inclusion and reconciliation, countering misinformation, cultural and rights education, narrative change. These strategies are explicitly framed around defusing or preventing conflict, much of it interpersonal or intercommunal.

What Can Be Done?

Some Canadian foundations have entered this space, albeit cautiously. Few foundations will act as mediators or dialogue facilitators directly. But they do fund organizations that engage in this work. Teaching mediation skills, combatting discrimination and racism, supporting public interest media and journalism are all activities that reduce or prevent conflict, as a direct or indirect outcome.

For example, the Brian Bronfman Family Foundation has committed itself to building harmonious relationships within communities in Canada, working through the [Peace Network for Social Harmony](#). The Law Foundations in every province and territory of Canada fund community mediation, restorative justice and dispute resolution efforts. The federal

government funds the Canadian Race Relations Foundation which grants to organizations across the country working towards reconciliation and against racism. In the field of narrative change, the Inspirit Foundation has done groundbreaking work to build new narratives to counter Islamophobia and to promote more [philanthropic investment in public interest journalism](#). Some community foundations, including Calgary and Hamilton, have created funds to direct donors towards peacebuilding activities in community.

In a sign of the growing concern within philanthropy about the impact of interpersonal and intercommunal conflict, several private and public foundations came together in 2024 to fund a dialogue series on polarization and the practice of managing difficult conversations hosted through Philanthropic Foundations Canada. While this was a one-time effort, there was strong interest in continuing the series to build philanthropic and non-profit sectoral capacity to manage conflict. Much more could be done to convene ongoing community conversations among multiple participants.

Many more foundations in Canada are willing to work upstream well before conflict develops. Conflict prevention itself is not an explicit goal for these foundations. Whether they take a place-based or community-centred approach, or they focus more broadly on systemic/policy change, they are attempting to support community resilience and cohesion, combat social exclusion and injustice, and reduce the potential for conflict.

Many foundations are focused on alleviating poverty, or the conditions which make it easier for communities and individuals to tip into conflict. While direct grants to poverty-alleviating services might serve to ameliorate the preconditions for conflict, this is not a primary motivation for these foundations. Philanthropic strategies that are more clearly focused on building social cohesion and democratic or community empowerment have a stronger connection to conflict prevention, even if it is not explicit. Examples of this include philanthropic investments in civic infrastructure such as parks, libraries, theaters and community centres. All of these are essential as places where people can gather, exchange, and engage positively with each other.

Other examples of more systemic interventions are

philanthropic funding for community dialogues, such as the Collective Impact Project in Montreal, funded by foundations to build community capacity to fight poverty and social exclusion, or the Tamarack Institute which has worked for over twenty years to build collective capacity to engage citizens, contributing, in its words, “to the building of peace and to a more equitable society.”

In summary

In the end, one could argue with some justice, that all philanthropic efforts to build a fairer society with more informed, more empowered members, will lead to the reduction or prevention of conflict. It is difficult but not impossible to measure these efforts. What is critical to any successful effort is to select the field of operation where philanthropy can be most effective.

The hardest conflicts to resolve in the short term are interpersonal conflicts over beliefs, and interstate conflicts over resources, beliefs or territory. Philanthropy’s advantages of time, patience, far sight and funds do not play well on these conflicts.

But where philanthropy can contribute meaningfully, over a longer term perhaps, is investing in human relationship and connection skills, and in efforts to create more equity across groups.

References

Barry Knight (2024). The Emerging Story of Philanthropy and Peace, *Alliance Magazine*, [link](#)

Christina Palassio, (2024). Funding Narrative Change, *The Philanthropist Journal*, [link](#)

Conflict-affected Environments: Notes for Grantmakers (2020) from Philanthropy for Social Justice and Peace, [link](#)

Funding Journalism: A Guide for Canadian Philanthropy (2024) Inspirit Foundation, Philanthropic Foundations Canada, PhiLab, Local News Research Project, [link](#)

Mark Malloch-Brown (2024). Can Philanthropy Rise to the Challenge?, Open Society Foundations, Belfast, [link](#)

Social Cohesion Primer, from Peace and Security Funders Group, PACE (Philanthropy for Active Civic Engagement) and the Council on Foundation, [link](#)

DOSSIER SPÉCIAL SPECIAL FEATURE

Comment la philanthropie peut-elle s'engager dans le conflit ?

By Hilary Pearson, *Ex-présidente directrice générale de Fondations Philanthropiques Canada*



Hilary Pearson a fait carrière pendant vingt ans dans le domaine de la philanthropie des fondations au Canada. En tant que présidente fondatrice de Fondations philanthropiques Canada, poste qu'elle a occupé pendant près de dix-huit ans, elle a collaboré avec bon nombre des plus grandes fondations de bienfaisance privées au Canada. De nombreuses fondations familiales ont pu compter sur ses conseils stratégiques et sur son aide pour comprendre le secteur, établir leurs objectifs, mettre en place leur structure de gouvernance et définir leurs pratiques d'octroi de dons. Auteure de nombreux articles et comptes rendus sur la philanthropie des fondations, elle est souvent invitée à donner des conférences et à animer des ateliers au Canada et ailleurs dans le monde. Dans le cadre de ses fonctions chez FPC, elle a publié des guides détaillés sur l'établissement et la gestion d'une fondation, ainsi que des guides à l'intention des fondations qui collaborent avec les gouvernements et les universités et qui participent à des actions de plaidoyer relatives aux politiques publiques.

Philanthropes et conflits

Les conflits suscitent un malaise chez les philanthropes. Ce n'est pas propre aux philanthropes. Dans la pratique, que l'organisation soit une entreprise, une

organisation à but non lucratif ou une fondation, l'aversion d'une personne de celle-ci pour le conflit conduit souvent à un évitement organisationnel de l'intervention dans le conflit. Rares sont les fondations qui s'efforcent d'arbitrer un conflit une fois qu'il a éclaté.

On peut soutenir que la philanthropie organisée a un rôle à jouer dans la gestion des conflits. L'objectif de la philanthropie étant d'œuvrer pour le bien commun, la désescalade des conflits peut et doit faire partie de son mandat. Pourtant, les financements philanthropiques spécifiquement destinés à des initiatives de prévention ou de désescalade des conflits sont rares. [Une étude réalisée en 2019](#) a révélé que les subventions liées à la paix représentaient moins d'un pour cent de l'ensemble des subventions.

Pourquoi les philanthropes et les fondations hésitent-ils à s'engager à soutenir la désescalade des conflits ou, plus précisément, à soutenir la consolidation de la paix ? Nombreux sont ceux et celles qui affirment que ce type de subventionnement implique une prise de position politique. D'autres diront que c'est trop difficile à faire, trop difficile à mesurer, que cela dépasse le champ d'expertise des fondations. C'est peut-être vrai. Mais il pourrait s'agir d'une question de définition.

Renforcer la cohésion sociale : un moyen de prévenir les conflits

Le conflit armé peut être défini au sens large comme une violence interétatique ou une guerre. En ce sens, les fondations ne peuvent pas faire beaucoup pour les prévenir ou les résoudre directement. Cependant, avant la guerre, il existe des facteurs qui y conduisent, tels que les tensions et la polarisation religieuse ou communautaire, les inégalités, la pauvreté et l'injustice sociale...

Les fondations peuvent-elles s'engager dans la prévention des conflits et la construction de la paix ? Peuvent-elles le faire de manière à réduire les risques de conflit ouvert en renforçant la cohésion sociale, en soutenant la résilience des communautés et en consolidant l'infrastructure de la société civile au niveau local ou national ?

La réponse est oui. Un grand nombre d'organisations philanthropiques se concentrent déjà sur la justice sociale, la cohésion sociale et la résilience de la société civile et de la démocratie. Il s'agit là d'éléments importants de toute stratégie de prévention des conflits. La philanthropie canadienne dispose de multiples modèles et ressources pour s'engager dans la lutte aux conflits.

En 2024, dans [un discours](#) très réfléchi sur le rôle de la philanthropie, Mark Malloch-Brown, de l'Open Society Foundations, a présenté l'argument en faveur de l'engagement de la philanthropie dans les conflits en affirmant que « ceux d'entre nous qui font partie du secteur philanthropique doivent se concentrer non seulement sur la construction de la paix parmi les élites, mais aussi sur la construction des fondations civiques et interpersonnelles à long terme pour une paix durable.... les philanthropes doivent être une force contre la complaisance, en s'élevant contre les hypothèses selon lesquelles les conflits non résolus peuvent être simplement contenus et en faveur d'investissements profonds dans leur résolution ».

Les avantages de la patience et de la souplesse

La philanthropie subventionnaire présente des avantages importants dans la résolution des conflits. Comme l'indiquait Mark Malloch-Brown, « les fondations peuvent agir très rapidement pour répondre à une crise ou à une opportunité soudaine.

Mais nous avons aussi un pouvoir de résistance, la capacité d'investir dans des causes dont les résultats se mesurent non pas en mois, mais en décennies. Nous pouvons être à la fois patients et urgents ». La souplesse et la capacité d'adopter une vision à long terme confèrent aux fondations un avantage organisationnel unique. Pour déployer cet avantage, elles doivent choisir leur champ d'action et les stratégies les plus efficaces pour opérer dans ce domaine.



Pourquoi les philanthropes et les fondations hésitent-ils à s'engager à soutenir la désescalade des conflits ou, plus précisément, à soutenir la consolidation de la paix? Nombreux sont ceux et celles qui affirment que ce type de subventionnement implique une prise de position politique. D'autres diront que c'est trop difficile à faire, trop difficile à mesurer, que cela dépasse le champ d'expertise des fondations. C'est peut-être vrai. Mais il pourrait s'agir d'une question de définition.



Dans le choix d'un champ d'intervention, il est utile de réfléchir aux dimensions des conflits humains. Il s'agit notamment des conflits d'idées et de valeurs, des conflits interpersonnels, des conflits intercommunautaires et des conflits interétatiques. Les stratégies de gestion de ces conflits peuvent être directes - médiation, dialogues structurés, résolution collaborative des problèmes - ou indirectes : promotion de l'inclusion et de la réconciliation, lutte contre la désinformation, éducation à la culture et aux droits, changement de discours. Ces stratégies visent explicitement à désamorcer ou à prévenir les conflits, souvent interpersonnels ou intercommunautaires.

Que peut-on faire ?

Certaines fondations canadiennes sont engagées dans cette voie, mais avec prudence. Peu de fondations agissent directement en tant que médiateurs ou facilitateurs de dialogue. Elles financent toutefois des organisations qui s'engagent dans cette voie. L'enseignement des techniques de médiation, la lutte contre la discrimination et le racisme, le soutien aux médias d'intérêt public et au journalisme sont des activités qui ont pour effet direct ou indirect de réduire ou de prévenir les conflits. Par exemple, la Fondation de la famille Brian Bronfman s'est engagée à établir des relations harmonieuses au sein des communautés au Canada, par l'intermédiaire du [Réseau pour la paix et l'harmonie sociale](#). Les fondations juridiques de chaque province et territoire du Canada - telle la Fondation du Barreau du Québec ou la Fondation du droit de l'Ontario - financent la médiation communautaire, la justice réparatrice et les efforts de résolution des conflits. Le gouvernement fédéral finance la Fondation canadienne des relations raciales, qui octroie des subventions à des organisations de tout le pays œuvrant en faveur de la réconciliation et contre le racisme. Dans le domaine du changement de discours, la Fondation Inspirit a réalisé un travail novateur pour construire de nouveaux récits afin de lutter contre l'islamophobie et de promouvoir davantage [d'investissements philanthropiques dans le journalisme d'intérêt public](#). Certaines fondations communautaires, notamment à Calgary et à Hamilton, ont créé des fonds pour orienter les donateurs vers des activités de consolidation de la paix au sein de la communauté.

Signe de l'inquiétude croissante de la philanthropie face à l'impact des conflits interpersonnels et intercommunautaires, plusieurs fondations privées

et publiques se sont réunies en 2024 pour financer une série de dialogues organisée par Fondations Philanthropiques Canada, sur la polarisation et la pratique de la gestion des conversations difficiles. Bien qu'il s'agisse d'un effort ponctuel, les participant·e·s ont manifesté un vif intérêt pour la poursuite de la série afin de renforcer la capacité des secteurs philanthropique et sans but lucratif à gérer les conflits. Il serait possible de faire beaucoup plus pour organiser des conversations communautaires permanentes entre de multiples participant·e·s.

Au Canada, beaucoup plus de fondations sont disposées à travailler en amont, bien avant qu'un conflit ne se développe. La prévention des conflits n'est pas un objectif explicite pour ces fondations. Qu'elles adoptent une approche locale ou communautaire, ou qu'elles se concentrent plus largement sur des changements systémiques ou politiques, elles tentent de soutenir la résilience et la cohésion des communautés, de lutter contre l'exclusion sociale et l'injustice, et de réduire les risques de conflit.

De nombreuses fondations se concentrent sur la réduction de la pauvreté ou sur les conditions qui facilitent le basculement des communautés et des individus dans le conflit. Si les subventions directes aux services de lutte contre la pauvreté peuvent servir à améliorer les conditions préalables aux conflits, il ne s'agit pas d'une motivation première pour ces fondations. Les stratégies philanthropiques plus clairement axées sur le renforcement de la cohésion sociale et l'autonomisation démocratique ou communautaire ont un lien plus étroit avec la prévention des conflits, même s'il n'est pas explicite. Les investissements philanthropiques dans les infrastructures civiques telles que les parcs, les bibliothèques, les théâtres et les centres communautaires en sont des exemples. Tous ces éléments sont essentiels en tant que lieux où les gens peuvent se rassembler, échanger et s'engager positivement les uns avec les autres.

D'autres exemples d'interventions plus systémiques sont le financement philanthropique visant le dialogue communautaire, comme le Projet Impact Collectif à Montréal, financé par dix fondations pour renforcer la capacité des communautés à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ou l'Institut Tamarack, qui travaille depuis plus de vingt ans à renforcer la capacité collective à impliquer les citoyens, contribuant, selon ses termes, « à la construction de la paix et d'une société plus équitable ».



Au Canada, beaucoup plus de fondations sont disposées à travailler en amont, bien avant qu'un conflit ne se développe. La prévention des conflits n'est pas un objectif explicite pour ces fondations. Qu'elles adoptent une approche locale ou communautaire, ou qu'elles se concentrent plus largement sur des changements systémiques ou politiques, elles tentent de soutenir la résilience et la cohésion des communautés, de lutter contre l'exclusion sociale et l'injustice, et de réduire les risques de conflit.



En résumé

Pour conclure, on pourrait affirmer avec une certaine justesse que tous les efforts philanthropiques visant à construire une société plus juste, dont les membres sont mieux informés et plus autonomes, conduiront à la réduction ou à la prévention des conflits. Il est difficile, mais pas impossible, de mesurer les impacts de ces efforts. Ce qui est essentiel à leur réussite est de sélectionner le champ d'action où la philanthropie peut être la plus efficace.

Les conflits les plus difficiles à résoudre à court terme sont les conflits interpersonnels sur les croyances et les conflits interétatiques sur les ressources, les croyances ou les territoires. Les avantages de la philanthropie, à savoir le temps, la patience, la vision à long terme et les fonds, ne jouent pas en faveur de ces conflits.

Mais là où la philanthropie pourrait apporter une contribution significative, à plus long terme sans doute, c'est en investissant dans les relations humaines et les capacités de connexion, ainsi que dans les initiatives visant à instaurer une plus grande équité entre les groupes.

Références

Barry Knight (2024). The Emerging Story of Philanthropy and Peace, *Alliance Magazine*, [lien](#)

Christina Palassio, (2024). Funding Narrative Change, *The Philanthropist Journal*, [lien](#)

Conflict-affected Environments: Notes for Grantmakers (2020) from Philanthropy for Social Justice and Peace, [lien](#)

Funding Journalism: A Guide for Canadian Philanthropy (2024) Inspirit Foundation, Philanthropic Foundations Canada, PhiLab, Local News Research Project. [lien](#)

Mark Malloch-Brown (2024). Can Philanthropy Rise to the Challenge?, Open Society Foundations, Belfast, [lien](#)

Social Cohesion Primer, from Peace and Security Funders Group, PACE (Philanthropy for Active Civic Engagement) and the Council on Foundation, [lien](#)

PERSPECTIVES THÉORIQUES | THEORETICAL PERSPECTIVES



Credit : Tommy Trenchard

PERSPECTIVES THÉORIQUES THEORETICAL PERSPECTIVES

La philanthropie et les mouvements sociaux : entre soutien et contestation

Par Amina Wazoumi Ignanoné, *candidate au doctorat en administration de l'Université de Sherbrooke et membre étudiante du PhiLab*



Amina Wazoumi Ignanoné est titulaire d'une maîtrise en droit privé de l'Université de N'Gaoundéré (Cameroun), d'un Master 2 de l'Institut d'études politiques d'Aix-Marseille, ainsi que du diplôme de l'École nationale des finances publiques de Noisiel (France). Avec plus d'une décennie d'expérience professionnelle au sein du ministère des Finances du Tchad, elle a également réalisé plusieurs consultations pour des organisations non gouvernementales au Tchad et avec le Fonds monétaire international. Depuis l'automne 2019, elle a entamé un processus doctoral sous la supervision du Pr Sofiane Baba. Ses travaux de recherche portent sur les changements stratégiques dans les organisations philanthropiques au Québec, lesquelles doivent régulièrement relever des défis liés aux évolutions constantes de leur écosystème.

Introduction

Dans un monde marqué par des inégalités de plus en plus croissantes et de nombreuses tensions sociales, la philanthropie et les mouvements sociaux et environnementaux sont perçus comme des moyens efficaces pour apporter des changements durables dans la société. Au cours des dernières décennies, de nombreux travaux scientifiques ont porté sur les relations entre la philanthropie subventionnaire et les mouvements sociaux. Ces relations se caractérisent

historiquement par une dynamique ambivalente partagée entre soutien et contrôle (O'Connor, 2011). Somme toute, les impacts positifs de la philanthropie sur les actions des mouvements sociaux sont incontestables. Il s'agit essentiellement d'importants soutiens financier et logistique qui permettent à ces mouvements de se structurer et de se développer. En effet, les financements que reçoivent les mouvements sociaux de fondations subventionnaires leur permettent de jouer des rôles stratégiques en lien avec les causes défendues (Longtin, 2024a). Le soutien financier permet également de renforcer les capacités des mouvements sociaux en transformant les problématiques sociales en de véritables enjeux politiques.

L'interaction entre la philanthropie et les mouvements sociaux engendre également des effets négatifs. En effet, le caractère multidimensionnel de la philanthropie subventionnaire entraîne des débats permanents sur sa finalité et son rôle dans la société et de ce fait la philanthropie fait l'objet de nombreuses contestations et de tensions multiples (Daly, 2012). Par conséquent, les relations entre la philanthropie et les mouvements sociaux sont souvent animées par une dynamique paradoxale, combinant appui stratégique, contrôle institutionnel et reproduction des inégalités de pouvoir. C'est dans ce contexte que notre article se

penche, d'une part, sur les critiques des organisations philanthropiques envers les mouvements sociaux, et, d'autre part, sur les critiques des mouvements sociaux envers les organisations philanthropiques.

Critiques des organisations philanthropiques à l'égard de mouvements sociaux et environnementaux

Les remontrances des organisations philanthropiques envers les mouvements sociaux sont variées et souvent nuancées. Elles reflètent des tensions inhérentes entre les objectifs des organisations philanthropiques et les aspirations des mouvements sociaux. Ces critiques reposent sur plusieurs éléments, notamment : le manque de transparence, l'absence de résultats mesurables, la légitimité des causes défendues, la posture anti-systémique des mouvements sociaux et leur manque de professionnalisme.

- Manque de transparence et absence de résultats mesurables

Les fondations reprochent souvent aux mouvements sociaux un manque de transparence dans la gestion des subventions reçues et une absence d'indicateurs adéquats pour bien mesurer l'impact de leurs actions. C'est dans ce cadre que nombre d'entre elles exigent des évaluations d'impact, afin d'évaluer les résultats des projets soutenus (Arvidson & Lyon, 2014). Ces exigences évaluatives ne sont pas sans générer des tensions avec les organisations financées, car la logique philanthropique, souvent axée sur l'efficacité et l'efficacé, principalement via la mesure quantitative, se heurte aux principes des mouvements sociaux, fondés sur la pertinence de leurs actions, impliquant principalement des modalités qualitatives de mesure des impacts. Lorsque la contestation et le changement structurel sont privilégiés, leur mesure pose souvent problème.

- La légitimité politique des causes défendues et La posture anti-systémique

Certaines fondations reprochent aux mouvements sociaux d'avoir une approche trop militante et radicale, ce qui, selon elles, complique l'octroi de financement en raison d'un manque de clarté sur l'impact des actions et sur la légitimité des causes (Mercer, 2007). C'est notamment le cas des mouvements jugés très critiques envers le capitalisme, dont les positions peuvent entrer en conflit avec celles des bailleurs de fonds. Ces mouvements rejettent souvent les principes

et les partenariats du secteur privé, qui perpétuent, selon eux, les inégalités et engendrent des déséquilibres structurels. Ils rejettent aussi les arrangements institutionnels au service des pouvoirs en place. Selon des fondations philanthropiques, les mouvements sociaux se concentrent plus sur l'idéologie et la mobilisation collective que sur des interventions pragmatiques axées sur des solutions concrètes. La posture anti-systémique de ces mouvements et les défis qu'ils lancent aux institutions traditionnelles engendrent des réactions de non-reconnaissance de ces mouvements, tendant à les rendre invisibles.



Certaines fondations reprochent aux mouvements sociaux d'avoir une approche trop militante et radicale, ce qui, selon elles, complique l'octroi de financement en raison d'un manque de clarté sur l'impact des actions et sur la légitimité des causes.



- Le manque de professionnalisme

Des organisations philanthropiques subventionnaires critiquent également les mouvements sociaux pour leur manque de structure et de professionnalisme. En effet, le mode de fonctionnement souvent horizontal et participatif des mouvements sociaux est parfois perçu comme un manque de clarté dans la définition de leurs objectifs. La structuration interne des mouvements sociaux représente, de ce fait une préoccupation

majeure pour les organisations philanthropiques. De plus, la forte rotation des militant·e·s et l'absence de mécanismes formels de gestion des projets peuvent fragiliser leurs modalités de gouvernance et affecter, de façon importante, leur capacité à assurer la continuité de leurs actions.

Critiques des mouvements sociaux et environnementaux envers les organisations philanthropiques

Malgré la reconnaissance du rôle important que joue la philanthropie dans la réalisation de leurs missions, des mouvements sociaux reprochent souvent aux organisations philanthropiques subventionnaires certaines leurs modalités d'intervention et façons d'interagir avec des organisations progressistes ou plus politisées de la société civile. Il est reproché à la posture philanthropique subventionnaire apolitique de soutenir la reproduction de l'hégémonie, d'influencer l'agenda des mouvements sociaux contestataires, d'exercer un contrôle sur leurs actions, et, de façon générale, de participer au renforcement des inégalités économiques et sociales ou encore de la dépolitisation des causes que les mouvements sociaux soutiennent.

- La reproduction de l'hégémonie

Bien que les organisations philanthropiques subventionnaires se disent ouvertes aux solutions aux problèmes sociaux, des mouvements sociaux estiment qu'elles participent, dans une certaine mesure, à leur perpétuation, car leur soutien est parfois superficiel et ne touche pas les inégalités à la racine. Cette perception remet en cause la supposé neutralité de la philanthropie subventionnaire. Il est dit que des fondations ont joué par le passé un rôle actif dans la structuration pro-système des discours publics, l'orientation pour des politiques sociales édulcorées et une volonté d'encadrer des mouvements sociaux. En maintenant un *statu quo* favorable aux élites économiques, la philanthropie subventionnaire tend à réduire la capacité des mouvements sociaux à répondre aux besoins des populations marginalisées et à limiter leur intégration dans des dynamiques véritablement démocratiques et participatives. De plus, les grandes fortunes qui financent la philanthropie sont souvent issues d'un système d'accumulation du capital qui creuse et accentue les inégalités. De plus, les fortunes accumulées l'ont été à même des industries au passé colonial ayant directement contribué à la crise écologique.



En maintenant un statu quo favorable aux élites économiques, la philanthropie subventionnaire tend à réduire la capacité des mouvements sociaux à répondre aux besoins des populations marginalisées et à limiter leur intégration dans des dynamiques véritablement démocratiques et participatives.



- L'influence des agendas et le contrôle des bénéficiaires

Une autre critique des mouvements sociaux envers la philanthropie subventionnaire est que cette dernière exerce souvent une influence sur leurs agendas en orientant les priorités selon ses intérêts plutôt qu'en fonction des besoins réels des communautés (Brulle, 2020). En finançant des mouvements sociaux, des fondations ont, par le passé, imposé un cadre institutionnel et imposé des exigences opérationnelles. Cela a conduit à un détournement des objectifs des mouvements sociaux, réduisant leur capacité critique. Dans ce sens, des mouvements sociaux considèrent les actions philanthropiques comme des tentatives ayant pour effet de masquer les échecs des politiques

publiques ou les apories des structures économiques, plutôt que de travailler à l'élaboration de solutions durables aux problèmes que ces actions entendent résoudre.

- Le renforcement des inégalités économiques et sociales

Malgré ses bonnes intentions de réduction des injustices sociales, la philanthropie subventionnaire dans son ensemble entretient un certain paradoxe sur les inégalités sociales. En effet, pour des mouvements sociaux, la philanthropie subventionnaire contribue de façon considérable au renforcement des inégalités sociales. À titre d'exemple, l'essor des grandes fondations comme Carnegie, Rockefeller, Ford ou Gates a souvent coïncidé avec des périodes de fortes inégalités économiques. En général, les organisations philanthropiques se positionnent comme des acteurs incontournables du changement en finançant des causes sociales. Or, ce sont les mêmes dynamiques économiques qui ont permis leur enrichissement qui font l'objet des causes qu'elles prétendent combattre. Ce paradoxe contribue à renforcer l'influence des acteurs économiques sur les politiques publiques et les actions sociales, au détriment des mécanismes démocratiques qui encouragent la participation des citoyens dans la défense de leurs intérêts.

- La dépolitisation des causes soutenues

Enfin, des mouvements sociaux critiquent la philanthropie pour sa tendance à dépolitiser certaines luttes sociales. Elles favorisent des approches basées sur le consensus et conformes aux attentes institutionnelles. En général, les financements privés privilégient des approches basées sur les réformes et la bureaucratie qui dépolitisent les enjeux stratégiques des changements systémiques soutenus par des mouvements sociaux. Au lieu de soutenir des revendications qui visent une transformation structurelle des inégalités, la philanthropie subventionnaire privilégie les actions qui s'inscrivent dans une logique de gestion des symptômes plutôt que de celle des causes. Cette dynamique limite la portée des mouvements sociaux et les influence à adopter un discours plus modéré afin de garantir un financement durable (Dilmaghani, 2018).

Conclusion

L'exercice que nous venons de réaliser, en posant à plat l'ensemble des principales critiques que

s'adressent réciproquement le milieu philanthropique subventionnaire et les grandes familles de mouvements sociaux contestataires, rend compte de monologues ne favorisant pas un rapprochement entre des deux groupes d'acteurs.



En général, les financements privés privilégient des approches basées sur les réformes et la bureaucratie qui dépolitisent les enjeux stratégiques des changements systémiques soutenus par des mouvements sociaux.



Heureusement, des initiatives menées par des mouvements sociaux et des expériences soutenues par des fondations ont montré qu'il était non seulement possible mais souhaitable de voir ces acteurs se rapprocher. Dans cette perspective de travail collaboratif, les modèles de travail propres à la philanthropie basée sur la confiance, à la philanthropie de justice sociale ou encore à la philanthropie environnementale démontrent qu'il est possible de développer une approche relationnelle, qui au-delà des divergences identitaires, permet d'atteindre des résultats satisfaisants.

Ces modèles de philanthropie représentent un moyen efficace de dépasser le soi-disant non négociable qui empêche toute forme de collaboration. En adoptant une posture qui place les intérêts communs

en premier, une nouvelle scène se crée, meublée de confiance autour de l'atteinte d'une plus grande justice sociale et environnementale.



Dans cette perspective de travail collaboratif, les modèles de travail propres à la philanthropie basée sur la confiance, à la philanthropie de justice sociale ou encore à la philanthropie environnementale démontrent qu'il est possible de développer une approche relationnelle, qui au-delà des divergences identitaires, permet d'atteindre des résultats satisfaisants.



Ce nouvel espace collaboratif, propre à l'action progressiste, se distingue par la reconnaissance des déséquilibres de pouvoir dans la société et se focalise sur la réduction des inégalités et des injustices environnementales pour créer un monde plus juste. Cette action progressiste encourage l'implication de nouveaux acteurs, le développement de solutions innovantes et la mise en place de collaborations respectueuses entre différents secteurs d'intervention.

L'objectif ici est de ne pas seulement répondre aux besoins immédiats, mais d'opérer un véritable changement systémique sur le long terme, en influençant les lois, les institutions et la société dans son ensemble (Novovic, 2022). En adoptant une approche écosystémique, la philanthropie subventionnaire se donne la possibilité d'explorer de nouveaux rôles et d'identifier des leviers d'action dans le but de maximiser son impact et d'inscrire ses interventions dans un processus de juste transition sociale et écologique.

Références

Arvidson, M., & Lyon, F. (2014). Social Impact Measurement and Non-profit Organisations: Compliance, Resistance, and Promotion. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 25(4), 869-886. [Lien](#)

Brulle, R. J. (2020). Denialism: Organized opposition to climate change action in the United States. In *Handbook of U.S. Environmental Policy* (p. 328-341). Edward Elgar Publishing. [lien](#)

Daly, S. (2012). Philanthropy as an Essentially Contested Concept. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 23(3), 535-557. [lien](#)

Dilmaghani, M. (2018). Which is greener: Secularity or religiosity? Environmental philanthropy along religiosity spectrum. *Environmental Economics and Policy Studies*, 20(2), 477-502. [lien](#)

Lawrence, S. (2009). Social justice grantmaking II.

Lefevre, S. (2014). De la charité au philanthrocapitalisme? Cinq clés de lecture sociopolitique de la philanthropie financière contemporaine. Institut Mallet. [lien](#)

Longtin, D. (2024). Pratiques innovantes de fondations en matière de financement participatif ou sans restriction: Études de cas sur le transfert de capital. Philab. [lien](#)

Mercer, B. (2007). *Green Philanthropy: Funding Charity Solutions to Environment Problems - A Guide for Donors and Funders*. [lien](#)

Novovic, G. (2022, mars 1). Rethinking Philanthropy: Emerging paradigms of social justice. *The Philanthropist Journal*. [lien](#)

O'Connor, A. (2011). Contradictions de la philanthropie libérale face aux mouvements sociaux. *Lien social et Politiques*, 65, 19-42. [lien](#)

PERSPECTIVES THÉORIQUES THEORETICAL PERSPECTIVES

Philanthropie et conflits : dynamiques paradoxales

Par Taïeb Hafsi, Professeur émérite HEC
Montréal



Taïeb Hafsi est professeur titulaire de la chaire Walter J. Somers de Management stratégique international des organisations à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Ses recherches portent essentiellement sur la gestion stratégique des organisations complexes, notamment les entreprises diversifiées, les entreprises dispersées géographiquement, les organisations à buts non lucratifs, les entreprises d'État et les gouvernements. Il s'intéresse actuellement en particulier aux effets des institutions sur le comportement stratégique des organisations.

La philanthropie est multiple, polysémique. Elle révèle à l'observateur-trice des réalités nombreuses et peu reliées. Il est donc utile de préciser certains aspects qui déterminent la posture face aux conflits. Il y a certes de multiples classifications qui ont été offertes dans la littérature scientifique. Nous proposons ici de distinguer trois aspects dichotomiques de la philanthropie¹ : elle peut être locale ou internationale, privée ou publique, socio-culturelle ou politique. Par exemple, Centraide du Grand Montréal est typique d'une philanthropie locale; l'Open Society Institute (OSI) est surtout internationale. De même, la Fondation de France ou la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC) sont surtout privées, tandis que la National Endowment for Democracy (NED) est publique.

Finalement, la NED et l'OSI sont orientées vers des objectifs politiques, tandis que la Fondation Lucie et André Chagnon est plutôt orientée vers des objectifs développementaux à vocation socio-culturelle.

Au Canada, en général, la philanthropie locale est à la fois publique et privée et essentiellement développementale à vocation socio-culturelle. Ainsi, la philanthropie des fondations publiques ou privées est fortement focalisée sur des actions de lutte contre la pauvreté ou les maux de société. La FLAC ou Centraide du Grand Montréal (CGM) sont motivées par le soutien aux personnes en difficultés (pauvreté, isolement, éducation, urgence alimentaire, droits du citoyen, etc.) à Montréal (CGM) ou au Québec (FLAC).

Aux États-Unis, nous observons la présence d'une philanthropie politique généralement orientée vers la promotion de causes, d'idées ou en soutien à l'une ou l'autre des deux grandes formations politiques. Cette situation a été notamment encouragée par une décision de la cour suprême² justifiant l'utilisation du capital pour appuyer des décisions politiques. Cette évolution représente une dérive qui dénature l'objet de la philanthropie et en fait un mécanisme de détournement de fonds publics à des fins privées ou afin de défendre des positions politiques questionnables.

La philanthropie internationale à visée politique s'est

beaucoup développée au cours des trente dernières années sous l'influence de la posture interventionniste étatsunienne, et ce, au nom de la promotion de la démocratie et du « droit d'intervention » pour la protection des droits humains. Cette philanthropie est soutenue par des donateurs-tices de pays occidentaux. Ces pays dominent l'aide internationale au développement à la fois bilatérale (entre pays) et multilatérale (par le biais des grandes institutions internationales comme la Banque mondiale).

Au cours des dix dernières années, cette philanthropie s'est notamment consacrée à la défense des valeurs démocratiques dans le monde. Dans un document publié par la Fondation de France (FF), il est constaté :

« nous avons pris conscience que la démocratie n'était finalement pas un état de fait immuable et que même la France n'était pas préservée par rapport à ce recul démocratique. C'est donc très important que les fondations se penchent sur le sujet, endossent ce rôle plus « politique » et s'engagent à la fois à restaurer la confiance dans les valeurs de la démocratie et à préserver ce bien précieux, garant des libertés individuelles et du vivre ensemble »³.

Cette voie d'intervention, vers le soutien de projets ou d'opinions politiques, est de plus en plus controversée et génère des confrontations régulières, notamment dans les rapports des pays occidentaux avec le Sud global⁴.

Les conflits liés à la philanthropie sont de deux types. Ils peuvent être le sujet auquel se consacrent les organisations philanthropiques. Ils peuvent aussi être générés par l'action de ces mêmes organisations.

Philanthropie réparatrice des conflits

Les multiples guerres du 20^e et du 21^e siècle ont généré des souffrances que certaines actions philanthropiques ont tenté et tentent toujours de réduire. Ainsi, Médecins sans frontières ou Reporters sans frontières collectent des fonds en vue de fournir des services médicaux pour les civils (pour MSF) ou de protection des journalistes (pour RSF).

Étendant le concept, des organisations comme Green Peace ou le Fonds Mondial pour la Nature (WWF, World Wide Fund) se présentent comme les défenseurs de valeurs écologiques essentielles pour la survie humaine. La SPCA (Société de protection contre la cruauté aux animaux) ou la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), sont focalisées sur la réduction des souffrances animales, de plus en plus

considérées comme comparables à celles des êtres humains.

Il y a aussi les associations de défense des droits humains qui se consacrent à défendre les droits fondamentaux énoncés par la Charte internationale des droits humains. En général, ces associations luttent pour réduire les abus pouvant découler du pouvoir d'utiliser la violence qui est généralement le monopole légal des États.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale et la création de l'ONU (Organisation des Nations-Unies), ce type d'organisations à visée philanthropique s'est considérablement développé. Luttant contre les effets des conflits violents entre États ou du fait du monopole légal sur la violence étatique, ces organisations sont souvent amenées sur le terrain de la lutte politique ou militante, ce qui génère d'autres types de conflits que nous évoquerons à la section suivante.

Enfin, le plus important sujet de souffrance et donc la plus grande scène de réduction des conflits est celui de la lutte contre la pauvreté et les inégalités économiques. Un très grand nombre d'organisations philanthropiques nationales, régionales ou locales se consacrent à ces causes. À Montréal, l'action de Centraide du Grand-Montréal est au cœur de ce type de philanthropie. Cette fondation est focalisée sur les causes peu visibles et qui n'attirent pas la philanthropie associée à la visibilité et au marketing des entreprises. De même, Emmaüs en France est un organisme dédié à l'aide d'urgence aux personnes les plus démunies.

L'argument général de cette action philanthropique est qu'elle contribue à la solidarité entre les groupes et strates sociales et aurait ainsi tendance à réduire les tensions que génèrent les inégalités économiques et leurs conséquences pour les personnes. De ce fait, on peut arguer que c'est là un instrument important de la lutte contre les conflits sociaux.

Philanthropie comme source de conflits

L'évolution la plus inquiétante est celle qui met en scène une philanthropie militante au service de causes ou de projets politiques à visée discriminante. Les plus visibles sont les projets de fondations agissant sur la scène internationale qui font la promotion de la démocratie dans certains États, un peu à la manière des promoteurs du projet communiste au temps de l'Union soviétique.

Il a été démontré que la National Endowment for Democracy a développé tout un arsenal pour

promouvoir les mouvements de contestation dans les pays considérés comme ayant des systèmes autoritaires. Bensaada (2011) a documenté ces interventions dans le cas des printemps colorés (en Géorgie et en Ukraine), ainsi que dans les printemps arabes, en Tunisie et en Égypte.

Cette philanthropie est dite au service d'intérêts nationaux ou privés destinés à déstabiliser des adversaires idéologiques ou politiques. Cette forme de philanthropie apparaît comme une extension des services de renseignement nationaux et entend déstabiliser les régimes qui ont des velléités d'autonomie par rapport aux idées et philosophies sociales des pays occidentaux. Cette voie d'action s'inscrit dans une « guerre de quatrième génération »⁵, dont l'objet est de lutter contre des adversaires en les divisant politiquement.

Ce type de soutien accentue les conflits à l'échelle mondiale. On peut argumenter qu'il a généré des comportements semblables chez les concurrents des pays occidentaux. Ainsi, le groupe paramilitaire russe Wagner a été perçu comme une réponse aux actions promues par « le mouvement pro-democracy », notamment lors des révolutions colorées mentionnées plus haut.



Les conflits liés à la philanthropie sont de deux types. Ils peuvent être le sujet auquel se consacrent les organisations philanthropiques. Ils peuvent aussi être générés par l'action de ces mêmes organisations.



Conclusion

Le mouvement philanthropique a été mal inspiré en s'aventurant dans le champ de la politique partisane, qu'elle soit nationale (e.g., les PAC américains) ou internationale (e.g., les grandes fondations internationales luttant pour la démocratie). Elles jettent le discrédit sur l'ensemble du mouvement philanthropique. En raison de l'attrait et de la force d'influence idéologique qui le sous-tend, il est très difficile de freiner la mouvance fondée sur la politisation partisane.

Au Canada, un tel mouvement est encore embryonnaire et on ne peut que mettre en garde contre son développement. La philanthropie ne peut être utile que si elle ne suscite pas la méfiance. Le dicton français, « le bien ne fait pas de bruit, le bruit ne fait pas de bien », malgré son caractère ancien et peu pratique, au regard de l'évolution des sociétés occidentales, devrait être gardé à l'esprit et devrait inspirer des comportements plus mesurés.

La philanthropie politique partisane est une dérivation qui peut finalement affecter l'un des fondements de nos sociétés, sa capacité à vivre en paix.

Références

1. Bensaada, A. 2011. Arabesque Américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe. Montréal : Editions Michel Brulé.
2. Bergère, JM, S. Gorge, 2022. Quel rôle et quelle place pour la philanthropie dans une démocratie aujourd'hui ? Terra Nova, France. Accès : Quel rôle et quelle place pour la philanthropie dans une démocratie aujourd'hui ? | Terra Nova.
3. El Haïry, S., N. Moutchou, 2020. La philanthropie à la française, rapport remis au Premier ministre. Accès : rapport-philanthropie-vf-11022020.pdf.
4. Thornton, R. 2007. Asymmetric Warfare. Malden, MA: Polity Press
5. Vest, J, 2001. Fourth-generation Warfare. The Atlantic.

PERSPECTIVES THÉORIQUES THEORETICAL PERSPECTIVES

Rôles et fonctions de la philanthropie subventionnaire et opérationnelle : entre valeur de partage, subsidiarité et conflictualité

Par Jean-Marc Fontan, *Cofondateur et ex-codirecteur du PhiLab* ; Diane Alalouf-Hall, *responsable de la valorisation et de la formation au PhiLab*



Jean-Marc Fontan est le cofondateur et codirecteur sortant du PhiLab. Il est professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est spécialisé dans le domaine de la sociologie économique et travaille sur les thèmes de l'économie sociale, des actions collectives de lutte contre la pauvreté, de la revitalisation socio-territoriale, de la philanthropie organisée et de la recherche partenariale.

Diane Alalouf-Hall est professeure associée à l'UQAM et chercheure au PhiLab depuis 2016. Elle a été coordonnatrice du Réseau PhiLab puis du directrice du PhiLab Québec et maintenant responsable de la valorisation et de la formation au PhiLab. À titre de chercheure, Diane mène une recherche postdoctorale avec la Fondation Mirella et Lino Saputo intitulée « Regards croisés sur les dons des fondations subventionnaires et la subsidiarité de l'État en lien avec la cause aînée ». Diane enseigne la gestion philanthropique à l'UdeM.

Pendant la pandémie de COVID-19 en mars 2020, tous les acteurs de la société canadienne, y compris les fondations philanthropiques qui accordent des subventions, ont uni leurs efforts avec les gouvernements pour faire face à la crise sanitaire. Sur

un enjeu non plus sanitaire, mais à la fois politique et économique, la crise tarifaire provoquée par l'administration de Donald Trump, et sa volonté affirmée d'annexer le Canada, a suscité une réponse collective de ralliement face à l'adversité.

Les moments de grande convergence autour d'intérêts nationaux se produisent rarement dans l'histoire. Normalement les acteurs sociaux entretiennent une combinaison de relations partagées entre la coopération et le partenariat, l'indifférence ou le non-engagement, la tension et le conflit ouvert, ou encore, la totale vénération ou un antagonisme structurel.

Évolution et rôle de l'agir philanthropique dans la société moderne

L'acteur philanthropique donataire n'échappe pas à la situation relationnelle mentionnée. Elle prend forme de différentes façons en fonction de la posture adoptée ou proposée par les philanthropes concerné-e-s. Ainsi, de la philanthropie classique à la philanthropie de la confiance, en passant par le philanthrocapitalisme, plusieurs approches ont été explorées et testées. Présentement, des professionnel-le-s avant-gardistes du secteur revisitent, bonifient ou recomposent ces dernières.

Contrairement à l'État et aux entreprises privées, les fondations philanthropiques fonctionnent théoriquement selon un principe de partage : elles sont amenées à donner sans attendre de retour direct. Partager, au sens le plus ancien du terme, signifie se défaire d'un bien, consacrer du temps ou de l'attention à autrui sans attente de contrepartie. Ce rôle distingue l'acteur philanthropique de l'État, lequel fonde son rôle sur la valeur redistributive afin d'assurer, avec autorité, la centralité de son pouvoir. La philanthropie se démarque également du rôle joué par le marché, dont le fonctionnement repose sur la valeur d'échange monétaire afin de créer des richesses socialement produites, inégalement réparties et privément accaparées.

Si la philanthropie offre aux individus, groupes, communautés, organisations et institutions, un modèle fondé sur le partage de ressources, elle est appelée à se conformer au principe de subsidiarité des rôles et des fonctions. La société moderne forme un tout au sein duquel une division sociale du travail confère à la philanthropie une pertinence et une légitimité d'action proximale, c'est-à-dire qui s'exerce à l'échelle parentale ou communale sous la forme du 'care', pour la première, et de l'entraide, pour la deuxième.

Sous cet angle, l'agir philanthropique mobilise des compétences, assume des responsabilités et répond à un ensemble de devoirs qui ne reviennent ni au Marché ni à l'État. D'un autre côté les rôles et fonctions des derniers ne devraient pas être empiétés par l'acteur philanthropique. Le principe de subsidiarité signifie simplement que ce sont d'abord les personnes/organisations/institutions les plus proches d'une situation qui doivent intervenir en premier pour aider. En cas d'incapacité, il devient alors possible pour d'autres acteurs d'intervenir dans les champs de compétences qui ne leur reviennent pas de droit.

La complexification des sociétés fait en sorte que le palier local ou proximal d'action est complété par la présence d'arrangements institutionnels de nature politique (l'État) et économique (le Marché). Aux relations de voisinage fondées sur le partage, la réciprocité et le troc se sont greffées des relations plus distantes prises en charge par l'État et le Marché.

De la scène locale, fondée sur le rapport communautaire, à la scène mondiale, meublée d'une

diversité de rapports de nature politico-économique, s'est structurée une architecture institutionnelle et organisationnelle fondée sur une logique de systèmes sociaux fonctionnant en silos. Bien qu'il y ait une intentionnalité de complémentarité entre les systèmes culturels, politiques et économiques, leur logique opérationnelle et de gouvernance demeure systémique. Cette réalité fait en sorte que les défaillances, les apories, les tensions ou les contradictions qui apparaissent sont traitées avec pas, peu ou moins d'efficacité, d'efficience et de pertinence qu'elles pourraient l'être.



Si la philanthropie offre aux individus, groupes, communautés, organisations et institutions, un modèle fondé sur le partage de ressources, elle est appelée à se conformer au principe de subsidiarité des rôles et des fonctions. La société moderne forme un tout au sein duquel une division sociale du travail confère à la philanthropie une pertinence et une légitimité d'action proximale.



Face aux limites des systèmes sociaux actuels et aux problèmes qui en découlent, les organisations philanthropiques modernes ont dû repenser leur rôle et leurs façons d'agir. Si le care et l'entraide sont des modalités incontournables, elles apparaissent insuffisantes pour combler les manques et les problèmes engendrés par une action politique étatique limitée dans ses capacités de redistribution ou des actions économiques insatisfaisantes en matière de distribution. Les déficiences observées se manifestent au moins sous trois aspects : lacunes démocratiques, enjeux sociaux et problèmes écologiques.

Pour répondre avec efficacité à ces déficiences, il s'avère incontournable d'intervenir là où les problèmes sont criants ou encore d'agir de façon préventive. Ceci demande donc de sortir de la division systémique du travail et d'intervenir sur les sphères d'action de l'État, du Marché ou encore celles d'autres acteurs de la Société Civile. Un champ d'action s'est donc ouvert aux fondations subventionnaires, particulièrement à celles dont le personnel et la direction sont désireux de répondre aux multicroises en présence en renouvelant l'esprit philanthropique.

Dans cette perspective de renouvellement, le fait de répondre aux urgences de façon novatrice ou de soutenir des actions à portée transformative place parfois les fondations philanthropiques en situation délicate vis-à-vis les acteurs sociaux agissant dans les champs de compétences visés par leurs interventions.

En répondant de façon critique aux urgences sociales, les organisations philanthropiques révèlent les incomplétudes et incohérences de l'action étatique ou les défaillances du Marché. En appuyant des initiatives transformatrices qui s'attaquent aux causes profondes des problèmes identifiés, la philanthropie subventionnaire propose des changements qui remettent en question certains privilèges détenus par des individus, des organisations et des institutions. Enfin, en intervenant sur l'un ou l'autre des points précédents, la philanthropie s'engage dans un processus de réflexivité critique sur son propre rôle sociétal.

Ceci la conduit donc à questionner l'incidence de sa propre empreinte, tant au niveau social (source de sa dotation, partage de pouvoir et de ressources) qu'écologique.

La philanthropie face aux tensions, conflits ou contradictions sociales

Pour les professionnel-le-s et les bénévoles du secteur philanthropique subventionnaire, il importe d'adopter un point de vue réaliste vis-à-vis les tensions, les conflits ou les contradictions sociales.

Sur ce point, la proposition de Mary Parker Follett (1868-1933), économiste des relations industrielles du début du 20^e siècle, nous invitait à changer notre point de vue sur le conflit.

Souvent perçu comme un facteur favorable à la division et à l'apparition de fractures sociales, le conflit offre la possibilité de travailler à partir d'une approche intégrative. Cette approche entend dépasser la dichotomie gagnant-perdant en misant sur des solutions permettant d'aller au-delà de l'opposition entre les parties en mettant en scène un espace de travail respectueux des besoins des parties prenantes.

Pour Follett, la perspective intégrative fait en sorte que la relation au pouvoir change fondamentalement. Cette relation passe du 'pouvoir sur', lequel impose une façon de faire ou de voir, à un 'pouvoir avec', lequel privilégie des formes de collaboration vectrices de solutions avantageuses pour les parties prenantes en conflit.

Enfin, la perspective intégrative ouvre la possibilité d'adopter une nouvelle logique de fonctionnement des systèmes sociaux complexes. Il s'agirait de les amener à dépasser la logique systémique afin d'adopter un mode de fonctionnement reposant sur l'écosystémicité.

Passer d'un fonctionnement cloisonné (en 'silos') à une approche plus organique et interconnectée représente un changement majeur. Cette nouvelle approche favoriserait l'atteinte d'un équilibre écologique en misant avant tout sur la collaboration et la complétude des capacités d'agir entre les différentes parties de la société.

PERSPECTIVES THÉORIQUES THEORETICAL PERSPECTIVES

Tensions, conflits et contradictions affectant les fondations subventionnaires & modalités stratégiques pour une gestion adaptative et évolutive

Par Jean-Marc Fontan, *Cofondateur et ex-codirecteur du PhiLab*



Jean-Marc Fontan est le cofondateur et codirecteur sortant du PhiLab. Il est spécialisé dans le domaine de la sociologie économique et travaille sur les thèmes de l'économie sociale, des actions collectives de lutte contre la pauvreté, de la revitalisation socio-territoriale, de la philanthropie organisée et de la recherche partenariale.

Cette section, issue d'un dialogue avec *Claude IA*, présente une analyse réflexive des principaux antagonismes auxquels sont confrontés les acteurs philanthropiques subventionnaires dans leur pratique professionnelle. À travers une démarche exploratoire méthodique, nous avons identifié et catégorisé ces

Tableau 1 : Types de contradictions et leurs manifestations

Types de contradictions	Manifestations des contradictions
Entre la mission et les opérations	Décalage entre la mission déclarée et les pratiques réelles d'attribution des subventions
	Objectifs stratégiques en conflit avec les moyens et processus organisationnels
Au plan de la gouvernance	Divergences entre le conseil d'administration et l'équipe de direction
	Dissonances entre les valeurs affichées et les critères effectifs de décision
Au niveau financier	Écarts entre les ressources disponibles, la mission philanthropique et les ambitions programmatiques
	Tensions entre la préservation du capital et l'engagement philanthropique
Vis-à-vis la réglementation externe (Loi sur l'impôt sur le revenu) ou interne (les politiques de la fondation) ou ententes entre organisations	Complexités liées aux obligations fiscales et aux exigences de transparence
	Écarts entre les énoncés politiques de la fondation et ses actions
Au niveau culturel	Décalages entre les attentes des donateurs ou donatrices et les besoins des bénéficiaires
	Différences de perspective entre les parties prenantes internes et externes

tensions en trois dimensions distinctes : contradictions, tensions et conflits. Chaque catégorie d'antagonisme est synthétisée dans un tableau dédié qui articule à la fois ses formes caractéristiques et ses manifestations concrètes dans le champ philanthropique.

Le premier tableau examine les contradictions qui traversent la structure organisationnelle des fondations. Ces antagonismes se manifestent à plusieurs niveaux : dans la formulation de leur mission, leurs mécanismes de gouvernance, la problématique complexe de leur financement, leur adaptation aux cadres réglementaires internes et externes, ainsi que leur positionnement au sein du contexte culturel dans lequel elles évoluent.

Le deuxième tableau présente les principales tensions qui caractérisent la pratique des acteurs de la philanthropie subventionnaire. Ces tensions, bien qu'elles découlent des contradictions structurelles identifiées précédemment, révèlent des dimensions spécifiques complémentaires. Elles mettent en lumière des enjeux qui nécessitent tant le développement d'une démarche réflexive critique au sein des organisations que l'instauration d'un dialogue soutenu avec l'ensemble des parties prenantes de l'écosystème philanthropique.

Tableau 2 : Types de tensions et leurs manifestations

Tensions	Types de tensions	Manifestations de la tension
De nature stratégique	Impact & Pérennité	Maximiser l'impact immédiat
		Préserver le capital à long terme
	Spécialisation versus Diversification	Focus sur des causes spécifiques
		Répondre à des besoins variés
Liées aux opérations	Contrôle versus Autonomie	Suivi rigoureux des subventions
		Confiance aux bénéficiaires
	Innovation & Stabilité	Soutenir des projets novateurs
		Financer des programmes éprouvés
En matière de gouvernance	Influence des donateurs/ donatrices	Respect des intentions initiales
		Adaptation aux réalités actuelles
	Professionnalisation	Expertise technique
		Maintien des coûts administratifs bas
Au plan éthique	Légitimité démocratique	Pouvoir philanthropique privé
		Intérêt public
	Équité d'accès	Processus transparents de sélection
		Critères restrictifs / Accessibilité
Au plan relationnel	Relations avec les bénéficiaires	Partenariat égalitaire
		Déséquilibre de pouvoir inhérent
	Communication	Visibilité des actions / Transparence
		Discretion philanthropique

Tableau 3 : Types de conflits et leurs manifestations

Conflits	Types de conflits	Manifestations du conflit
Propres à la fondation	Visions	Différentes interprétations de la mission
		Désaccords sur les priorités stratégiques
		Divergences sur l'évaluation d'impact
	Intérêts	Allocation des ressources entre programmes
		Équilibre pouvoir CA/direction
		Rémunération et avantages
	Compétences	Expertise sectorielle versus celle de gestion de projet
		Établies versus innovantes
		Expérience terrain versus théorique ou abstraite
	Rôles et fonctions	Chevauchement des responsabilités
		Hierarchie versus collégialité
		Attribution des décisions
Propres aux écosystèmes avec lesquels la fondation est en interface	Intérêts divergents	Attentes des parties prenantes
		Compétition pour les ressources
		Priorités communautaires versus ceux de la fondation
	Visions sociétales	Approches du changement social
		Court terme dans l'urgence versus long terme et transformations systémiques
		Rôle du secteur philanthropique
	Problèmes sociaux	Définition des problèmes
		Solutions privilégiées
		Mesure des résultats
	Relations avec les partenaires	Dynamiques de pouvoir
		Reconnaissance et visibilité
		Autonomie des bénéficiaires

Tableau 4 : Modalités stratégiques pour une gestion adaptative et évolutive

Modalités stratégiques pour une gestion adaptative et évolutive	
Gouvernance	Gestion des Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Processus décisionnels agiles • Mécanismes de feedback dynamiques • Révisions périodiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification proactive des contradictions, tensions, conflits • Scénarios de transformation • Capacité de résilience stratégique
Alignement Systémique	Participation Collaborative
<ul style="list-style-type: none"> • Cohérence mission-moyens-résultats • Indicateurs de performance • Mécanismes d'ajustement réguliers 	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue avec les parties prenantes • Coconstruction des orientations • Inclusivité décisionnelle
Approche Réflexive	Principes Anti-Excès
<ul style="list-style-type: none"> • Culture d'apprentissage • Évaluation critique • Ouverture à la remise en question 	<ul style="list-style-type: none"> • Équilibre stabilité/flexibilité • Éviter la sur-activité • Maintenir un cap clair

Le troisième tableau cartographie les différents types de conflits qui ont émergé au sein de la philanthropie subventionnaire au cours des dernières décennies. Contrairement aux contradictions et tensions qui relèvent de frictions inhérentes à toute structure organisationnelle, ces conflits révèlent des problématiques plus fondamentales. Ils interrogent l'articulation de la sphère philanthropique avec les autres grands secteurs sociétaux et soulèvent des questions essentielles sur la raison d'être et les finalités profondes de l'action philanthropique.

Enfin, le quatrième et dernier tableau propose un répertoire de stratégies d'action pour aborder les défis issus des antagonismes précédemment identifiés. Cette analyse met en évidence plusieurs leviers d'intervention prioritaires : la transparence face aux risques inhérents à la pratique philanthropique, la flexibilité organisationnelle, l'humilité requise tant chez les concepteurs que chez les opérateurs, la centralité de la démarche réflexive, et fondamentalement, l'impératif d'établir des espaces de communication, de dialogue et de délibération. S'y ajoute la nécessité d'adopter une posture inclusive, ouverte et pragmatique quant aux résultats visés et à leur évaluation.

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT | PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES



Credit : Gabreez Productions

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT

PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Les investisseurs institutionnels face au conflit israélo-palestinien

Par David Grant-Poitras, *Doctorant en sociologie UQAM* ; Alice Chipot, *directrice du Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises*



David Grant-Poitras est candidat au doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Sa thèse porte sur les rôles et impacts des fondations subventionnaires québécoises dans la transition sociale et écologique. David travaille depuis plusieurs années comme agent de recherche au PhiLab. Il y conduit diverses activités de recherche qui s'intéressent aux initiatives et innovations que déploient les acteurs philanthropiques pour réduire les inégalités sociales et lutter contre les changements climatiques.

Alice Chipot détient une maîtrise en Sciences politiques et un baccalauréat en droit ainsi qu'une maîtrise en Gestion et innovations sociales de HEC Montréal. Elle est de plus étudiante à l'École du Barreau pour finaliser sa formation d'avocate. Praticienne et chercheuse, Alice s'intéresse aux droits humains et à l'environnement, en observant de près l'interaction entre la vie des organisations, les cadres réglementaires à l'œuvre et les interdépendances économiques et financières. Alice a dirigé pendant presque 4 ans le Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE.org), un OBNL basé à Montréal qui utilise notamment l'engagement actionnarial pour promouvoir une économie plus juste, à l'écoute des parties prenantes. Cette implication lui a permis de participer aux réflexions sur la durabilité des pratiques financières au Québec et au Canada.

Le 7 octobre 2023, le Hamas a coordonné une attaque terroriste en Israël où plus de 1 200 personnes ont été tuées et 253 ont été faites prisonnières. S'en est suivi une riposte d'une violence inouïe de la part du régime israélien, lequel a bombardé à grande échelle la Bande de Gaza, en plus d'y lancer un siège militaire. Depuis le début des attaques, 47 161 Gazaouis ont été tué·es (majoritairement des civils), 111 166 ont été blessé·es et 1,9 million sont réfugié·es.¹L'armée israélienne a détruit ou endommagé les deux tiers des bâtiments de la bande de Gaza² et s'attaque même aux travailleurs·euses humanitaires qui acheminent vives et secours à la population³. Pour toutes ces raisons, la Cour internationale de Justice défend que nous avons des « motifs raisonnables » de croire qu'un génocide est commis à l'encontre du peuple de la Palestine⁴.

La guerre n'est pas sur le point de se résorber. Alors que les risques d'un embrasement régional au Moyen-Orient demeurent élevés, l'administration Trump propose de prendre le contrôle de Gaza pour en expulser indéfiniment les Palestinien·ne·s.⁵ Ce plan, qui se traduirait ni plus ni moins par un « nettoyage ethnique » du territoire, vient évidemment rajouter de l'huile sur le feu. Et bien que les pressions internationales soient de plus en plus fortes pour calmer le jeu, elles ne semblent pas en mesure de gêner Israël quant à la poursuite de ses actions illégales à Gaza ou dans les territoires occupés.

Devant cette impasse politique, il est pertinent de se questionner sur le rôle que jouent – ou pourraient jouer – les investisseurs institutionnels pour pousser Israël à agir conformément au droit international. C'est dans ce contexte que nous nous sommes entretenus le 26 novembre 2024 avec Alice Chipot. Alice a été directrice du Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises pendant presque 4 ans, un organisme qui promeut les pratiques d'investissement plus éthiques et une finance au service du bien commun. Elle reste proche du regroupement dont elle fait la promotion régulière des valeurs de justice sociale et environnementale.

David Grant-Poitras (DGP) : Le Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE) est actif depuis plusieurs années dans le monde de l'investissement éthique au Québec.⁶ Quels étaient le contexte et l'intention derrière la création du RRSE ?

Alice Chipot (AC) : Le RRSE a été fondé dans les années 1990 à l'initiative de communautés religieuses proches du christianisme social, et donc engagées plus à gauche. L'idée était de répliquer un modèle qui avait déjà été développé par des détenteurs d'actifs religieux ailleurs au Canada et aux États-Unis, lesquels cherchaient à mieux aligner leurs investissements avec leurs valeurs. Alors que ces communautés religieuses prônaient la justice sociale et environnementale, il y avait très peu de réflexion sur la cohérence entre leurs investissements, leur mission et les bienfaits qu'elles cherchent à apporter au sein de la communauté. Le RRSE proposait ainsi de réfléchir à cet alignement, c'est-à-dire d'utiliser le « pouvoir de nos avoirs » dans une logique d'engagement, voire même d'activisme auprès des entreprises. Si tu remontes dans les années 1960 et 1970 avec l'Apartheid en Afrique du Sud, il y avait déjà eu des réflexions importantes à l'international par rapport au boycottage et au rôle de l'investissement face à des luttes légitimes pour les droits civiques, les droits sociaux et la libération des peuples. Le RRSE s'inscrivait également en continuité de ce type d'efforts

À ses débuts, le RRSE opérait davantage selon une logique agile et par comités. Les membres se penchaient sur des problèmes spécifiques, suivaient quelques compagnies, et conduisaient des interventions ciblées. Il y avait des comités thématiques qui réunissaient à la fois des experts et des religieux et religieuses, pour travailler sur des questions comme l'environnement et les énergies fossiles, les droits humains ou le travail

des enfants par exemple. Bref, il y avait un noyau de membres très dévoué sur des enjeux spécifiques, mais le RRSE demeurait un petit véhicule. L'objectif était de réunir plusieurs communautés religieuses autour de la table afin qu'elles fassent converger leurs stratégies d'engagement. Étant donné qu'elles sont notamment actionnaires, le fait de mutualiser ses positions permet d'obtenir un portefeuille global où le potentiel d'interventions auprès d'entreprises est beaucoup plus large et intéressant.



Devant cette impasse politique, il est pertinent de se questionner sur le rôle que jouent – ou pourraient jouer – les investisseurs institutionnels pour pousser Israël à agir conformément au droit international.



DGP : Est-ce toujours ainsi que le RRSE opère ? Quels sont présentement vos principaux domaines d'interventions ?

AC : Le RRSE a toujours pour mission de promouvoir des pratiques d'affaires et d'investissement plus éthiques, et ce, dans l'optique de bâtir une société plus juste. Il le fait en déployant ses activités autour de trois axes. D'abord, nous demeurons un regroupement d'investisseurs engagés pour la justice sociale et environnementale. Depuis mon arrivée et même un peu avant, il y avait une volonté de s'assurer

que le RRSE devienne plus ouvert sur le monde. Le regroupement voulait se « laïciser » de plus en plus, car les communautés religieuses disparaissent graduellement et n'ont plus la même force de frappe qu'auparavant. Nous sommes aussi une plateforme d'éducation, de sensibilisation et de plaidoyer sur les questions ESG⁷ et d'investissement socialement responsable. Nous offrons donc de l'accompagnement et de la formation pour les membres, mais aussi grand public quand nous le pouvons. Enfin, nous sommes un acteur engagé sur le plan politique, notamment pour informer l'opinion publique et mobiliser des acteurs vis-à-vis de certains enjeux environnementaux et de droits humains.

DGP : Face à des guerres et des conflits, est-ce que le RRSE a déjà pris position par le passé ? Quelles ont été vos actions par rapport au conflit israélo-palestinien en particulier ?

AC : De façon générale, les communautés religieuses ont toujours été « vocale s » sur la question des conflits armés. Comme détentrices d'actifs, elles ont été parmi les premières à adopter des stratégies d'exclusion financière. Conformément à la doctrine sociale de l'Église, elles ont été proactives à exclure de leurs portefeuilles la loterie, la prostitution, l'alcool, mais aussi l'armement. En ce qui concerne la cause palestinienne, celle-ci était quand même bien connue de nos membres. Puisqu'ils étaient sensibles à ce conflit international, nous nous sommes beaucoup posés la question à savoir si – et comment – le RRSE devait se positionner face à la situation au Moyen-Orient. Bien que tout le monde fût horrifié par les actes commis par le Hamas, nous avions une profonde inquiétude par rapport à la réaction israélienne et à ses conséquences pour la population de Gaza.

J'ai compris rapidement que sur cet enjeu de la responsabilité des investissements par rapport au conflit en Palestine et au respect des droits humains, le RRSE allait fort probablement être parmi les seuls acteurs à l'aise d'en parler au Québec. Nous nous doutions que les autres détenteurs institutionnels ne sauraient pas comment l'appréhender et ne verraient pas non plus l'intérêt à prendre position ouvertement. J'ai donc fait valoir à mon CA que « si quelqu'un peut dire de quoi, eh bien, c'était bien nous ! » Et j'ai cherché autour de nos partenaires, me disant qu'il y avait peut-être d'autres détenteurs d'actifs avec des expositions à Israël voulant prendre la parole, mais il ne se disait rien, c'était un silence radio...

Notre première démarche a été d'agir au niveau de l'information et de l'outillage pour activer la réflexion auprès des investisseurs institutionnels. Nous nous sommes rapprochés du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), un acteur qui, en temps normal, ne travaille pas exactement sur ces thématiques. Toutefois, il avait lui aussi la volonté de réfléchir davantage à la question de la Palestine. Nous avons donc collaboré afin de coproduire un document informatif intitulé « L'investissement face aux droits humains et au droit international »⁸. En synthétisant les faits et informations disponibles relativement à l'enjeu des droits humains dans ce conflit, l'objectif du document était d'inciter les acteurs économiques (investisseurs institutionnels, gestionnaires d'actifs, entreprises, etc.) à procéder aux vérifications nécessaires à savoir s'ils participent, ou non, aux violations des droits humains en Palestine. Il y a eu un certain relai, notamment la directrice de la Fondation Béati qui siégeait sur notre CA et qui a aidé à mettre ce document en circulation du côté du secteur philanthropique.

Toutefois, voyant que la situation à Gaza s'enlisait, le document informatif ne suffisait plus ; il fallait adopter une posture plus engagée. C'est dans ce contexte que nous avons collaboré sur plusieurs lettres, notamment avec Above Ground et le CISO, laquelle lettre avait pour titre « Le Canada doit mettre fin aux exportations militaires vers Israël »⁹. L'idée était de faire monter la pression auprès du gouvernement canadien. Nous avons aussi beaucoup échangé avec l'organisation Just Peace Advocates, qui souhaitait notamment sensibiliser les syndicats québécois. Enfin, toujours de concert avec le CISO, nous avons aussi organisé un webinaire pour qu'un plus grand nombre d'acteurs se réapproprient ces réflexions et prennent action.¹⁰ L'objectif était alors d'établir des liens entre investisseurs, syndicats, défenseurs des droits, etc. Parmi les intervenant·e·s invité·e·s, on retrouvait, par exemple, un avocat spécialisé sur les droits humains internationaux et la représentante d'un fonds de pension norvégien qui, suivant les recommandations de l'ONU, a désinvesti des entreprises israéliennes complices des violences à l'encontre des Palestiniens et Palestiniennes. En mars 2023, nous avons également mis en circulation une lettre à l'intention des acteurs financiers pour les appeler à se responsabiliser sur l'impact de leurs investissements sur les droits humains palestiniens¹¹.



J'ai compris rapidement que sur cet enjeu de la responsabilité des investissements par rapport au conflit en Palestine et au respect des droits humains, le RRSE allait fort probablement être parmi les seuls acteurs à l'aise d'en parler au Québec. Nous nous doutions que les autres détenteurs institutionnels ne sauraient pas comment l'appréhender et ne verraient pas non plus l'intérêt à prendre position ouvertement.

- Alice Chipot



DGP : Par-delà ces efforts de sensibilisation et d'élévation du débat public, avez-vous renchéri avec des stratégies d'engagement ciblant des organisations en particulier ?

AC : Nous sommes souvent sollicités en ce sens. Pendant mon mandat, j'ai eu la possibilité de m'engager plus personnellement, c'est-à-dire plus à titre personnel qu'au nom du RRSE, pour

fournir des conseils et accompagner des rencontres d'engagement auprès d'investisseurs. Par exemple, en 2022, des membres de la Coalition BDS-Québec¹² m'ont demandé de les accompagner pour interpellier la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) relativement à un important investissement¹³ dans Allied Universal-G4S. Cette entreprise de sécurité privée était responsable, entre autres, de la formation et la gestion des forces policières israéliennes, accusées de contrevenir aux droits humains au sein des territoires occupés.¹⁴ Avec une professeure de l'Université de Montréal spécialisée sur le conflit israélo-palestinien, une chercheuse de l'IRIS spécialisée sur l'utilisation des technologies dans les contextes de conflits armés, et moi qui apportais une expertise au niveau de l'investissement, nous avons coordonné une rencontre avec la CDPQ pour l'inviter à exclure cette entreprise de son portefeuille. Il est difficile de déterminer si ce sont nos arguments qui furent décisifs, mais la CDPQ a finalement désinvesti de G4S.¹⁵

DGP : Le retour de Donald Trump aux États-Unis fait craindre le pire concernant la détérioration de la situation en Palestine. Devant un tel contexte, croyez-vous que les investisseurs institutionnels puissent encore influencer l'évolution de ce conflit ?

AC : Ça s'annonce difficile en effet... Même avant la réélection de Donald Trump, on voyait grandir un mouvement anti-ESG dans plusieurs États américains. Au moment où on se parle, nous devons faire face à toute une mouvance conservatrice pour qui une entreprise devrait avoir pour seul objectif de servir l'intérêt financier de ses actionnaires, et rien de plus.

Selon cette vision, il n'est pas de la responsabilité de l'entreprise et des investisseurs de prendre en compte des externalités négatives ou des questions sociales et politiques. Le courant ESG et l'engagement actionnarial iraient supposément trop loin et donneraient lieu à des dérapages. Les revendications anti-ESG sont portées devant les tribunaux pour ultimement mettre des bâtons dans les roues des investisseurs responsables, ce qui pourrait créer des précédents.

Du coup, on sent qu'il y a un gros recul en matière de critères ESG – à l'instar de ce qu'on observe par rapport à la remise en cause du bienfondé des politiques EDI dans les entreprises. Et tu sais, le ESG, l'environnement, le EDI, la Palestine, c'est parfois

mis dans le même panier « wokiste » que dénonce ce mouvement conservateur. C'est vécu comme continuum. Et face à un tel backlash, on sent que ça s'annonce pour être de plus en plus compliqué. Il y a un risque que les investisseurs qui se disaient plus responsables et éthiques finissent par trouver qu'être engagés socialement est rendu trop polarisant, que ça alourdi trop la gestion des investissements. Donc ma lecture du contexte est qu'il y a présentement une crispation sur ces questions avec le retour du conservatisme et de l'extrême-droite, et l'enjeu de la Palestine risque fort probablement d'en écoper.

J'en profite pour préciser, sur la question palestinienne et les investissements québécois, qu'un mémoire a été soumis à la [Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967](#) par la Coalition du Québec URGENCE Palestine, le 30 novembre 2024. Y est abordée spécifiquement l'exposition de la Caisse de dépôt et de placement. Et pour ceux qui veulent en s'avoir plus et ou s'engager, une campagne se met en place en mars 2025, « [SORTONS LA CAISSE DES CRIMES EN PALESTINE](#) ». Malgré la quantité d'informations internationales anxiogènes, il est important de ne pas oublier la population de Gaza. Pour terminer sur une note positive, je sens du mouvement du côté des représentants syndicaux, ou de représentants sur certains comités de régimes de retraite. Il y a plus de personnes sensibles à cette question qu'on ne le croirait et, souvent, ils sont à la recherche de façon d'agir solidairement.

Notes

1. UNICEF (février 2025). Israël - Territoires palestiniens : l'espoir après l'annonce d'un cessez-le-feu, [lien](#)
2. Valentin Rakovsky (janvier, 2025). Près de 70 % des bâtiments endommagés ou détruits. La Presse, [lien](#)
3. Human Rights Watch (mai 2024). Gaza : Attaques israéliennes contre des travailleurs humanitaires, [lien](#)
4. Francesca Albanese (2024). Anatomie d'un génocide. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Conseil des droits de l'homme, [lien](#)
5. Yves Boisvert (février 2025). Un nettoyage ethnique comme un projet immobilier, La Presse, [lien](#)
6. Pour une compréhension approfondie de l'histoire du RRSE : David Longtin et Stéphane Pisani (2021). Histoire du Regroupement sur la responsabilité sociale des entreprises (RRSE). PhiLab, [lien](#)
7. Les critères (ou facteurs) ESG font références à la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les décisions d'investissement. Pour une définition simple des ESG, [lien](#)
8. Pour consulter la version française du document : [lien](#)
9. Pour consulter la lettre : [lien](#)
10. Cewebinaire, intitulé « Institutions, investissements et droits humains palestiniens », s'est déroulé le 15 mai 2024. Les informations générales de l'événement sont disponibles dans l'infolettre Mars-Avril 2024 du RRSE : [lien](#)
11. Abir Samih (2024). « Investissements canadiens et droits humains palestiniens : mieux responsabiliser nos pratiques », RRSE.
12. La Coalition BDS-Québec est une branche de la campagne mondiale de « Boycott, Désinvestissement, Sanctions » pour faire pression sur le régime d'apartheid dirigé contre les Palestiniens et Palestiniennes. Privilégiant des moyens de lutte non violents, il s'agit de punir économiquement les entreprises israéliennes actives dans l'occupation, l'annexion et la colonisation de la Palestine (Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est). Pour plus d'informations sur BDS-Québec : [lien](#)
13. La CDPQ aurait investi plus de 1,5 milliard de dollars dans cette entreprise en 2019. Ce chiffre est tiré de : Myriam Lavoie-Moore (2022). Bientôt une éthique financière 360° pour la Caisse de dépôt et placement du Québec?, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), [lien](#)
14. Pour plus d'informations sur les accusations de BDS à l'égard de G4s : [lien](#)
15. Concernant l'annonce de ce désinvestissement, voir : Coalition BDS-Québec (juin 2023). La CDPQ se retire d'une entreprise israélienne de sécurité, Le journal des Alternatives, [lien](#)

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Cost of Conflicts drive Charity Appeals

By Peter R. Elson , *Former Co-director of PhiLab*



Peter R. Elson PhD, is a PhiLab Collaborator. Recently retired from the University of Victoria, his research has focused on voluntary sector–government relations, social enterprises, and the policy impact of grantmaking foundations. In 2019, he completed a two-year graduate certificate in Indigenous Nationhood at the University of Victoria.

Conflicts cost. One need to look no further than the current war in Ukraine. A report by the Washington Post in February of this year outlined the three-year cost in dollars, lives lost and people displaced. The Post worked out that over three years nearly \$300 billion (US) has been spent, more than 150,000 lives have been lost, and more than 10 million people have been displaced. The financial, human and societal cost of war is no stranger to the battlefield. Medieval nation-state conflicts, 16th to 19th century imperial conflicts and 20th century world wars have all taken their toll.

The cost to Canada of the First and Second World Wars was no exception. Billions of dollars were spent to equip, train and support troops, both in Canada and abroad. More than 110,000 Canadians were killed in WW1 (65,000) and WW2 (45,000). At the same time, from 1942 to 1949, Canada forcibly relocated and incarcerated over 22,000 Japanese Canadians as well

as Italians, Germans and others deemed to be foreign aliens.

These two conflicts not only drove the Canadian government to re-purpose industry and mount recruitment and domestic security campaigns, but also drove appeals to support war related charities.

World War I

Rod Watson in his 1985 article in *The Philanthropist Journal* outlines the rationale for support for WW1 war efforts. In 1914, in a special war session, a bill to incorporate the Canadian Patriotic Fund (an organization with origins in the Boer War) was introduced. According to Watson its purpose was to raise and distribute funds to the families of servicemen and servicewomen. Later, in the hope that men and women would be more likely to enlist in the military service if they knew their families would be taken care of when in need, the government tried to see that other necessary charitable organizations were well supported, while at the same time ensuring that government itself would not have to become directly involved with providing funds.

Instead of providing direct relief, when the Income War Tax Act was first introduced on September 20, 1917, Parliament provided unlimited income tax

deductions for “amounts paid by the taxpayer during the year to the Patriotic and Canadian Red Cross Funds, and other patriotic and war funds approved by the Minister”. The funds were not administered by the government but by a widespread network of private relief [i.e., charitable] organizations.

Watson provides specific details on the charitable contributions made during the WWI. While there is no indication of how much of the following amounts of money that were raised by approved charities were claimed as tax deductions, the total is considerable, particularly as substantial funds, voluntary services and goods were raised informally at a local level. Knitting socks for troops, for example, was a staple part of contributions by school children and community groups.

Fund	Amount Raised in Dollars
Canadian Patriotic Fund	46 187 763
Donations of Dominion and Provincial Governments to the Imperial Government	5 469 320
Manitoba Patriotic Fund	3 957 042
Canadian Red Cross (cash)	7 771 083
Canadian Red Cross (supplies)	13 500 000
British Red Cross	6 100 000
Belgian Relief (cash)	1 642 104
Belgian Relief (supplies)	1 512 800
YMCA (for military work)	4 574 821
Miscellaneous	8 000 000
Total	98 714 933

The War Charities Act itself was repealed in 1927. While 846 associations had been licensed during the war, 671 had left the national registry by 1925.¹ For example, the patriotic fund had simply run out of funds. The government felt that there was no longer a need for charitable licensing or a need to provide tax deductions for charitable giving. This was likely due to the post-war dept recovery efforts, rather than any acknowledgement that people in need had suddenly disappeared. In fact, as is well known, the 1930s brought on an economic depression where the number

of unemployed and families in need mushroomed. The widespread poverty that was experienced across the country was addressed, first and foremost, by local faith and community social welfare organizations. It was only in the 1930s that there was a reluctant recognition by governments of the relationship between economic downturns and structural unemployment. Previously, unemployment was seen as a moral failure. This social and moral reform was undertaken by groups such as the Women’s Christian Temperance Union, the Dominion Enfranchisement Associations, and other social gospel movements that promoted moral as well as physical well-being.

The 1930 amendment to the Income War Tax Act established the foundation on which all charities in Canada continue to operate. Before this amendment was passed, charities² were approved at the discretion of the Minister of Revenue. The 1930 amendment collectively introduced a universal tax deduction for charitable donations; defined the statutory term for charity; established a designated ceiling on income tax deduction for donations [ten percent]; and assigned the Department of Revenue as the designated regulator. This designation was defined by the four pillars of charity³. Thus, while war related charitable giving was actively encouraged for economic as well as patriotic reasons, it was widespread poverty backed up by statistics generated by social support agencies that finally tipped the scale in favour of the 1930 amendment to the Income War Tax Act to register charities and put limits on tax-supported charitable giving.

World War II

In 1939, with the outbreak of another war, charity once again became a priority of the federal government. Both the War Charities Act and the Canadian Patriotic Fund were re-enacted in a special session. There were many approved war charities such as patriotic organizations like the I.O.D.E., (Imperial Order Daughters of the Empire); the Canadian Red Cross Society Fund; the Canadian Legion War Services Fund; the YMCA, and the Salvation Army War Services Fund. These charities also provided overseas relief. Initially they were overseen by the Secretary of State, and later (1940) by the Department of National War Services. Since the government had a vested interest in the work of war charities, 50 per cent of donations to those they approved could be deducted in 1939-1940; and 40 per cent in 1941. The same year,

corporate donations became a separate category for the first time. Individuals continued to be able to claim tax deductions for other [non-war related] charitable donations of up to 10 per cent of their incomes while corporations were limited to five percent.



Conflicts cost. One need to look no further than the current war in Ukraine. A report by the Washington Post in February of this year outlined the three-year cost in dollars, lives lost and people displaced. The Post worked out that over three years nearly \$300 billion (US) has been spent, more than 150,000 lives have been lost, and more than 10 million people have been displaced.



Conclusion

There are numerous contemporary examples of how the governments actively support donations to specific causes. Both domestic and international disaster and humanitarian relief efforts in specific circumstances are often matched by government funds. War-related appeals for both humanitarian aid and indirect conflict support for wars in Gaza, Ukraine

and elsewhere continue. Charitable funds can also be heavily scrutinized if they are supporting humanitarian efforts for those displaced by Western-backed forces. World wars have morphed into worldwide conflict zones that continue to extract exorbitant costs in terms of dollars, lives lost and people displaced. It is in this context that charities always have and always will make a difference. It's up to everyone to support both their legitimacy and capacity to do so.

Notes

1. Note that this data only applies to federal government recognition as there was no universal registration of charities until 1967. Community organizations registered at a local or regional level.
2. While all charities are incorporated as nonprofit organizations, only organizations recognized by the Canada Revenue Agency can be registered as charities.
3. The four pillars of charity are: the relief of poverty, the advancement of education, the advancement of religion, or other purposes that benefit the community in a way the courts have said are charitable.

References

- Craw, Victoria. "The staggering cost of Russia's war in Ukraine, by the numbers." *Washington Post*, 24 Feb. 2025. Gale OneFile: Business, link.gale.com/apps/doc/A828661919/ITBC?u=uvictoria&sid=bookmark-ITBC&xid=af9fc6fc. Accessed 26 Feb. 2025.
- Elson, Peter R. 2011. *High Ideals and Noble Intentions: Voluntary sector-government relations in Canada*. Toronto, University of Toronto Press.
- Elson, Peter R. 2010. "The Origin of the Species: Why Charity Regulations in Canada and England Continue to Reflect Their Origins" *The International Journal of Not-for-Profit Law*, Volume 12, Issue 3, May 2010
- Watson, Rod. "Charity and the Canadian Income Tax: An erratic history" *The Philanthropist Journal*, January 1, 1985. Link: <https://thephilanthropist.ca/1985/01/charity-and-the-canadianincome-tax-an-erratic-history/>

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Gestion des urgences à la Fondation de France

Par Karine Meaux, responsable d'un pôle de gestion des urgences à la Fondation de France ; Diane Alalouf-Hall, responsable de la valorisation et de la formation au PhiLab



Karine Meaux est responsable du département Solidarités internationales et Urgences de la Fondation de France depuis 2017. À ce titre, elle coordonne les engagements de la Fondation suite aux urgences majeures, telles que le séisme de 2015 au Népal, les ouragans dans les Antilles en 2017, la crise sanitaire liée au Covid-19 en 2020-21, l'explosion dans le port de Beyrouth ou encore la guerre en Ukraine. Elle participe aux réflexions du secteur sur les questions humanitaires et encadre une équipe en charge de programmes sur l'agriculture, la jeunesse et les droits humains, essentiellement au Maghreb et en Afrique de l'Ouest. Auparavant, elle a exercé différents postes à Coopération SUD (2011-2017) et celui de coordinatrice de projet à Caritas France (2009-2011).

Diane Alalouf-Hall est professeure associée à l'UQAM et chercheure au PhiLab depuis 2016. Elle a été coordonnatrice du Réseau PhiLab puis du directrice du PhiLab Québec et maintenant responsable de la valorisation et de la formation au PhiLab. À titre de chercheure, Diane mène une recherche postdoctorale avec la Fondation Mirella et Lino Saputo intitulée « Regards croisés sur les dons des fondations subventionnaires et la subsidiarité de l'État en lien avec la cause aînée ». Diane enseigne la gestion philanthropique à l'UdeM.

Diane Alalouf-Hall (DAH) : Bonjour Karine, Merci beaucoup d'être avec nous aujourd'hui. C'est un réel plaisir de t'avoir parmi nous. Je te propose de commencer par te présenter, puis de nous parler de l'organisme pour lequel tu travailles actuellement, et peut-être même de ceux pour lesquels tu as travaillé auparavant. J'aimerais aussi que tu partages ton expérience dans l'aide au développement et l'aide humanitaire : qu'est-ce que cela signifie pour toi ? Quels sont les principaux acteurs de ce domaine ? Comment vois-tu tout cela dans ta pratique quotidienne ? Ensuite, on pourra échanger sur les défis et les enjeux que tu rencontres dans la gestion de projets, ainsi que sur ton métier. Si tu as des exemples concrets à partager, ce serait génial pour nos étudiants, qui sont très motivés et curieux d'en apprendre davantage.

Karine Meaux (KM) : Merci beaucoup de me donner l'opportunité de partager mon parcours avec vous aujourd'hui. Je suis Karine Meaux, responsable d'un pôle de gestion des urgences à la Fondation de France. Je reviendrai plus en détail sur ce que fait la Fondation, mais avant cela, je pense qu'il peut être intéressant pour vos étudiant·e·s, notamment, de comprendre un peu comment on devient responsable des urgences dans une fondation privée. Évidemment, les parcours professionnels, sont différents et peuvent évoluer avec le temps. À titre personnel, je m'approche de la

cinquantaire, et il y a eu beaucoup de changements depuis le début de ma carrière. Initialement, je m'étais engagée en tant que bénévole dans des associations françaises. Par la suite, j'ai obtenu un master 2 en droit international public et, même si je pensais me lancer dans une thèse, l'idée de passer plusieurs années à compiler des travaux existants ne m'a pas attirée. J'étais plus intéressée par la pratique, d'où mon choix de partir en Colombie dans les années 1990, un pays encore en guerre à cette époque. J'y ai travaillé comme bénévole pour des associations locales, dont la Croix-Rouge colombienne, et j'ai aussi enseigné le droit international à l'Université de Los Andes.

Cette expérience m'a amenée à rencontrer des gens qui ont bouleversé mes plans de carrière. Initialement, je voulais passer les concours du ministère des Affaires étrangères pour devenir diplomate. Mais, au fil de mes rencontres, mes projets ont pris une autre direction, et je me suis retrouvée dans le secteur des ONG. En Colombie, j'ai travaillé avec la Croix-Rouge, puis j'ai poursuivi mon parcours en Russie avec une ONG locale, avant de rejoindre le Secours Catholique (du réseau Caritas), une organisation française bien connue, en 1999. J'ai été envoyée au Kosovo, peu après la fin de la guerre en Yougoslavie, pour y travailler sur des missions humanitaires. Pendant plus de 20 ans, j'ai évolué dans ce milieu, souvent à des postes administratifs ou plus sociaux, mais très vite, les questions de droit, de justice et de plaidoyer ont émergé dans mes fonctions. J'ai travaillé à la coordination des ONG françaises, un réseau appelé « Coordination Sud », où j'ai été impliquée dans le renforcement des capacités des ONG et dans la défense de leurs intérêts, notamment en matière de droit, de justice, de plaidoyer, ainsi que sur des thématiques comme l'agroécologie ou le genre.

Il y a sept ans, j'ai rejoint la Fondation de France, un organisme privé fondé après la Seconde Guerre mondiale par l'État français, qui a constaté la solidarité citoyenne née durant la guerre. Cette fondation soutient l'engagement privé en complément des actions de l'État. Je suis arrivée là après avoir passé 20 ans dans le secteur des ONG, et j'ai ressenti le besoin de sortir de ma zone de confort pour avoir un impact plus direct et concret.

Le monde des fondations était pour moi encore un univers assez mystérieux, et je me suis dit que cela valait la peine de le découvrir. La Fondation de France a été créée dans un contexte historique où l'État a

compris qu'il ne pouvait pas tout gérer seul et que la solidarité entre citoyens et citoyennes était un levier essentiel, notamment dans des périodes de crise.

Le rôle de la Fondation de France est donc de permettre à ceux et celles qui souhaitent aider à trouver les meilleurs projets à financer. Concrètement, cela signifie que les donateurs ou donatrices nous confient de l'argent pour des projets de réhabilitation ou d'accompagnement social, économique, culturel, comme par exemple, financer des écoles au Cambodge. Nous nous chargeons de sélectionner les projets les plus pertinents, puis de les accompagner financièrement, tout en vérifiant qu'ils sont réellement dans l'intérêt général.

Ce modèle est soutenu par une incitation fiscale importante. Lorsque des particuliers ou des entreprises font un don, ils bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % sur le montant du don, ce qui est un avantage non négligeable pour encourager la philanthropie.

Un autre aspect intéressant de la Fondation de France est la gestion des « fondations abritées » (fonds dédiés). Ces fondations permettent à des donateurs ou donatrices de garder un contrôle sur la destination de leurs fonds tout en bénéficiant de l'expertise de la Fondation pour assurer la bonne gestion des projets. Par exemple, si un donateur souhaite soutenir des agriculteurs au Sénégal, il peut choisir les projets à financer, tout en nous confiant la gestion des aspects administratifs et financiers.

Le monde des fondations est souvent méconnu, mais il est essentiel dans le paysage de l'aide au développement. Par exemple, certaines fondations d'entreprises collectent souvent des fonds pour des projets sociaux ou humanitaires, et les fondations familiales soutiennent des initiatives souvent liées à leurs propres histoires, comme la recherche médicale, en mémoire d'un être cher disparu. Ce sont des acteurs précieux dans l'écosystème global de la solidarité. À la Fondation de France, nous gérons un budget d'environ 300 millions d'euros par an. Cela comprend une part importante dédiée à la collecte de fonds, mais également une gestion de projets très spécifique, tant au niveau local qu'international. C'est un modèle qui s'ajoute à d'autres formes d'engagement dans l'aide au développement et l'humanitaire.

DAH: Nous parlons beaucoup des ONG et des acteurs classiques de l'écosystème de la solidarité internationale, et ton commentaire montre qu'il

existe d'autres acteurs, peut-être moins connus, qui jouent également un rôle crucial. Ce que j'aimerais approfondir maintenant, c'est la distinction que tu fais entre les projets de développement et les projets humanitaires. Tu nous as parlé de ton intervention au Kosovo, donc des missions d'urgence humanitaire post-conflit, mais tu évoques aussi des projets à plus long terme, comme la réhabilitation des écoles ou les projets d'agriculture. J'aimerais donc t'entendre sur cette dualité dans ton travail : comment jongles-tu entre ces deux types de projets, qui sont à la fois très différents dans leur approche et leurs objectifs ? Quelles sont les spécificités de ces projets, et comment les finance-t-on à travers la philanthropie ?

KM : C'est un point très intéressant que tu soulèves, parce qu'on continue sou-vent de présenter le monde humanitaire et le monde du développement comme deux sphères distinctes. D'ailleurs, cette séparation est aussi structurée au niveau des bailleurs de fonds : on a ainsi au sein de l'Union Européenne ECHO pour les urgences et europaïd pour le développement, et en France, le Centre de Crise et de Soutien pour les urgences et l'AFD (Agence Française de Développement) pour le développement.

Pourtant, dans ma propre expérience, je me suis souvent retrouvée à travailler dans la zone grise, là où ces deux mondes se croisent. Je vais prendre un exemple concret. En 2004, j'étais en charge de projets en Asie au moment du tsunami. C'est un cas de figure où l'urgence est particulièrement forte. Beaucoup d'argent arrive rapidement. Il faut déployer des solutions très vite sur le terrain. Cela implique souvent de dégrader les processus habituels pour accélérer l'intervention. Cependant, c'est aussi dans l'urgence que les exigences en termes de qualité sont les plus élevées, avec des standards comme les standards Sphère, qui ont été créés initialement pour l'humanitaire.

Paradoxalement, c'est souvent dans ces moments, où l'on doit agir le plus rapidement, que l'on doit aussi se conformer à des exigences strictes de contrôle et de rigueur. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que, malgré l'évolution de notre secteur au 21^e siècle, on continue de parler de l'aide humanitaire et du développement comme deux réalités séparées.

Ce clivage est, à mon sens, de plus en plus artificiel. Ce qui a vraiment changé ma perspective sur le sujet, c'est le fait que j'ai principalement travaillé avec des

organisations locales. Par exemple, au Tchad, pendant la guerre du Darfour, je collaborais avec la Caritas tchadienne, qui était là bien avant la guerre et y est toujours présente aujourd'hui. Ces organisations locales sont les véritables acteurs du développement et de l'humanitaire. Les ONG internationales, quant à elles, jouent un rôle de sou-tien, notamment financier et technique, et parfois de soustraction des actions locales. Lorsque l'on travaille avec ces acteurs locaux – par exemple, l'association des femmes d'un village ou l'association des agriculteurs d'une région – on se rend compte qu'ils sont aussi confrontés aux défis de l'urgence. Les mêmes organisations qui gèrent le développement, au quotidien, sont celles qui doivent s'adapter et ajuster leurs pratiques lorsqu'une crise survient. Et là, les acteurs humanitaires interviennent pour les mobiliser et organiser des réponses urgentes, mais ce sont souvent les mêmes qui gèrent à la fois l'urgence et le développement sur le terrain.

Cela m'amène à dire que, dans mon parcours, je suis passée du secteur du développement à celui de l'urgence, mais très rapidement, tout cela est devenu très fluide, surtout en travaillant avec des acteurs locaux. Les frontières entre développement et urgence se sont estompées, car les mêmes acteurs interviennent sur des projets à long terme tout en étant prêts à réagir en cas de crise immédiate.

Je voudrais aussi évoquer les répercussions de deux crises récentes qui ont bouleversé le secteur des solidarités internationales : la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine. Ces crises ont profondément modifié notre manière de travailler.

D'une part, elles ont montré à quel point nous, en tant qu'acteurs du développement et de l'humanitaire, nous avons dû nous adapter et réagir rapidement. Cela nous a placé dans une position différente, nous faisant comprendre les difficultés des acteurs locaux, que parfois nous considérons de façon un peu distante, en leur donnant des conseils sur la manière de planifier ou de gérer leurs projets.

Avons-nous été plus efficaces pendant la crise du COVID ? Je ne crois pas.

Si l'on regarde l'exemple de l'Ukraine, on voit également beaucoup d'organisations internationales, ONG et acteurs non gouvernementaux, qui sont arrivés sur place et se sont rapidement heurtés à un mur. Parce qu'en Ukraine, ils n'étaient pas face à la petite association du Sud des années 2000. Non,

ils étaient confrontés à des organisations locales extrêmement structurées, numérisées, bien formées, qui parlent l'anglais et qui connaissent parfaitement leurs besoins. Ces organisations locales n'ont pas du tout apprécié l'arrivée de certaines ONG européennes ou américaines, débarquant avec l'idée de leur dicter leur conduite sous prétexte de principes humanitaires, tels que la neutralité, l'impartialité, la justice...

Ces principes, souvent imposés de l'extérieur, ne sont même pas toujours compris ou acceptés sur le terrain, surtout lorsqu'on ne prend pas la peine de sonder les acteurs locaux pour voir si ces principes résonnent dans leur réalité. Cela remet énormément en question notre approche. En fait, ça nous force à réfléchir sur notre propre rôle et notre place.



Si l'on regarde l'exemple de l'Ukraine, on voit également beaucoup d'organisations internationales, ONG et acteurs non gouvernementaux, qui sont arrivés sur place et se sont rapidement heurtés à un mur. Parce qu'en Ukraine, ils n'étaient pas face à la petite association du Sud des années 2000.



Par exemple, en Europe, on a vu la réaction face à l'accueil des réfugié·e·s ukrainien·ne·s : toutes les portes se sont ouvertes, comme jamais auparavant. Mais pour les réfugié·e·s subsaharien·ne·s, c'est une toute autre histoire : certaines personnes sont humainement traitées moins bien que des animaux domestiques.

Cette comparaison brutale est là pour souligner l'hypocrisie et les inégalités de traitement qui existent encore aujourd'hui dans notre secteur. Et cela nous force à nous poser la question : quelle est réellement notre valeur ajoutée ?

Il faut un peu d'humilité dans tout ça. Avant de vouloir donner des leçons, il importe de se remettre en question. C'est un gros travail de réflexion et de changement, surtout pour les grandes organisations internationales, souvent les plus structurées, mais aussi les plus lentes à évoluer. Je crois que le principal défi de notre secteur, aujourd'hui et demain, est de comprendre que ceux et celles qui sont en face de nous ne sont pas des « pauvres malheureux » qu'on doit aider, ni des partenaires à qui on va sous-traiter des projets. Ce sont des acteurs compétents, sur le terrain, qui détiennent 90 à 95 % de la solution. Ce que nous pouvons faire, c'est leur demander s'ils ont besoin d'un coup de main pour les 5 % restants, et non l'inverse.

DAH: C'est vraiment intéressant ce que tu partages, Karine. Dans le cadre de notre travail avec les étudiants en classe, on essaie de leur montrer que l'approche qu'on a parfois de l'action humanitaire, notamment cette idée de « descendre » vers les organisations locales, est un peu dépassée. On oublie souvent que les membres de ces organisations, ces professionnel·le·s, ont beaucoup bougé et ont aussi souvent fait leurs études dans des grandes villes du Nord comme New York ou ailleurs, et qu'ils ou elles sont rentré·e·s pour des raisons personnelles ou professionnelles. En d'autres termes, ces acteurs ont une meilleure compréhension des deux contextes, et une expertise très solide. Cette idée de « descente » qu'on a beaucoup vue au 20^e siècle, et qui était encore assez courante dans les années 1990, a tendance à s'effriter aujourd'hui. Ce changement de perspective, qui remet les acteurs locaux au centre, est fondamental et est un élément clé de l'évolution de notre secteur. J'ai une autre question pour toi, qui découle de tout ça. Tu parles du « Nexus », de cette frontière encore floue entre l'aide humanitaire et

le développement. En plus de cela, tu travailles à la Fondation de France, un acteur assez particulier, en dehors du système traditionnel des ONG. Cela signifie-t-il le fait de travailler à la fois des enjeux humanitaires et de développement ? En tant qu'entité qui reçoit des subventions pour soutenir des projets divers, vous devez forcément travailler sur des questions des deux domaines, non ?

KM : Oui. En fait, depuis trois ans, on a mis en place un programme de prévention des crises et des catastrophes. C'est une autre illustration de ce qu'on fait à la Fondation de France. On a commencé à se demander : quels sont les territoires les plus exposés, et comment on peut intervenir en amont pour prévenir les crises ?

La Fondation de France est majoritairement concentrée en France (80 % de nos actions), mais on a rapidement identifié que les territoires ultramarins étaient peu représentés, alors que ce sont ceux qui, paradoxalement, sont à la fois les plus vulnérables et les plus exposés aux risques de catastrophes naturelles. Vous connaissez cette équation : aléas climatiques + pauvreté = catastrophe.

On a donc débuté un travail avec des acteurs locaux à Mayotte, notamment autour de la gestion de l'eau et de l'assainissement, sans savoir qu'un cyclone allait frapper cette année-là. Quand le cyclone a frappé et que les télécommunications ont été rétablies, nous étions déjà en contact avec ces associations locales qui, contrairement aux ONG humanitaires ou aux acteurs de développement classiques, sont simplement des associations de quartier. Ces acteurs locaux, qui ne se considèrent même pas comme des organisations humanitaires, ont pu immédiatement se mobiliser pour travailler sur la réhabilitation des conduites d'eau, la réparation des fontaines et rappeler les principes d'hygiène. Vous imaginez la situation : après une catastrophe, il y a toujours le risque d'une catastrophe sanitaire, comme le choléra, si les conditions d'hygiène ne sont pas rétablies rapidement. Le plus intéressant, c'est que ces associations locales ont rapidement basculé en mode urgence, avec peu de ressources mais une grande réactivité. Elles ont simplement demandé de l'aide sur quelques points logistiques et techniques qu'une grande ONG française a pu leur apporter – sur des aspects moins fréquents dans les projets de développement habituel.

Il y a aussi un rôle essentiel à jouer en matière de

coordination de actions. Par exemple, dans sur un même territoire, nous pouvons mettre en relation des associations qui travaillent sur un sujet similaire d'une manière complémentaire. Elles ne se connaissent pas toujours, mais elles comprennent tout de suite l'intérêt de cette mise en réseau.

Ce rôle de « facilitateur », qui consiste à aider des acteurs locaux très engagés à lever la tête du guidon pour mieux dialoguer et coopérer, fait partie de notre travail. On ne se contente pas d'envoyer de l'aide. Nous les aidons à se connecter, à apprendre les uns des autres. On essaie aussi de les soutenir sur un aspect parfois négligé : la gestion des équipes locales. Il ne faut pas oublier que ces équipes doivent aussi prendre soin d'elles-mêmes si elles veulent tenir sur le long terme, surtout en période de crise.

C'est intéressant, car ce n'était pas du tout ce à quoi je m'attendais en entrant dans ce secteur. Ce qu'on pensait faire, c'est simplement distribuer des biens ou de l'aide. Mais en réalité, une grande partie de notre travail consiste à écouter nos partenaires, à dialoguer, à prendre le temps de comprendre leurs besoins. Et parfois, simplement leur dire qu'on est là, qu'on pense à eux, que nous sommes prêts à les soutenir dans leurs défis, ça leur fait beaucoup de bien. Ce n'est pas toujours une question de prodiguer des conseils ou de leur dire ce qu'ils doivent faire. Parfois, juste être là, à l'écoute et répondre à leurs besoins réels, c'est ce qu'ils attendent. C'est un aspect du travail qu'on ne met pas toujours en avant, mais qui est absolument crucial dans le contexte humanitaire et de développement.

DAH : Tu m'amènes doucement vers ma dernière question, qui touche plus à la gestion de projet, à l'aspect concret des choses. Qu'est-ce que tu pourrais dire à ces futur·e·s professionnel·le·s concernant la gestion de projets dans ce secteur particulier, celui de l'humanitaire et du développement ? Quels conseils pratiques ou leçons concrètes peux-tu leur donner ?

KM : Ce qui est intéressant, c'est que moi, j'adore les process, les procédures, les tableaux Excel, et tout ça. J'ai été responsable qualité, monitoring, évaluation, etc. Les KPI, c'était un vrai plaisir ! Et maintenant, je délaisse un peu cette logique. Ce que je veux dire, c'est que, bien sûr, c'est important de se former à ces outils, mais il faut garder à l'esprit qu'ils ne représentent qu'un tout petit bout de l'iceberg.

Le cadre logique, même s'il semble un peu mécanique, a son utilité parce qu'il nous aide à structurer notre

réflexion. Il permet de se poser des questions du type : « Où est-ce que je veux aller ? » et « Par où dois-je passer pour y arriver ? » Mais, on a dépassé ça.



Ce rôle de « facilitateur », qui consiste à aider des acteurs locaux très engagés à lever la tête du guidon pour mieux dialoguer et coopérer, fait partie de notre travail. On ne se contente pas d'envoyer de l'aide. Nous les aidons à se connecter, à apprendre les uns des autres. On essaie aussi de les soutenir sur un aspect parfois négligé : la gestion des équipes locales. Il ne faut pas oublier que ces équipes doivent aussi prendre soin d'elles-mêmes si elles veulent tenir sur le long terme, surtout en période de crise.



Le cadre logique ne prend pas en compte les dynamiques humaines et les jeux d'acteurs qui sont essentiels dans toute intervention humanitaire. Parce qu'au final, ce n'est pas juste une question de construire cinq écoles. C'est tout ce qu'il y a derrière : la cohésion sociale, les rapports de pouvoir, les tensions, les perceptions, etc.

Maintenant, on s'oriente davantage vers des approches plus centrées sur le changement, avec des systèmes qualitatifs de suivi et d'évaluation qui suivent l'évolution des acteurs dans un processus de développement ou d'urgence. C'est super intéressant et nécessaire, mais il ne faut pas oublier que les personnes avec qui on travaille sur le terrain sont bien loin de tout ça.

Elles sont souvent plus préoccupées par la survie du jour au lendemain que par les indicateurs qu'on leur demande. Ça peut les intéresser, oui, mais il ne faut pas les écraser avec nos exigences de data et d'indicateurs. Si elles veulent être formées à ces outils, elles nous le diront naturellement. Par ailleurs, je pense qu'on devrait intégrer un peu plus de sociologie et d'anthropologie dans nos formations en humanitaire. C'est crucial. Bien sûr, on ne peut pas comprendre toutes les communautés du monde entier, mais dès lors qu'on est amené à travailler sur un territoire, il faut s'intéresser à son histoire, à sa culture, et pas seulement à celle du pays. C'est ça qui peut faire une réelle différence.

DAH : Je te remercie, Karine. Cela fait écho à beaucoup de ce que j'essaie de transmettre à mes étudiants. À bientôt.

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT

PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Forgotten Victims of War: Philanthropy for Animals in Conflict Zones

By Katherine Lacefield, *Founder of Just Be Cause Consulting* ; Adam Parascandola, *Vice President of the Animal Rescue Team for Humane World for Animals*



Adam Parascandola is the Vice President of the Animal Rescue Team for [Humane World for Animals](#). Adam works to assist law enforcement, NGOs, and government agencies in addressing animal cruelty, animal fighting, and disaster response work around the globe. Having worked for over 25 years in the field Adam has responded to disasters such as Katrina, Hurricane Harvey, Superstorm Sandy, the earthquake in Nepal, Hurricane Irma in the British Virgin Islands and both the wildfires in Australia and Hurricane Dorian in the Bahamas as well as the recent earthquake in Turkiye and Syria. In addition Adam and his team respond to situations of crisis such as the war in Ukraine and conflicts in the middle east and Africa. Adam has also responded to hundreds of large scale cruelty situations assisting law enforcement, governments and NGOs to rescue animals from puppy mills, animal hoarding, animal neglect, animal fighting, and the dog and cat meat trade.

Katherine Lacefield is the founder and principal consultant of Just Be Cause Consulting, a philanthropic fundraising consulting firm. She brings a wealth of knowledge to the table with 20 years' experience in the not-for-profit sector. She supports organizations in their development strategy, with a particular focus on a human and relational approach to fundraising. As

a philanthropic professional, she set up and managed the development department for a national animal rights organization, and was their media spokesperson.

When we think about philanthropic giving in general, the causes that top the list in Canada are Religion, Health, Social Services, and International Aid¹. One aspect of the grantmaking world that is rarely studied is philanthropic efforts dedicated to animals².

Similarly, in times of conflict, the Red Cross and Doctors without Borders come to mind as we think of emergency relief, refugees, and medical support for affected families. But what about the millions of animals equally affected by these trying times? Does philanthropy play a role in coming to the aid of the non-human world as well?

Animals are far from being immune to the negative impacts of human-caused conflicts, in fact, they often bear the brunt of being left to their own devices in a war-torn country.

To dive in to the role philanthropy can play in the “non-human” component of conflicts, I interviewed Adam Parascandola of Humane World for Animals (formally called the Humane Society of the United States and Humane Society International). A summary

of our deep conversation, along with key excerpts, will help shed some light on the interconnected nature of animals and humans in times of conflict.

How did you become involved in international aid for animals?

Adam's work in the animal welfare and animal rights space spans thirty years. After working for renowned animal rights organizations like [PETA](#) and local entities like the Washington Humane Society and Oakland Animal Services, Adam found himself at Humane Society United States (HSUS), where he would sometimes get involved in natural disasters to assist families and their pets.



Photo 1 : Adam Parascandola of Humane Society International is seen with a blind dog from Ukraine, named Borys, at the temporary shelter used by Association for Animals Tomaszow Lubelski, in Krasnystaw, on Saturday, April 2, 2022 in Krasnystaw, Poland.

However, it was really when he joined the ranks of the international chapter of [Humane World for Animals](#) that he began to get involved in conflict zones.

“We first started advocating for government employees evacuating from conflict zones to be allowed to evacuate with their animals. For instance, there was a situation in Egypt that was quite straightforward, with little complications, but then came Afghanistan,

with its massive withdrawal. Our work on these campaigns was more focused on helping American Nationals abroad and their pets stay together in the evacuation process.”

Traveling with pets is a complex and time-consuming process, with each country having specific requirements for animals to enter or exit, and airlines having their own limitations around which animals are allowed to board. Imagine the added layer of complexities when travel plans are hindered by war restrictions, security and transport issues, and the general chaos of conflict zones.

What happens when your own country is in the midst of a conflict and you are forced to flee?

What services are available to keep all members of a family together, including companion animals?

“When the war in Ukraine started, one of our priorities was to ensure that people were able to evacuate with their pets. Close to a million people came across all EU borders (Poland, Romania, Hungary, and Moldova and Slovakia) in the first weeks. We worked with all border crossing refugee stations where people might stay for a couple of days before being transported to other locations throughout Europe. We provided them with support like crates, food, and whatever we could to support these folks that were coming across the border with their pets.”



Photo 2 : Adam Parascandola of Humane World for Animals is giving pet supplies for people who fled Ukraine with pets, at a reception point in Hrubieszow, on Friday, April 1, 2022 in Hrubieszow, Poland.

“We also worked with the European Veterinary Association to advocate for relaxed travel requirements. Normally, a pet coming from Ukraine into the European Union (EU) would have to have a rabies titer test³, which can take up to a month or more depending on the region, and also represents additional costs that refugees can simply not afford.”

While these forms of support cover the immediate emergency needs of families and their animal companions as they flee zones of conflict, how can philanthropy support the ongoing needs of refugees and their pets?

What happens after the immediate evacuation needs are met?

“We started working with the European Veterinary Association on more long-term solutions for Ukrainian evacuees. We created the Vets for Ukrainian Pets Fund, which allowed any refugee from the war across the EU to access free vet care from any licensed veterinarian. This was entirely funded by Humane World for Animals.”

Access to medical services, for both the human and animal members of displaced families, is an important component of grantmaking involvement in times of crisis as they represent an ongoing need. By providing both the funds as well as administration and coordination fees, funders can facilitate access to care for anyone affected by the war, including animals.

And those left behind?

Unfortunately, many animals cannot or do not leave and stay behind. These might be companion animals, “community animals”⁴, or street dogs without caregivers. Left to their own devices, the animal population explodes⁵. Thousands of stray cats and dogs, who can become feral from lack of human socialization, roam the abandoned streets of these war-torn communities.

“Then comes the overpopulation problem. We have funded massive spay/neuter campaigns in different areas of Ukraine. There's an organization called the Veterinary Small Business Association through which we fund about 25 clinics that do spay/neuter campaigns, vaccinations, and microchipping.”

While feral packs of dogs represent an immediate danger for those who will return home, the larger humanitarian problem is a public health issue: rabies⁶.

This lethal disease spreads throughout the stray animal population, left unchecked and uncontrolled by vaccination campaigns.

“We have partnered with many local and even international projects to fund massive sterilization and rabies vaccination campaigns. We also partnered with the Ukrainian Red Cross and funded a position that coordinates all requests for animal assistance.”



Photo 3 : Katie DeMent, Senior Manager of Animal Care for the Humane World for Animals Rescue Team, conducts a behavioral exam on Jordan, a dog rescued from a cruelty situation in San Miguel County, New Mexico, at the care and rehabilitation center in Maryland.

These efforts help control the animal population and the threats they could represent to families when they eventually return home or to those who have been internally displaced within Ukraine.

Instead of creating new programs to respond to emergencies such as wars, grantmakers, like Humane World for Animals, can instead focus on funding local organizations that have the local knowledge and expertise to respond quickly, and efficiently. By funding staff positions, setting up funds, and partnering with existing organizations, philanthropy can build local capacity to respond in zones of conflict without the added pressure of fundraising, and instead, allocating all of their resources to programs.

What about other types of animals?

Most of the initiatives covered so far are for companion

animals. However, what about livestock or animals in captivity? – What happens to them?

In certain areas, livestock represent people's livelihoods as well as a delicate lifeline against food insecurity. Others still find themselves in zoos, sanctuaries, and more. How can philanthropy support animals other than pets?

"In Gaza, the livestock issue was a challenge in terms of the quantity of work it represented. A lot of work is done by donkeys and unlike smaller companion animals, you can't just gather them up and move them. Many refugees also bring their livestock with them as they are their primary food source. Not all refugee camps allow or accommodate for livestock, causing additional distress. These are problems we face and help support. A similar issue shows up with exotic pets. In Lebanon and Ukraine, we had situations with big cats that needed to be transported to special facilities. And what to do with animals in zoos - who will care for them? Many of these situations required us to partner with other organizations to coordinate their very specific needs regarding care and transport."

What factors influence a funder's ability to act in times of conflict?

Zones of conflict are complex situations with many unknowns, dangers, and logistical challenges. How does this influence philanthropic activities?

"Ukraine was a much more accessible country than let's say Sudan or the current conflict in Gaza. In both of these latter two countries, access to resources for humans is a challenge, so bringing in resources for animals is touchy. One can only imagine the headlines if the only food available were pet food brought in by international animal aid organizations."

"In Sudan in particular, the context was very different being a civil war. The country was at war with itself, impeding international involvement, unlike Ukraine where they opened their arms to international aid. An added complication in these situations is that banks collapse, further limiting internal access to funds, or adversely, as in Gaza, funds are available, but there is nothing to buy."

Given the bureaucracy-heavy structure of grantmakers, what further internal conflicts might arise for philanthropic organizations in conflict zones?

"For many larger organizations like ours, there is a liability issue. Sending boots on the ground can be very risky. This is another reason and motivation to partner with local organizations. Finally, the question of political sensitivities comes up. Unlike in cases of natural disasters, zones of conflict involve opposing parties, and many organizations, like ours, don't want to be seen as picking a side over another, but instead, following the needs."

How is animal philanthropy perceived by the communities?

There is a common perception that animal-focused philanthropy comes into conflict with human-focused efforts⁷. Are animal endeavors "robbing" resources that could otherwise be used for humans? Does this cause tensions between conflicting priorities in times of war?



Photo 4 : Kelly Donithan of Humane World for Animals is seen with dogs from Ukraine at the temporary shelter used by Association for Animals Tomaszow Lubelski, in Krasnystaw, Saturday, April 02, 2022 in Krasnystaw, Poland.

"Some of our interventions save both animal and human lives. In the aftermath of Hurricane Katrina, it was discovered that up to 50% of those who refused to evacuate did so because they could not bring their pets with them⁸. Heartbreaking images of families on their rooftops with their pets led to a public outcry and a transformation of humanitarian response⁹ to include options for families

fleeing with their pets. Thus, our presence is generally welcomed enthusiastically.”

“For many, pets are members of their family. People derive much comfort from having their animals with them during these already stressful times. However, their absence can compound the trauma, not only because they miss them, but especially due to the guilt they feel if they were forced to leave them behind. However, our general philosophy remains that we ensure humanitarian aid for people arrives before we intervene. Emotions are running high and people are often frustrated about feeling ignored. We try our best to partner with other humanitarian organizations to cover all bases on the ground and make sure animals and their human families receive the help they need.”



Unlike in cases of natural disasters, zones of conflict involve opposing parties, and many organizations, like ours, don't want to be seen as picking a side over another, but instead, following the needs



Final thoughts

We cannot ignore the strong human-animal bond. Even in the most difficult of times, families will go to great lengths to keep their families together, including their pets, and even their livestock. One of the greatest advantages of grantmaking philanthropy in times of conflict is their ability to rapidly mobilize funds and redistribute them to subject-matter experts who ideally have existing relationships with smaller, local organizations on the ground who know the actual needs and can act quickly.

Philanthropic efforts overall, from supporting evacuees' pets' needs to managing overpopulation and rabies outbreaks, to caring for livestock and exotic animals left behind, can play a vital role in lessening the negative impacts of war and conflict for both human and non-human animals.

Notes

1. This is according to [Imagine Canada's 30 years of Giving](#) research. Find a more complete infographic about the charitable sector [here](#).
2. For more research on this question, we recommend consulting PhiLab's special edition on [Philanthropy for Animals](#).
3. This is a Rabies neutralizing antibody titer test (RNATT) that measures the level of rabies antibodies in an animal's blood.
4. This refers to animals that are cared for by several families, but do not officially belong to anyone.
5. Consult this resource that projects the pet overpopulation issues in Ukraine: [link](#)
6. Source : [link](#)
7. For further : [link](#)
8. Source : [link](#)
9. Source : [link](#)

Photo Credits

Adam's headshot : Meredith Lee / The HSUS
 Photo 1 : Beata Zawrzal / AP Images for HSI
 Photo 2 : Beata Zawrzal / AP Images for HSI
 Photo 3 : Meredith Lee / The HSUS
 Photo 4 : Beata Zawrzal / AP Images for HSI

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

« Être là avant, pendant et après » : dans les coulisses de l'action humanitaire de l'UNICEF

Par Elisabeth Robinot, *Co-directrice du PhiLab*;
Thierry Delvigne-Jean, *Chef des programmes d'UNICEF Canada*



Thierry Delvigne-Jean est le chef des programmes d'UNICEF Canada. En tant que membre de l'équipe de direction, il supervise les programmes, les politiques et les priorités de financement de l'organisme pour faire progresser les droits de l'enfant au Canada et dans le monde. La carrière de M. Delvigne-Jean au sein des Nations Unies s'étend sur près de 25 ans au niveau international, puisqu'il a travaillé en Indonésie, au Sénégal, en Afrique du Sud, au Mozambique et dans divers pays des Amériques. Il a dirigé des équipes multidisciplinaires chargées de promouvoir les droits de la personne, le changement social et les affaires publiques. Plus récemment, il a dirigé la communication, les programmes de défense des droits et l'engagement communautaire de l'UNICEF en Indonésie, s'employant avec son équipe à promouvoir le changement social, à influencer les politiques publiques, à créer des possibilités d'agir pour la population et à promouvoir l'image de l'UNICEF en appui aux collectes de fonds et aux partenariats.

Elisabeth Robinot, co-directrice du PhiLab est professeure titulaire en Marketing à l'École des Sciences de la Gestion de l'Université du Québec à Montréal. Elle est aussi co-fondatrice et chercheure à l'Observatoire de la Philanthropie.

Elisabeth Robinot (ER) : Quel est votre rôle au sein de l'Unicef

Thierry Delvigne-Jean (TDJ) : Je suis chef des programmes à UNICEF Canada, où je dirige les programmes et les politiques sociales visant à faire progresser les droits de l'enfant dans le monde, et au Canada.

Ma carrière aux Nations Unies s'étend sur 25 ans à l'international. J'ai débuté au siège de l'Unicef à New York au début des années 2000. Par la suite, j'ai travaillé principalement en Indonésie, au Sénégal, en Afrique du Sud, au Mozambique et en Haïti. Au cours de ces années, j'ai géré plusieurs programmes liés à l'enfance tels que la promotion des droits de l'enfant, le plaidoyer et la communication ainsi que l'engagement communautaire, y compris avec les jeunes.

ER : Quelles études avez-vous réalisées ?

TDJ : Dans les années 1990, j'ai fait des études de baccalauréat en linguistique à l'Université de Montréal suivi d'une maîtrise en sciences de l'information à l'université McGill. Plus tard, j'ai complété un MBA spécialisé en pensée systémique à l'Université de Cape Town, en Afrique du Sud. C'est un stage au siège des Nations Unies à New York, réalisé durant ma maîtrise à McGill, qui a changé le cours de ma vie.

ER : D'après vous peut donc considérer l'UNICEF Comme une organisation philanthropique et pourquoi?

TDJ : Je dirais que l'UNICEF est avant tout une agence des Nations Unies. L'organisation a été fondée après la Seconde Guerre mondiale pour venir en aide aux millions d'enfants affectés par la guerre, surtout en Europe, mais aussi en Asie. Aujourd'hui, l'UNICEF est la plus grande organisation mondiale chargée de la défense des droits de l'enfant.

Lorsqu'on parle des droits de l'enfant à l'UNICEF, il s'agit de réalités très concrètes. Pour beaucoup, ces droits peuvent sembler assez abstraits, mais pour nous ils réfèrent à des aspects tangibles de la vie quotidienne : le droit à une éducation de qualité à tous les niveaux, du préscolaire au secondaire et au-delà; le droit à des soins de santé essentiels, comme la vaccination, ou encore le droit à une alimentation saine. C'est aussi le droit d'être protégé contre la violence et l'exploitation.

Tous ces droits font partie intégrante de la Convention relative aux droits de l'enfant, un texte fondamental qui guide l'UNICEF dans la mise en place de programmes dans 190 pays.

Au Canada, l'UNICEF a été fondé quelques années plus tard, en 1955. L'objectif principal de notre équipe canadienne est de recueillir des fonds pour soutenir les programmes de l'UNICEF dans le monde. Ces levées de fonds s'appuient sur le secteur privé, qu'il s'agisse d'entreprises et de fondations familiales et ainsi que sur la générosité de la population canadienne.

ER : Bien que l'UNICEF ne soit pas directement une organisation Philanthropique, une partie de ses ressources financières provient du secteur philanthropique. Indirectement, via votre travail, des fondations sont mobilisées sur les conflits lorsque vous intervenez en Ukraine, en Syrie, au Yémen et dans d'autres parties du monde. En quoi et comment votre travail et celui des fondations est-il impacté par le fait que les interventions, pour faire respecter le droit des enfants et leur bien-être, se fassent dans un environnement hautement conflictuel?

TDJ : L'UNICEF est présent dans 190 pays. Nos équipes sur le terrain connaissent très bien les enjeux locaux et les communautés qu'elles servent. Cette présence continue nous permet d'intervenir très rapidement lorsqu'une crise survient parce que nous sommes là avant, pendant et après l'urgence.



Lorsqu'on parle des droits de l'enfant à l'UNICEF, il s'agit de réalités très concrètes. Pour beaucoup, ces droits peuvent sembler assez abstraits, mais pour nous ils réfèrent à des aspects tangibles de la vie quotidienne : le droit à une éducation de qualité à tous les niveaux, du préscolaire au secondaire et au-delà; le droit à des soins de santé essentiels, comme la vaccination, ou encore le droit à une alimentation saine. C'est aussi le droit d'être protégé contre la violence et l'exploitation.



En cas de crise, UNICEF Canada mobilise ses donateurs et donatrices, que ce soit parmi la population canadienne, les entreprises privées ou les fondations familiales. La mobilisation de ressources repose sur les informations que nous recevons de nos équipes sur le terrain, qui gèrent directement les interventions humanitaires. Ces équipes évaluent la situation et très rapidement elles sont en mesure de

nous envoyer l'information que nous relayons à nos partenaires philanthropiques au Canada.

En 2024, plus de 50 % de notre financement à l'échelle internationale se concentrait sur quatre situations d'urgence seulement : l'Afghanistan, l'Éthiopie, la Syrie et l'Ukraine. Cela représente une infime partie des 412 situations d'urgence dans le cadre desquelles notre organisation est intervenue dans 107 pays à travers le monde.

ER : Comment voyez-vous le partage des responsabilités entre vos interventions et les actions pouvant être prises en charge par les fondations ?

TDJ : Notre action est possible grâce au partenariat que nous avons avec plein d'organisations : que ce soit les gouvernements dans les pays industrialisés ou alors des gouvernements dans les pays où nous travaillons; les organisations de la société civile; le secteur privé; et, enfin, les fondations.

L'UNICEF a cette capacité de gérer un grand nombre de partenariats avec de grandes marques. En ce qui concerne le secteur privé, nous entretenons des relations avec plusieurs des grandes entreprises mondiales et canadiennes. À titre d'exemple, Lululemon, Lego ou Microsoft soutiennent nos programmes et nos interventions d'urgence à travers le monde entier. Leur soutien va au-delà de leur contribution financière. Elles partagent leurs réseaux mettent leur expertise à notre disposition et mobilisent leurs ressources en notre faveur. Ce type de collaboration permet aux entreprises et aux organisations philanthropiques de concrétiser l'impact de leurs ressources.

Un de nos plus grand partenaires au Canada est l'entreprise Lallemand, qui cette année nous a donné le plus grand don de notre histoire, soit plus de 11 millions de dollars canadiens pour soutenir des actions d'urgence.

ER : Quelle division du travail et partage des responsabilités voyez-vous entre vos interventions et les actions devant ou pouvant être prise en charge par des fondations ? Peuvent-elles jouer un rôle de lanceur d'alerte et d'influence au moment des conflits, pour les mitiger ? Ont-elles un rôle à jouer dans la reconstruction ? Sous quelle forme.

TDJ : Bien sûr, elles peuvent jouer un rôle clé en mobilisant leur réseau d'employé·e·s, à travers leurs

plateformes. Elles ont aussi un rôle important à jouer dans la mobilisation sociale, que ce soit pour une cause particulière ou alors pour une urgence ou une situation humanitaire qui vient d'éclater. Nous partageons avec elle l'information nécessaires qu'elles pourront utiliser par la suite selon leurs besoins ou leur public.

La protection de l'enfant est aussi nécessaire en zones de paix. Pensons simplement aux situations de violence au sein de familles canadiennes, est-ce là une cause aussi bien entendue au sein de votre organisation que celle découlant de situations liées à des grands conflits entre nations, comme c'est le cas en Ukraine et en Palestine ?

La protection de l'enfant est un domaine essentiel et vaste de notre action, qui va bien au-delà des conflits. C'est un domaine qui comprend aussi bien l'enregistrement des naissances que la protection contre les abus sexuels et la prévention de la violence.

L'UNICEF adopte une approche systémique de la protection de l'enfance, c'est-à-dire que nous agissons à différent niveaux dans un pays donné. Nous agissons aussi bien sur les politiques sociales que sur l'amélioration des services sociaux pour les enfants, de la naissance à l'adolescence, pour s'assurer que les programmes de protection de l'enfance soient complets et efficaces.

Cela inclut le renforcement des registres de l'état civil pour promouvoir l'enregistrement des naissances ou encore l'amélioration à un système judiciaire adapté à leur âge et à leur genre.

Au Canada, on a une approche différente. Notre action porte surtout sur le plaidoyer, en influençant les politiques publiques et les projets de loi pour nous assurer qu'ils prennent en compte les besoins des enfants. Un exemple récent est notre travail récent sur un projet de loi visant à protéger les enfants contre les dangers liés à Internet.

ER : En quoi le maux (M A U X) 'conflit' est-il mobilisateur ou non pour aider à faire prendre conscience de l'urgence de soutenir votre travail ? Permet-il de récolter plus de dons ?

TDJ : Il est vrai que les plus grandes crises humanitaires actuelles sont liées à des conflits : l'Ukraine, Gaza, Soudan, Haïti, Sahel. Dans tous ces cas nous sommes confrontés à des conflits armés qui exacerbent des enjeux sociaux majeurs, notamment en matière

de santé, d'éducation, etc. Mais les catastrophes naturelles ont, elles aussi, un effet mobilisateur. On peut penser au tsunami dans l'océan Indien en 2004 ou au tremblement de terre en Haïti en 2010, qui ont suscité une mobilisation mondiale.



L'UNICEF adopte une approche systémique de la protection de l'enfance, c'est-à-dire que nous agissons à différents niveaux dans un pays donné. Nous agissons aussi bien sur les politiques sociales que sur l'amélioration des services sociaux pour les enfants, de la naissance à l'adolescence, pour s'assurer que les programmes de protection de l'enfance soient complets et efficaces.



À mon avis, ce sont souvent les médias qui mettent en lumière certains types de crise plus que d'autres, les rendant plus visibles auprès de la population, et ça influence la société. Bien sûr, des considérations géopolitiques entrent en jeu aussi mais je crois que les médias jouent un rôle crucial dans cette dynamique.

Le défi est d'attirer l'attention du public sur les crises qui sont négligées. Pour mettre en lumière ces crises moins visibles, l'UNICEF publie chaque année un appel de fonds d'urgence pour les enfants intitulé « Humanitarian Action for Children ». Cette année, les crises humanitaires les plus gravement sous financées sont celles qui touchent le Burkina Faso, le Mali, le Liban et la République démocratique du Congo.

ER : Enfin, parlons des crises humanitaires – à la fois celles qui sont visibles et celles qui sont négligées. Comment faites-vous pour relever le défi afin de trouver un équilibre entre votre travail humanitaire d'urgence et la réalisation à plus long terme des objectifs de développement durable ?

TDJ : Je dirais que, de manière générale, la société canadienne, qu'il s'agisse des particuliers ou des entreprises, fait preuve d'une grande générosité. Le plus grand défi auquel nous faisons face est de lever des fonds dit « flexibles », qui ne sont pas orientés vers une cause précise. Ces ressources sont essentielles car elles nous permettent d'intervenir là où les besoins sont les plus pressants en fonction des situations rencontrées. Nous travaillons souvent dans des contextes humanitaires qui évoluent très rapidement, comme les conflits armés ou les catastrophes naturelles.

Or, beaucoup d'entreprises et d'organisations philanthropiques privilégient un financement « restrictif », ce qui limite les choix d'interventions possibles et rend la prise de décisions plus complexe. Les dons flexibles que nous recevons témoignent de la confiance des donateurs envers l'UNICEF pour déterminer les actions les plus adaptées à chaque situation.

Cette approche nous permet d'agir de manière ciblée et d'avoir un impact optimal là où les besoins sont les plus grands. Cette flexibilité a une valeur inestimable.

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Le côté obscur du bénévolat

Par Jonathan Deschesnes, Professeur en marketing responsable, HEC Montréal ; Verena Gruber, Professeure associée à l'emlyon business school



Jonathan Deschesnes est professeur en marketing responsable chez HEC Montréal. Il est passionné de tout ce qui concerne la relation entre le marketing et la RSE, la transition durable, l'ESG, et l'éthique. Ses cours, recherches et interventions professionnelles ont pour objectif de déconstruire le marketing traditionnel et de proposer des solutions alternatives inspirantes, humaines, respectueuses et efficaces.

Verena Gruber est titulaire d'un doctorat en sciences sociales et économiques avec une spécialisation en marketing de l'Université d'économie et de commerce de Vienne. Elle est professeure agrégée au Lifestyle Research Center de l'emlyon business school et chercheuse au CIRANO. Son travail est largement axé sur la recherche transformative sur la consommation qui contribue à la qualité de vie de tous les êtres touchés par la consommation dans le monde. Ses recherches les plus récentes portent sur la décélération de la consommation et la vulnérabilité des consommateurs.

Introduction

Le bénévolat est un pilier sociétal de grande importance. Selon les Nations Unies, environ 860 millions de personnes dans le monde se consacraient

au bénévolat¹. De plus, la contribution des bénévoles aux PIB nationaux est considérable, dépassant parfois celle d'industries traditionnelles telles que l'agriculture ou la fabrication de véhicules automobiles². La formation des bénévoles est de plus en plus intégrée dans les plans stratégiques nationaux, ce qui témoigne de la reconnaissance croissante de l'importance du bénévolat pour le bon fonctionnement des sociétés³.

L'importance du bénévolat peut être expliquée par les nombreux effets positifs identifiés dans divers articles scientifiques et relayés par des associations bénévoles ainsi que des ONG. Les études suggèrent, par exemple, que le bénévolat contribue à la réduction du taux de mortalité et de dépression, améliore les fonctions physiques, la santé générale, le bien-être et la qualité de vie, développe le sentiment d'accomplissement et la motivation, et génère davantage d'autonomie. Ces bénéfices ont été documentés dans diverses recherches au cours des dernières décennies et ont même fait l'objet de plusieurs revues de littérature systématiques ou de méta-analyses⁴. Il semblerait, comme le suggère l'organisme Vision Mondiale, que « les bénéfices du bénévolat soient infinis »⁵.

Cependant, le bénévolat n'apporte pas uniquement des avantages aux personnes s'y adonnant. Par exemple, dans un sondage mené auprès de 401 bénévoles, 8 % ont déclaré que leur état de santé

s'était détérioré après avoir rejoint un programme de bénévolat⁶. Bien que les auteurs de l'étude concluent que « les effets négatifs de l'expérience de bénévolat ont été très rarement signalés » (traduction libre, p. 98), ces effets sont bien réels.

Si la littérature s'est penchée de manière approfondie sur les bénéfices du bénévolat, elle a manifestement accordé moins d'attention à ses inconvénients. Wilson et ses collègues⁷ résument ce point clairement :

« Nous disposons d'une montagne de preuves mettant en évidence les effets positifs du bénévolat sur les membres et les bénévoles dans de nombreux domaines clés, allant de la santé physique et mentale aux avantages financiers et à la participation politique. Cependant, malgré des preuves très claires des effets négatifs, bien moins d'études les ont explorés. »

Connaître les inconvénients potentiels du bénévolat est essentiel pour les organismes qui s'appuient sur cette forme de soutien. Cette compréhension peut les aider à mieux élaborer leur programme, offrir une expérience plus enrichissante aux bénévoles et à corriger certaines pratiques susceptibles de leur nuire ou améliorer la relation qu'ils entretiennent avec eux⁸.

Les impacts négatifs du bénévolat

Les conséquences négatives du bénévolat sont regroupées en quatre thèmes principaux⁹: 1) l'investissement en temps dans le bénévolat, 2) le domaine d'action bénévole, 3) la symbolique des domaines d'action bénévole, et, enfin, 4) la gestion des bénévoles.

Premièrement, l'investissement en temps peut entraîner des conséquences négatives pour les bénévoles. En effet, un engagement accru en temps de bénévolat augmente la probabilité de vivre des situations de stress, en raison des difficultés à intégrer ces activités dans la vie quotidienne¹⁰. Cette intensité peut conduire au surmenage et, éventuellement, à l'épuisement professionnel ou « burn-out »¹¹. Toutefois, l'intensité n'est pas la seule explication des impacts négatifs tels que l'épuisement. Le temps consacré à une organisation peut également être en soi une source de problèmes¹². En effet, une personne en relation prolongée avec un organisme est plus susceptible de ressentir de l'épuisement¹³.



Connaître les inconvénients potentiels du bénévolat est essentiel pour les organismes qui s'appuient sur cette forme de soutien. Cette compréhension peut les aider à mieux élaborer leur programme, offrir une expérience plus enrichissante aux bénévoles et à corriger certaines pratiques susceptibles de leur nuire ou améliorer la relation qu'ils entretiennent avec eux.



Deuxièmement, des conséquences négatives peuvent découler du domaine d'action spécifique de bénévolat. Cela s'explique par le fait que certains domaines exposent les bénévoles à des risques ou à des inconforts psychologiques plus importants que d'autres. Par exemple, les pompiers volontaires peuvent être enclins à développer des troubles de stress post-traumatique (TSPT)¹⁴. De même, les bénévoles travaillant auprès de personnes atteintes de maladies graves telles que le VIH/SIDA peuvent être à risque de ressentir de la fatigue émotionnelle, de la dépression ou de l'épuisement professionnel^{15,16}. Des effets similaires peuvent également survenir chez les bénévoles intervenant dans des contextes

de sinistres, comme les tremblements de terre, les attaques terroristes ou les accidents d'avion¹⁷. Ceci est particulièrement le cas chez les bénévoles qui gèrent des appels d'urgence¹⁸.

Troisièmement, au-delà des risques ou défis liés à des domaines spécifiques, la symbolique associée à certains domaines d'action bénévole peut également engendrer des impacts négatifs pour les bénévoles. En effet, l'acte bénévole est lié au concept de soi et constitue une partie intégrante du projet identitaire des individus^{19,20,21}. Ainsi, s'engager dans certaines actions bénévoles associées à des domaines d'activité souvent chargés de préjugés ou de jugements sociaux négatifs peut nuire à l'identité des bénévoles et affecter leurs relations sociales et professionnelles. Par exemple, des femmes impliquées dans le mouvement des suffragettes au début du 20e siècle aux États-Unis ont subi des gestes de violence et même l'emprisonnement²².

Finalement, les bénévoles peuvent ressentir des conséquences négatives de leurs activités en raison d'une gestion inadéquate de l'organisme qui les accueille. Par exemple, une modification fréquente des politiques organisationnelles, un roulement trop élevé de l'équipe de gestion ou du personnel, ainsi qu'un manque d'effectifs, sont autant d'éléments susceptibles d'accroître le stress et les risques d'épuisement professionnel des bénévoles²³. De plus, des changements importants dans l'organisation, couplés à une mauvaise communication avec les bénévoles, pourraient également engendrer un sentiment d'isolement, une démotivation à accomplir les tâches requises et des difficultés d'adaptation aux changements²⁴. Par ailleurs, une reconnaissance inappropriée du travail des bénévoles et un manque d'information préalable concernant les implications anticipées de l'activité bénévole risquent d'accroître la frustration, le désillusionnement et l'épuisement professionnel^{25,26}. Enfin, un programme de gestion des bénévoles mal développé pourrait placer ces derniers dans une spirale ascendante d'intensité de travail ou limiter leur capacité à réduire leurs engagements, en raison du risque de perdre des jalons hiérarchiques et de devoir accepter des tâches inférieures à leurs compétences²⁷.

Constats sur la littérature

Malgré l'existence d'une littérature sur les conséquences négatives du bénévolat, un déséquilibre

flagrant persiste dans les écrits académiques, lesquels se penchent principalement sur ses effets positifs^{28,29}. Pourtant, les conséquences négatives sont bien réelles. Les activités de bénévolat peuvent être difficiles et épuisantes. Il n'est pas surprenant que les bénévoles qualifient souvent leurs engagements de « travail »³⁰.

Les effets négatifs peuvent avoir des répercussions significatives pour les organismes. Par exemple, la détérioration de la santé mentale des bénévoles peut entraîner une diminution de la qualité des services, une augmentation de l'absentéisme et un taux de roulement problématique³¹.

La littérature actuelle sur les conséquences du bénévolat est largement fragmentée et ne propose pas d'analyse systématique et globale. De plus, les conséquences identifiées font souvent l'objet d'études menées auprès de différentes organisations. Par conséquent, les effets positifs et négatifs du bénévolat sont généralement traités de manière distincte, en silo. Ainsi, il manque une analyse systémique et dynamique des facteurs et de leurs effets combinatoires pour comprendre comment des conséquences positives ou négatives peuvent émerger et évoluer, et en particulier, comment des expériences positives et négatives peuvent coexister et évoluer au sein d'une même organisation. Wilson et ses collègues³² résument cette situation en trois points pour les bénévoles :

« Le bénévolat pourrait être bénéfique pour vous, mais vous ne pouvez pas présumer qu'il le sera toujours ; le bénévolat pourrait être nuisible pour vous, mais nous ne savons pas si cela est dû à la nature du bénévolat, aux tâches effectuées ou au contexte des activités ; le soutien inconditionnel au bénévolat, basé uniquement sur l'évidence de ses bénéfices, est potentiellement biaisé et dangereux. »

La littérature actuelle ne permet pas d'explorer systématiquement les mécanismes organisationnels qui visent à éliminer les effets négatifs et à maximiser les effets positifs pour les bénévoles. Par ailleurs, l'étude de la gestion des bénévoles en tant que stratégie de gestion des relations³³ n'en est qu'à ses débuts³⁴.

Le bénévolat ne peut être considéré comme un substitut au travail salarié. Il est fondamentalement complémentaire à ce dernier et demande à être

reconnu à sa juste valeur qui en est une de partage.

Le bénévolat devrait être considéré comme un engagement sérieux³⁵ et mériter une attention soutenue de la part des organismes. Ces derniers auraient avantage à se doter d'une meilleure compréhension des motifs des bénévoles, leurs intérêts, besoins et motivations. Ils bénéficieraient de programmes de bénévolat qui soient diversifiés, adaptés aux différents besoins des bénévoles, et veiller à bien les orienter au sein de ces programmes. Une meilleure planification, une gestion plus efficace des bénévoles et une attention accrue à leur réalité permettront ainsi d'éviter des conséquences négatives préjudiciables tant pour les bénévoles que pour l'organisme³⁶.

Notes et références

1. United Nations Volunteers (2021), « 2022 State of the World's Volunteerism Report: Building Equal and Inclusive Societies ».
2. International Labour Office (ILO). 2011. Manual on the Measurement of Volunteer Work. [lien](#)
3. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). 2017. Volunteering Development. [lien](#)
4. Voir par exemple « l'analyse parapluie » suivante qui répertorie 25 revues de littérature systématiques et méta-analyses sur les effets bénéfiques du bénévolat : Nichol, B., Wilson, R, Rodrigues, A., & Haighton, C. (2024), « Exploring the effects of volunteering on the social, mental, and physical health and well-being of volunteers: An umbrella review », *Voluntas*, vol. 35, 97-128.
5. Inspiré du titre du blogue de Vision Mondiale « The endless benefits of volunteering » publié le 10 avril 2023. [lien](#)
6. Nancy Morrow-Howell, N., Hong S-L, & Tang F. (2009), « Who benefits from volunteering? Variations in perceived benefits », *The Gerontologist*, vol. 49 (1), 91-102.
7. Wilson, J., Son, J., Smith, D.H., & Grotz, J. (2016). « Longer-term volunteering impacts on volunteers and association members/participants », in Smith, D.H., Stebbins, R.A., & Grotz, J. (eds), *The Palgrave Handbook of Volunteering, Civic Participation, and Nonprofit Associations*, p.1300, traduction libre.
8. Voir par exemple l'article suivant qui décrit l'importance pour les OBNL/ONG de mettre en place des pratiques permettant de créer des relations optimales avec les bénévoles : Gruber, V., & Deschenes, J. (2024), « Managing brand relationship plurality: Insights from the nonprofit sector », *Journal of Marketing*, vol. 88(6), 24-42.
9. Ce regroupement est effectué afin de simplifier la présentation de la littérature. Dans la réalité, les effets ne sont pas forcément vécus en isolation. Ils sont souvent combinés.
10. Windsor, T., Anstey, K., & Rodgers, R. (2008), « Volunteering and psychological well-being among young-old adults: How much is too much? » *The Gerontologist*, vol. 48(1), 59-70.
11. Talbot, A. (2015). « The negative impacts of volunteering: A qualitative case study of one UK scout group », *Voluntary Sector Review*, vol. 6(2), 209-220.
12. Moreno-Jiménez, M. P., & Villodres M. C. (2010), « Prediction of burnout in volunteers », *Journal of Applied Social Psychology*, vol. 40(7), 1798-1818.
13. Il faut noter cependant que le facteur temporel n'est pas le seul élément causant l'épuisement. Selon Moreno-Jiménez et Villodres (2010), la motivation intrinsèque à faire du bénévolat la satisfaction de vie et l'intégration dans l'organisation diminuerait les risques d'épuisement.
14. Bryant, R. A., & Harvey, A.G. (1996), « Post-traumatic stress reactions in volunteer fire Fighters », *Journal of Traumatic Stress*, vol. 9(1), 51-62.
15. Ironson, G. (2007), « Altruism and health in HIV », in Post, S. (ed.), *Altruism and Health*, New York: Oxford University Press, 70-81.
16. Hoffman, M. (2008), « Empathy and prosocial behavior », in Lewis, M. Haviland-Jones, J. et Barrett, L. (eds.), *Handbook of Emotions*, New York: Guilford Press, 440-455.
17. Thormar, S., Gersons, B., Juen, B., Marschang, A., Djakababa, M., & Olf, M. (2010), « The mental health impact of volunteering in a disaster setting », *Journal of Nervous and Mental Disorders*, vol. 198(8), 529-538.
18. Willems. R., Drossaert, C., Vuijk, P., & Bohlmeijer, E. (2020), « Impact of crisis line volunteering on mental wellbeing and the associated factors: A systematic

- review », *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 17(5), 1641-1663.
19. Randle, M., & Dolnicar, S. (2011), « Self-congruity and volunteering: a multi-organisation comparison », *European Journal of Marketing*, vol. 45(5), 739-758.
20. Grönlund, H. (2011), « Identity and volunteering intertwined: reflections on the values of young adults », *Voluntas*, vol. 22(4), 852-874.
21. Wymer, W. W., & Samu, S. (2002), « Volunteer service as symbolic consumption: gender differences and occupational differences in volunteering », *Journal of Marketing Management*, vol. 18(9/10), 971-989.
22. Ford, L. G. (1991), « Iron-jawed angels: The suffrage militancy of the National Woman's Party 1912-1920 », Lanham, MD: University Press of America.
23. Cyr, C., & Dowrick, P.W. (1991), « Burnout in crisisline volunteers », *Administration and Policy in Mental Health and Mental Health Services Research*, vol. 18, 343-354.
24. Sundram, F., Corattur, T., Dong, C., & Zhong, K. (2018), « Motivations, expectations and experiences in being a mental health helplines volunteer », *International Journal of Environmental Research on Public Health*, vol. 15 (10), 2123-2136.
25. Musick, M., & Wilson, J. (2008), « Volunteers: A social profile », Bloomington, IN: Indiana University Press.
26. Mishara, B. L., & Giroux, G. (1993), « The relationship between coping strategies and perceived stress in telephone intervention volunteers at a suicide prevention center », *Suicide and Life-Threatening Behavior*, vol. 23 (3), 221-229.
27. Talbot, A. (2015), « The negative impacts of volunteering: A qualitative case study of one UK Scout group », *Voluntary Sector Review*, vol. 6(2), 209-220.
28. Musick, M., & Wilson, J. (2008), « Volunteers: A social profile », Bloomington, IN: Indiana University Press.
29. Wilson, J., Son, J., Smith, D.H., & Grotz, J. (2016). « Longer-term volunteering impacts on volunteers and association members/participants », in Smith, D.H., Stebbins, R.A., & Grotz, J. (eds), *The Palgrave Handbook of Volunteering, Civic Participation, and Nonprofit Associations*, 1284-1311.
30. Talbot, A. (2015), «The negative impacts of volunteering: A qualitative case study of one UK Scout group», *Voluntary Sector Review*, vol. 6(2), 209-220.
31. Willems. R., Drossaert, C., Vuijk, P., & Bohlmeijer, E. (2020), « Impact of crisis line volunteering on mental wellbeing and the associated factors: A systematic review », *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 17(5), 1641-1663.
32. Wilson, J., Son, J., Smith, D.H., & Grotz, J. (2016), « Longer-term volunteering impacts on volunteers and association members/participants », in Smith, D.H., Stebbins, R.A., & Grotz, J. (eds), *The Palgrave Handbook of Volunteering, Civic Participation, and Nonprofit Associations*, p. 1301, traduction libre.
33. La gestion des relations est bien étudiée de façon générale en marketing sous l'aspect de la relation à la marque ou « brand relationship theory ». Voir entre autres l'article classique suivant : Fournier, S. (1998), « Consumers and their brands: Developing relationship theory in consumer research », *Journal of Consumer Research*, vol. 24(4). 343-353.
34. Gruber, V., & Deschenes, J. (2024), « Managing brand relationship plurality: Insights from the nonprofit sector », *Journal of Marketing*, vol. 88(6), 24-42.
35. Le « loisir sérieux » (serious leisure) est défini comme « la poursuite systématique d'une activité principale d'amateur, de passionné ou de bénévole, suffisamment substantielle, intéressante et épanouissante pour que le participant y trouve une vocation, en y acquérant et exprimant une combinaison de compétences, de connaissances et d'expériences spécifiques ». Source: Stebbins, R. A. (2015), *Serious Leisure: A perspective for Our time*, New Brunswick et Londres: Transaction Publishers, p. XX, traduction libre.
36. L'article de Gruber et Deschenes (2024) offre quelques pistes de réflexion préliminaires afin de développer des programmes plus adaptés aux réalités distinctes des bénévoles.

PHILANTHROPIE SOUS TENSION | PHILANTHROPY UNDER PRESSURE



Credit : Tommy Trenchard

PHILANTHROPIE SOUS TENSION PHILANTHROPY UNDER PRESSURE

Connecting the Dots: Investigating Institutional Philanthropy's Support of Right-Wing Populism in Canada

By Adam Saifer, Co-director of PhiLab ; Fahad Ahmad, Assistant professor in the Department of Criminology at Toronto Metropolitan University



Adam Saifer is a professor in the Faculty of Management at the University of British Columbia (Okanagan) is the new co-director of the PhiLab Network. He is an interdisciplinary scholar whose research draws on theories of capitalism, nation, and race to critically explore organizational phenomena in the nonprofit and philanthropic sector. His research is oriented around themes of social and economic justice, as well as research partnerships with community-led organizations.

Fahad Ahmad is an Assistant Professor in the Department of Criminology at Toronto Metropolitan University. Prior to joining Toronto Metropolitan University, he was a postdoctoral research fellow at the Centre for Criminology and Sociolegal Studies at the University of Toronto. He obtained his PhD at the School of Public Policy and Administration at Carleton University. His doctoral research, supported by SSHRC and the Pierre Elliott Trudeau Foundation, comparatively examined the securitization of Muslim civil society organizations under national security regimes in Canada and the U.K. He is currently preparing a book manuscript based on his dissertation.

Institutional philanthropy—independent foundations using private assets for public purposes—is widely regarded as an important tool for achieving social

inclusion (Canadian Revenue Agency, 2017; Phillips, 2018). Yet, there is growing global evidence suggesting that some philanthropic foundations are propping up movements that deploy violent tactics against immigrants, racialized people, women's rights groups, and other marginalized communities (e.g., Barzegar & Arain, 2019; Kulish & McIntire, 2019; Rosc, 2022). These movements represent the rise of "right-wing populism" (RWP): a nativist ideology that subscribes to a worldview of "pure people" protecting the social order of their nations against corrupt elites and alien others, notably racialized migrants and Muslims (Gerbaudo, 2022; Mudde & Kaltwasser, 2017). In North America and Europe, RWP overlaps with white nationalism, explaining the rise of authoritarian leaders like Donald Trump in the U.S., Geert Wilders in the Netherlands, and Georgia Meloni in Italy.

At a time when Canada is reckoning with the amplification of RWP views—exemplified in the so-called "Freedom Convoy" as well as within electoral politics (Erl, 2020; Kestler-D'Amours, 2022)—this article proposes theoretical mechanisms through which Canadian philanthropy enables and supports RWP organizations and movements that coalesce around white nationalist, anti-immigrant, Islamophobic, and anti-feminist ideologies. While critical scholars have examined the relationship between philanthropy and

social injustice (Paarlberg, 2022) through the lens of colonial dispossession (Villaneuva, 2020), racial capitalism (Saifer & Zanoni, 2024), depoliticization (Francis, 2019), and anti-democracy (Reich, 2018), there remains a gap in the study of ways in which philanthropy knowingly or inadvertently enables RWP movements and organizations. Additionally, while the mechanisms of support for right-wing and fascist movements in Europe and the U.S. have generated considerable research interest (e.g., Bacchetta & Power, 2013; Blee & Creasp, 2010; Rosenthal, 2020; Stefancic & Delgado, 1996), they have received little attention in the Canadian context.

Addressing these gaps, our article proposes four mechanisms through which philanthropy supports RWP. The insights in this article emerge as part of our SSHRC Insight Development Grant funded study that asks: **what role does institutional philanthropy play in the legitimization and mainstreaming of right-wing populism in Canada?** In the SSHRC project, we use a social network analysis to map the extent of financial and board networks between philanthropic institutions and RWP actors and organizations in Canada. We offer novel ways to consider how the philanthropic sector deliberately or inadvertently supports racial, gender, and class inequalities. Additionally, the project generates insight into the material and symbolic modalities through which institutional philanthropy enables RWP to take hold within the national imaginary. Such an investigation is particularly urgent in Canada given the widely held—yet empirically false—assumption that Canada has resisted RWP and white nationalism (Crosby, 2021; Kwak, 2020; Laycock, 2005; Perry & Scrivens, 2015, 2016).

Mechanisms of mainstreaming right-wing populism

Elite philanthropy's power is mainly ideological, which is to say, it is not commonly exercised by making coercive demands but by legitimizing and naturalizing contingent political-economic structures and institutional arrangements (Kapoor, 2012; Roelofs, 2015). Through philanthropy, elites exchange financial capital for symbolic and social capital, which can be leveraged to circulate, reproduce, and validate social programs and discourses that reflect their interests and exclude alternatives in a given context (Hamilton & Hamilton, 2024). To understand the ideological power of philanthropy, the example of climate change

funding is instructive. Among a range of market and non-market responses to the climate crisis, progressive foundations in Canada have committed to fighting climate change by funding market-oriented initiatives working toward a net-zero carbon economy. Implied in these efforts is (1) that fighting climate change by reducing CO2 emissions is of vital importance and (2) that fighting climate change is best achieved through market-friendly “green” growth and innovations in the financial sector. This illustrates how philanthropic funding can prioritize particular political-economic agendas.

In this article, we propose four ideological mechanisms through which elite philanthropy facilitates the mainstreaming of RWP ideas and beliefs. We conceptualize mainstreaming as “the process by which [...] discourses and/or attitudes move from marginal positions on the political spectrum or public sphere to more central ones, shifting what is deemed to be acceptable or legitimate in political, media, and public circles and contexts” (Brown et al., 2023, p. 170). Under each proposed mechanism, we highlight cases of foundations that emerge as important nodes in our mapping of financial links and leadership interlocks between philanthropic institutions and RWP actors and organizations in Canada.



What role does institutional philanthropy play in the legitimization and mainstreaming of right-wing populism in Canada?



1. Financing think tanks that push RWP ideas into the mainstream:

Philanthropic funding for conservative think tanks facilitates the movement of RWP ideas into mainstream policy debates. These organizations produce reports, host events, and engage traditional and social media strategies to legitimize xenophobic and exclusionary discourses, framing them as academically grounded or pragmatically necessary. Nativist and racist views are often interspersed with more conventional conservative economic policy positions (e.g., tax cuts and deregulation) in ways that shift the boundaries of what constitutes the conservative mainstream. For example, whereas the Fraser Institute maintains a consistent opposition to taxation, the Aristotle Foundation regularly targets diversity, equity, and inclusion (DEI) policies (e.g., Haskell, 2024). Think tanks like the Fraser Institute, CD Howe Institute, the Aristotle Foundation for Public Policy, and the True North Centre for Public Policy are registered charities funded primarily through philanthropic donations yet play a significant role in mainstreaming RWP ideas and actors.

2. Associating philanthropic activities with national “values” to rehabilitate nativist worldviews:

Elite philanthropists can tie their activities to narratives around national identity and patriotism, positioning their support for RWP-aligned policies as expressions of national pride. As a branding strategy, philanthropic elites can deploy national identity to obscure the violent processes of capital accumulation that generate their charitable assets (Kapoor, 2012). Dehumanization of the foreign “Other” within global supply chains or through resource extraction in the Global South becomes justified as it generates philanthropic dollars for “deserving” Canadian citizens, advancing a kind of philanthropic “welfare chauvinism” (see, de Koster et al., 2013). Nation branding can also obscure broader histories of settler-colonialism foundational to the Canadian nation-state (Saifer, 2021). In a similar vein, elite philanthropists can rehabilitate nativist worldviews, making them more palatable to a broader audience. For example, Peter Munk—celebrated philanthropist and head of mining giant Barrick Gold—once said “gang rape is a cultural habit” in Papua New Guinea where Barrick Gold had mining operations (Posner, 2011). This kind

of racially charged civilizational discourse is a hallmark of RWP that Munk can normalize under cover of his extensive philanthropic endeavours.

3. Leveraging philanthropic reputation to inject RWP discourse into the mainstream directly:

Philanthropy’s association with selflessness and “goodness” (Ahmad & Saifer, 2023) earns wealthy elites social legitimacy that can be used to insert RWP ideologies into public discourse. By attaching their names to philanthropic causes or institutions, right-wing donors are solidified as legitimate actors within the mainstream. They can then use this legitimacy to lend credibility to exclusionary politics and worldviews. For example, elite philanthropists like Gwyn Morgan (of the Gwyn Morgan and Patricia Trotter Foundation) draws on his reputation as a major donor to write op-eds for mainstream news outlets. However, these op-eds advance RWP talking points such as climate change denial (e.g., Morgan, 2019) and anti-immigration discourses that tie racialized immigrants to the healthcare and housing affordability crisis (e.g., Morgan 2023, 2024). The halo of philanthropy obviates any serious inquiry into the substance of these op-eds. Thus, philanthropy provides elites with social and symbolic capital (Hamilton & Hamilton, 2024) that can then be leveraged to mobilize exclusionary views.

4. Co-opting “neutral” discursive space for the normalization of RWP:

Elite philanthropists can target seemingly ideologically neutral areas, such as education or public policy forums, to normalize RWP ideas. Perceived impartiality or neutrality in these spaces provides RWP actors generous space for exposing their agendas and discourses, reducing the confrontation or criticism posed against them, and portraying them as experts (Merino & Kinnvall, 2022). A prominent example is the Munk Debates, a semi-annual series of debates on major policy issues held in Toronto, Canada. Funded by Peter Munk’s Aurea Foundation, the Munk debates bring together four debaters, two representing each ‘side’ of an issue, to argue for or against a motion on a relevant and current topic. Recent motions include: “Be it Resolved, anti-Zionism is antisemitism” and “Be it resolved, don’t trust Mainstream Media.” The Munk Debates have routinely provided a platform for extreme right-wing figures like Steve Bannon,

Douglass Murray, and Nigel Farage, among others (BBC News, 2018). The fringe ideas of the radical right are legitimized as these actors and discourses are placed on 'equal footing' with mainstream actors and ideas and invited to comment on the topic at hand (Ekström, Patrona, & Thornborrow, 2020). This strategy obscures the ideological motivations behind their funding, embedding RWP discourses in mainstream institutions without overt confrontation.

The above four mechanisms demonstrate how elite philanthropy—through non-coercive ideological mechanisms—promotes and normalizes nativist and xenophobic discourses. Our analysis further makes a case for liberal and progressive grantmaking foundations to grapple with their roles and responsibilities to curtail the mainstreaming of RWP ideologies. This involves appreciating the different dimensions through which RWP enters the mainstream. We call for funders to advocate for policies that will disincentivize philanthropic giving to groups that harbour RWP ideologies. Additionally, we invite grantmakers to consider directly confronting and challenging RWP philanthropic actors through their own philanthropic practices.

Conclusion

Right-wing populism (RWP) represents a worldview that coalesces around nativist and conservative ideas. RWP defines “the people” by imagined ethnic and national traits, claiming their wishes are ignored by “elites” running the current political systems. While RWP points to legitimate socioeconomic grievances, its underlying driver is a fear of outsiders. Adherents of RWP believe that states should be controlled by the “native” group of “the people” and sees “non-native” people as threats to the nation-state (Mudde & Kaltwasser, 2017). Unlike liberal multiculturalism, RWP supports ethno-nationalism, Islamophobia, and anti-immigrant sentiments. It often targets those seen as “ethnically, culturally, and religiously foreign” (Pelinka, 2013, p. 8). RWP adopts a “post-class” view that rejects the conventional divide between the working and ruling class; this allows economic and political elites—including elite philanthropists—to speak on behalf of the “people” and their grievances. In this context, our study underlines the mechanisms through which elite philanthropists facilitate the mainstreaming of RWP. Our insights emerge from a broader study of networks of RWP actors in Canada.

Canada finds itself at a critical juncture of renationalization as US President Donald Trump makes apparent challenges to Canadian sovereignty. In this light, our study prompts a consideration of how RWP proliferates in the national context of Canada that differs from the US due to its stronger social safety net and multicultural policies. Our research showcases how philanthropic foundations—generally understood as positive social actors—may contribute to producing, circulating, and legitimizing RWP ideologies.

References

- Ahmad, F., & Saifer, A. (2024). The ideological work of philanthropic myths: A study of post-pandemic disbursement quota reforms in Canada. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 35(4), 649-660.
- Bacchetta, P., & Power, M. (2013). *Right-wing women: From conservatives to extremists around the world*. Routledge.
- Barzegar, A., & Arain, Z. (2019). Hijacked by hate: American philanthropy and the Islamophobia network. Council on American-Islamic Relations. [link](#)
- BBC News. (2018). Bannon plan for Europe-wide populist 'supergroup' sparks alarm. BBC News. [link](#)
- Blee, K. M., & Creasap, K. A. (2010). Conservative and right-wing movements. *Annual review of Sociology*, 36(1), 269-28
- Brown, K., Mondon, A., & Winter, A. (2023). The far right, the mainstream and mainstreaming: Towards a heuristic framework. *Journal of Political Ideologies*, 28(2), 162-179.
- De Koster, Willem, Peter Achterberg, and Jeroen van der Waal. 2013. “The New Right and the Welfare State: The Electoral Relevance of Welfare Chauvinism and Welfare Populism in the Netherlands.” *International Political Science Review* 34 (1): 3–20.
- Ekström, M., Patrona, M., & Thornborrow, J. (2020). The normalization of the populist radical right in news interviews: a study of journalistic reporting on the Swedish democrats. *Social Semiotics*, 30(4), 466-484
- Erl, C. (2021). The people and the nation: The “thick” and the “thin” of right-wing populism in Canada. *Social Science Quarterly*, 102(1), 107-124.

- Francis, M. M. (2019). The price of civil rights: Black lives, white funding, and movement capture. *Law & Society Review*, 53(1), 275-309.
- Gerbaudo, P. (2022). Theorizing reactive democracy: The social media public sphere, online crowds and the plebiscitary logic of online reactions. *Democratic Theory*, 9(2), 120-138.
- Hamilton, C., & Hamilton, M. (2024). *The Privileged Few*. John Wiley & Sons.
- Kapoor, I. (2012). *Celebrity humanitarianism: The ideology of global charity*. Routledge.
- Kestler-D'Amours, J. (2022). Great replacement: the conspiracy theory stoking racist violence. Al Jazeera Media Network. [link](#)
- Kulish, N., & McIntire, M. (2019). Why an Heiress Spent Her Fortune Trying to Keep Immigrants Out. *International New York Times*. [link](#)
- Kwak, L. J. (2020). Problematizing Canadian exceptionalism: A study of right-populism, white nationalism and Conservative political parties. *Oñati Socio-Legal Series*, 10(6), 1166-1192.
- Laycock, D. (2005). Populism and the new right in English Canada. In F. Panizza (Ed.), *Populism and the Mirror of Democracy* (pp. 172-203). Verso.
- Kisic Merino, P., & Kinnvall, C. (2023). Governing emotions: Hybrid media, Ontological Insecurity and the normalisation of far-right fantasies. *Alternatives*, 48(1), 54-73.
- Morgan, G. (2019, August 4). Climate change myths and utter hypocrisy. *Times Colonist*. [link](#)
- Morgan, G. (2023, December 21). How will higher immigration fix our health care and housing crises? *The Financial Post*. [link](#)
- Morgan, G. (2024a, January 31). Immigrants will not find housing or adequate health care. *Times Colonist*. [link](#)
- Mudde, C. (2017). *Populism: A Very Short Introduction*. Oxford University Press.
- Pelinka, A. (2013). Right-wing populism: Concept and typology. *Right-wing populism in Europe: Politics and discourse*, 3-22.
- Paarlberg, L., Walk, M., & Merritt, C. C. (2022). *Six Blind Men and One Elephant—Proposing an Integrative Framework to Advance Research and Practice in Justice Philanthropy*. *Journal of Public and Nonprofit Affairs*, Forthcoming.
- Perry, B., & Scrivens, R. (2015). Uneasy alliances: A look at the right-wing extremist movement in Canada. *Studies in Conflict & Terrorism*, 39(9), 819-841.
- Perry, B., & Scrivens, R. (2016). White pride worldwide: Constructing global identities online. *The globalisation of hate: Internationalising hate crime*, 65-78.
- Phillips, S. D. (2018). Dancing with giraffes: Why philanthropy matters for public management. *Canadian Public Administration*, 61(2), 151-183.
- Posner, M. (2011, February 18). Peter Munk's reflections on being a winner. *Globe and Mail*. [link](#)
- Reich, R. (2018). *Just giving: Why philanthropy is failing democracy and how it can do better*. Princeton University Press.
- Roelofs, J. (2015). How foundations exercise power. *American Journal of Economics and Sociology*, 74(4), 654-675.
- Rojc, P. (2022, July 6). Crusaders: The philanthropic funders that helped bring an end to Roe v. Wade. *Inside Philanthropy*. [link](#)
- Rosenthal, L. (2020). *Empire of resentment: Populism's toxic embrace of nationalism*. The New Press.
- Saifer, A. (2021). Philanthropic nation branding, ideology, and accumulation: Insights from the Canadian context. *Journal of Business Ethics*, 173(3), 559-576.
- Saifer, A., & Zanoni, P. (2024). The political economy of accountability: Philanthropy's 'double dispossession' of racial justice organizations under racial capitalism. *Human Relations*. <https://doi.org/10.1177/00187267241303268>
- Stefancic, J., & Delgado, R. (1996). *No mercy: How conservative think tanks and foundations changed America's social agenda*. Temple University Press.
- Villanueva, E. (2020). *Decolonizing wealth: Indigenous wisdom to heal divides and restore balance*. Berrett-Koehler Publishers.

PHILANTHROPIE SOUS TENSION PHILANTHROPY UNDER PRESSURE

Défis de la décolonisation et solidarité internationale

Par Diane Alalouf-Hall, *Responsable de la valorisation et de la formation au PhiLab*



Diane Alalouf-Hall est professeure associée à l'UQAM et chercheure au PhiLab depuis 2016. Elle a été coordonnatrice du Réseau PhiLab puis du directrice du PhiLab Québec et maintenant responsable de la valorisation et de la formation au PhiLab. À titre de chercheure, Diane mène une recherche postdoctorale avec la Fondation Mirella et Lino Saputo intitulée « Regards croisés sur les dons des fondations subventionnaires et la subsidiarité de l'État en lien avec la cause aînée ». Cette recherche vise à définir les frontières entre l'intervention philanthropique subventionnaire et celle de l'État concernant la cause des personnes aînées au Québec. Diane enseigne la gestion philanthropique à l'UdeM.

Cet article explore les enjeux de décolonisation dans la solidarité internationale (SI)ⁱ. Ces enjeux sont devenus évidents avec la fin de l'ère coloniale, laquelle a vu émerger un nouveau paradigme humanitaire dans le Sud global. Ce paradigme est apparu dès que des organisations de la solidarité internationale² (OSI) en sont venues à occuper une place centrale dans les États nouvellement indépendantsⁱ. Ces organisations ont répondu aux crises tout en promouvant la modernisation de ces sociétés.

Des événements complexes, comme la famine en

Somalie ou le génocide du Rwanda, ont mis en évidence les limites des modèles traditionnels. Répondre à ces événements nécessitait une approche plus professionnelle, structurée et standardiséeⁱⁱ.

Depuis des décennies, les grandes ONG humanitaires et de développement sont critiquées pour leurs pratiques coloniales, avec des structures décisionnelles dominées par des individus occidentaux majoritairement blancsⁱⁱⁱ. Leur personnel se divise entre bénévoles et volontaires – lesquels ne bénéficient pas des mêmes avantages – et employés, eux-mêmes partagés entre expatriés³ occupant souvent des postes de direction et travailleurs locaux, ne disposant pas des mêmes conditions que les premiers^{iv}.

Par ailleurs, la vision de la pauvreté, focalisée sur le « retard » des pays démunis^v, ignorait les inégalités présentes dans les pays riches où ces organisations sont souvent basées^{vi}. Récemment, des mouvements sociaux contemporains, tels que Black Lives Matter (BLM) et #MeToo, ont transformé la perception des rapports de pouvoir et des inégalités raciales^{vii} avec des profondes remises en question concernant le rôle et la structure de la solidarité internationale.

Ces dits mouvements ont amené les OSI à réévaluer leurs pratiques en faveur d'approches décoloniales^{viii}. Au Québec, par exemple, le Centre d'étude et de

coopération internationale (CECI) a annoncé sa volonté décoloniale en internationalisant ses modalités de gouvernance, un processus qui fut accéléré par la Covid-19^{ix}.

Décolonisation : de quoi parle-t-on ?

Souvent associée aux luttes d'indépendance, la décolonisation réfère à une réalité plus large. D'origine historique européenne, la décolonisation désigne la fin des empires coloniaux^x. Pour les peuples colonisés et les penseurs postcoloniaux, tels que Césaire ou Fanon, elle fut marquée par des luttes intenses^{xi}.

Fanon^{xii} insiste sur l'indissociabilité de la décolonisation et de la violence : elle ne se limite pas à une transition administrative, mais constitue une rupture imposée par la lutte. Saïd^{xiii} y ajoute l'analyse de l'exploitation comme un héritage durable.

Les approches décoloniales précisent que la domination coloniale se présente sous des formes économiques, culturelles et institutionnelles bien au-delà des luttes pour les indépendances^{xiv}. Ainsi, Tamale^{xv} prône une décolonisation intersectionnelle intégrant les dimensions de genre, de race et de justice sociale, tandis que Melasuo^{xvi} soutient que le processus décolonial doit inclure toute action politique, culturelle ou armée visant à abolir un régime colonial.

Dans la pratique, la décolonisation varie selon les contextes.

Certains États l'abordent sous l'angle diplomatique, que ce soit via la restitution d'artefacts^{xvii} ou la reconnaissance des crimes coloniaux⁴. Toutefois, cette démarche suscite des résistances, notamment de la part de courants conservateurs dénonçant une lecture culpabilisante de l'histoire (Blanchard, 2009 ; Roger, 2017). En France, la loi du 23 février 2005, valorisant le « rôle positif » de la colonisation, a d'ailleurs contribué à raviver cette lecture^{xviii}.

Aux États-Unis, l'administration Trump a adopté une posture à la fois impérialiste et colonialiste hostile aux approches critiques des rapports de pouvoir. Sa politique repose sur une double dynamique : d'une part, une ambition impérialiste assumée et décomplexée^{xix}, et, d'autre part, une offensive idéologique visant à délégitimer toute remise en question des structures de domination historiques. Sur le plan géopolitique, le Président Trump a

exprimé des velléités expansionnistes, allant jusqu'à proposer l'annexion du Groenland⁵, du canal de Panama ou du Canada. Il envisage même le projet de déporter le peuple palestinien hors de Gaza pour en faire une destination touristique élitiste⁶. Sur le plan idéologique, son hostilité est manifeste envers les approches décoloniales, qui articulent justice sociale, intersectionnalité et critique des inégalités. Considérées comme une menace, elles font face à des restrictions croissantes en matière de financement académique^{xx} et philanthropique^{7, xxi}. La réduction des incitations fiscales aux dons risque d'affaiblir le secteur associatif, déjà fragilisé par la diminution des financements et l'augmentation des besoins due aux coupes dans les programmes sociaux. Cette situation en plus de la suppression de plus des 90 % des financements à l'étranger de l'USAID^{xxii} constituent des freins majeurs aux initiatives de décolonisation portées par les acteurs étatsuniens de la SI.



Les approches décoloniales précisent que la domination coloniale se présente sous des formes économiques, culturelles et institutionnelles bien au-delà des luttes pour les indépendances.



Les héritages coloniaux dans la SI

La décolonisation a gagné en reconnaissance dans la SI avec le Grand Bargain⁸ du Sommet humanitaire de 2016, promouvant la « localisation de l'aide^{9, xxiii} ». Cette dernière incite les acteurs à développer le réflexe

et les capacités à mieux intégrer les organisations locales et les nationales aux actions de solidarité^{xxiv}. L'objectif majeur consistant à allouer 25 % du budget humanitaire aux acteurs locaux d'ici 2020 n'a pas été atteint : en 2014, seuls 0,2 % des fonds leur étaient directement destinés^{xxv}.

En 2024, seuls 15 % des 63 signataires du Grand Bargain ont atteint ce seuil (ActionAid, 2021). Cette situation a suscité des sentiments mitigés et une certaine déception, accusant la SI d'être traversée par des dynamiques de « white gaze ». Ce concept renvoie à la critique selon laquelle ce secteur d'activité serait affectée par une norme occidentale, où la « blancheur » définit implicitement la légitimité contre laquelle les personnes (ou organisations) non blanches sont évaluées (Pailey, 2020).

- **Première critique : l'héritage colonial dans la prise de décision**

Dans de nombreuses ONG, la prise de décision reste descendante (Top-Down), et la gestion des ressources demeure concentrée entre les mains d'un personnel majoritairement blanc, basé dans les pays riches anciennement colonisateurs¹⁰ (Cascant-Sempere, 2024).

Un rapport parlementaire britannique sur le racisme dans l'aide a révélé qu'en 2021, seuls 9 % des travailleur·e·s du secteur caritatif au Royaume-Uni étaient issu·e·s de communautés racialisées, contre 12 % dans le secteur privé^{xxvi}. Il existe plusieurs enquêtes^{xxvii} allant dans ce sens : en 2020, 68 % des employé·e·s racialisé·e·s dans les ONG ont rapporté des incidents de racisme^{xxviii}. Une étude de l'Université George Washington¹¹ (2021) a montré que 68 % des travailleur·e·s du Sud global considéraient le traitement des organisations locales comme inférieures comme un frein à la confiance, tandis que 66 % estimaient que le racisme limitait leur accès à des emplois de qualité.

- **Deuxième critique : l'héritage colonial dans la définition de la pauvreté**

Les acteurs de la SI, malgré leur mission, perpétuent une vision binaire entre pays « développés » et « en développement », nourrissant des stéréotypes sur le Sud global^{xxix}. Or, des pays naguère perçus comme bénéficiaires, comme le Brésil ou l'Inde, sont aujourd'hui des donateurs, remettant en question cette dichotomie^{xxx}.



Dans de nombreuses ONG, la prise de décision reste descendante (Top-Down), et la gestion des ressources demeure concentrée entre les mains d'un personnel majoritairement blanc, basé dans les pays riches anciennement colonisateurs.



- **Troisième critique : l'héritage colonial dans la professionnalisation**

Bien que la professionnalisation ait permis une gestion plus structurée des interventions^{xxxi}, elle reste marquée par des héritages coloniaux qui influencent les pratiques. Elle repose souvent sur des normes standardisées définies par des organisations des pays du Nord, renforçant les dynamiques de pouvoir existantes^{xxxii}. Glasman (2021)^{xxxiii} montre, à travers les standards Sphère, que la combinaison de science et politique légitime des rapports de pouvoir sous-jacents. Un aspect visible de cet héritage colonial est la hiérarchie entre expatrié·e·s et travailleur·e·s locaux^{xxxiv}, où la personne expatriée européenne est perçue comme « expert » ou « sauveur »^{xxxv}, tandis que les « locaux » occupent des rôles subalternes^{xxxvi}. Benton (2016)^{xxxvii} souligne que la professionnalisation a conduit à catégoriser les individus selon leur nationalité plutôt que leurs compétences, afin d'éviter les discours raciaux. Enfin, l'évolution vers un modèle de « professionnalisme » neutre masque souvent les

causes politiques des inégalités mondiales, occultant ainsi les rapports de domination derrière les besoins qu'il cherche à adresser.

Le rôle des mouvements sociaux dans la décolonisation de la SI

L'essor de mouvements comme #MeToo et BLM a transformé les débats sur les inégalités systémiques et la justice sociale, influençant aussi le secteur de la SI. Lancé en 2006 par Tarana Burke et popularisé en 2017, #MeToo a révélé l'ampleur des violences sexuelles, y compris dans les OSI. Des scandales ont éclaté, notamment chez Oxfam après les abus commis en Haïti en 2010, entraînant une crise de confiance et des réformes internes^{xxxviii}.

D'autres organisations, comme Save the Children et Médecins Sans Frontières, ont également dû renforcer la protection de leurs employé·e·s et bénéficiaires après des accusations de harcèlement sexuel¹². BLM, né en 2013 après l'acquittement de George Zimmerman, a pris une ampleur mondiale après la mort de George Floyd en 2020, incitant plusieurs organisations à revisiter leur histoire coloniale et leurs pratiques en matière de diversité et d'inclusion^{xxxix}. Des structures comme CARE ont intégré la lutte contre le racisme dans leur mission, tandis que la consultation en ligne de Peace Direct en 2020 a rassemblé plus de 150 acteurs humanitaires pour discuter de la décolonisation de l'aide, mettant en avant la répartition inéquitable des financements et la marginalisation des organisations locales^{xl}. Si #MeToo et BLM ont ouvert la voie à une remise en question des structures de pouvoir, ils restent ancrés dans un contexte étatsunien et ne ciblent pas spécifiquement la solidarité internationale.

Des mouvements plus ciblés, comme #CharitySoWhite, militent directement pour une redistribution des ressources vers les acteurs locaux et une gouvernance plus inclusive dans la SI. 2025, année du 70^e anniversaire de la Conférence de Bandung¹³, pourrait marquer l'émergence de nouveaux mouvements populaires, réaffirmant la lutte contre les formes contemporaines de colonialisme et appelant à un nouvel ordre économique international fondé sur la solidarité, la justice sociale et la décolonisation des savoirs et des pratiques. Décoloniser la gouvernance et lutter contre le « white gaze » en solidarité internationale

Face aux critiques des mouvements sociaux et à la

nécessité de réformer la solidarité internationale (SI), les organisations doivent s'engager dans une transformation de leurs structures et pratiques. Deux axes majeurs émergent :

Repenser les structures de gouvernance en favorisant des réseaux plus inclusifs et décentralisés. ActionAid, par exemple, intègre des représentant·e·s des communautés locales à tous les niveaux décisionnels^{xli}. Le modèle traditionnel des ONG internationales, centralisé dans le Nord, apparaît inadapté aux défis actuels. Dieleman et al. (2019) identifient trois leviers pour une gouvernance plus équitable : 1) structurer les réseaux pour refléter la mutualité, 2) favoriser une culture de collaboration égalitaire et 3) valoriser les contributions des partenaires au-delà du financement. Lutter contre le « white gaze » qui façonne les représentations et pratiques du secteur. Cela implique une révision des stratégies de communication pour éviter les images et récits qui perpétuent une vision occidental-centrée des bénéficiaires^{xlii}. La diversité et l'inclusion ne doivent pas se limiter aux chiffres. Elles doivent s'accompagner d'une transformation des hiérarchies, des modes de collaboration et des mécanismes de prise de décision^{xliii}.

Au sein du CECI, engagé dans ces luttes, la tension entre décolonisation et contraintes pratiques se manifeste, par exemple, dans la difficulté d'adapter les structures internes aux principes décoloniaux ou d'allouer des ressources adéquates aux initiatives locales. De même, chez Oxfam^{xliv}, des employé·e·s expriment les défis de la mise en œuvre concrète d'un changement organisationnel profond. Par ailleurs, des obstacles persistent quant à l'inclusivité et l'accessibilité des efforts décoloniaux. Malgré un engagement clair en faveur de la décolonisation, les campagnes du CECI s'adressent principalement à un public québécois, rendant difficile l'intégration des discours décoloniaux mondiaux. Cette disparité crée une tension entre la mission décoloniale et son application pratique. En outre, la légitimité des organisations de la société internationale (SI) est de plus en plus contestée. Doivent-elles encore représenter les voix d'autres nations, ou cela constitue-t-il une forme de néocolonialisme déguisé ? Si leur rôle dans le développement est reconnu, comment le concilier avec les critiques croissantes sur leur impact local ? Face à l'émergence de mouvements autonomes, populaires, leur avenir dépendra de leur capacité à s'adapter et à soutenir véritablement les dynamiques locales.



Au sein du CECI, engagé dans ces luttes, la tension entre décolonisation et contraintes pratiques se manifeste, par exemple, dans la difficulté d'adapter les structures internes aux principes décoloniaux ou d'allouer des ressources adéquates aux initiatives locales.



Conclusion

En conclusion, cet article met en lumière les dynamiques de décolonisation et les tensions qui traversent les structures de gouvernance des acteurs de la SI. Si la décolonisation reste un concept complexe et multiforme, la critique des pratiques coloniales dans la SI souligne l'urgence d'une transformation des structures de pouvoir, notamment la redéfinition des rapports entre les Nord et Sud globaux.

Les héritages coloniaux dans la prise de décision, la définition de la pauvreté et la professionnalisation des pratiques sont des éléments qui continuent de structurer les inégalités au sein du secteur. Cependant, l'internationalisation des structures de gouvernance montre les obstacles et les contradictions qui demeurent, entre des ambitions décoloniales et des contraintes systémiques.

Il est évident que, bien que des avancées aient été réalisées, la gouvernance décoloniale de la solidarité internationale ne peut se limiter à une réorganisation

administrative ou à une distribution plus équitable des financements. Elle nécessite une transformation profonde des logiques de pouvoir, un réexamen des pratiques de financement et de gestion, ainsi qu'une reconnaissance authentique des savoirs locaux et des expertises au sein des structures de gouvernance.

Notes

1. Cet article est basé sur les résultats de ma thèse portant sur les process de standardisation de l'action humanitaire à l'ère de la décolonisation, d'un postdoctorat sur le cas du CECI et d'une recherche au PhiLab en cours sur l'impact des mouvements sociaux sur la philanthropie et la recherche d'une plus grande justice sociale.

2. La solidarité internationale (SI) est un concept qui englobe les actions et attitudes visant à comprendre et résoudre les inégalités et injustices entre pays ou entre individus de différents pays. Elle est mise en œuvre par des individus, des groupes, des collectivités, et de grandes institutions comme l'ONU et des ONG internationales. Sous l'intitulé OSI, nous entendons les associations et ONG internationales qui sont engagées dans l'aide au développement et l'action humanitaire.

3. Voir l'exemple du PCV canadien financé par Affaires mondiales Canada (AMC) : [lien](#)

4. En décembre 2024, la cour d'appel de Bruxelles a condamné l'État belge pour crime contre l'humanité lié au placement forcé d'enfants métis durant la colonisation. Il s'agit d'une première condamnation de ce genre. [lien](#)

5. Ces actions mettent en évidence les défis persistants auxquels sont confrontés les peuples autochtones dans leur quête d'autodétermination.

6. Déjà cruellement mis en vidéo via l'intelligence artificielle. [lien](#)

7. Le vice-président JD Vance a qualifié deux des plus grandes fondations du pays, la Ford Foundation et la Bill & Melinda Gates Foundation, de « cancers fondamentaux de la société américaine », illustrant une stratégie plus large de démantèlement du soutien aux initiatives considérées comme « woke ».

8. Initialement considéré comme un accord entre les cinq plus grands donateurs et les six plus grandes agences des Nations Unies, le Grand Bargain comprend

maintenant 61 Signataires (24 États, 11 agences des Nations Unies, 5 organisations intergouvernementales et de la Croix-Rouge et 21 ONG) et représente 80% de toutes les contributions humanitaires allouées en 2017 et 76% de l'aide reçue par les agences. (IASC, 2017 ici : [lien](#))

9. Selon la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) « la localisation La localisation consiste à accroître l'investissement international et le respect du rôle des acteurs locaux, dans le but d'augmenter la portée, l'efficacité et la redevabilité de l'action humanitaire. C'est aussi une façon de repenser le secteur à partir de la base - en reconnaissant que l'écrasante majorité de l'aide est déjà fournie par les acteurs locaux. » [lien](#)

10. Cette approche est souvent illustrée par l'image du Land Cruiser blanc des acteurs humanitaires (Goris et Magendane (2021).

11. [Lien](#)

12. Blanchard, P. et al. (2018). Dans Sexe, race & colonies font le lien entre violences sexuelles et héritages coloniaux.

13. La Conférence de Bandung, tenue en 1955 en Indonésie, est événement historique qui a réuni 29 pays d'Asie et d'Afrique, récemment indépendants pour certains ou en lutte pour leur indépendance pour d'autres. Cette conférence est souvent considérée comme le moment fondateur du mouvement des pays non alignés.

Références

i. Barnett, M. (2005). Humanitarianism transformed. *Perspectives on Politics*, 3(4), 723–740

ii. Walker, P., Hein, K., Russ, C., Bertleff, G., & Caspersz, D. (2010). A blueprint for professionalizing humanitarian assistance. *Health Affairs*, 29(3), 407–419.

iii. Bheeroo, L., Billing, L., Ampomah, E.-H., Mafethe, P., & Lally-Francis, A. (2020, June 17). Time to dismantle racism in international development. *BOND*. [lien](#)

iv. Autesserre, S. (2014). *Peaceland: Conflict resolution and the everyday politics of international intervention*. Cambridge University Press.

v. Rostow, W. W. (1965). Les étapes de la croissance économique (M.-J. Du Rouret, Trad.). *Revue*

économique, 16(4), 629-630.

vi. Luetchford, M., & Burns, P. (2003). *Waging the war on want: 50 years of campaigning against world poverty*. War on Want.

vii. Audrey Célestine, Nicolas Martin-Breteau et Charlotte Recoquillon, « Introduction - Black Lives Matter : un mouvement transnational ? », *Esclavages & Post-esclavages* [En ligne], 6 | 2022

viii. Peace Direct. Time to Decolonise Aid. *Peace Direct*; 2021. [lien](#)

ix. Caroline Coulombe, Diane Alalouf-Hall, Myriam Ben Dahmen et François Audet, « Décolonisation humanitaire et transformations structurelles », *Revue internationale des études du développement* [En ligne], 253 | 202

x. Betts, R. F. (2012). Decolonization: A brief history of the word. In E. Bogaerts & R. Raben (Eds.), *Beyond empire and nation: The decolonization of African and Asian societies, 1930s-1970s* (pp. 23–38). Brill. [lien](#)

xi. Césaire, A. (1955). *Discours sur le colonialisme*. Présence africaine.

xii. Fanon, F. (1961). *Les damnés de la terre*. François Maspero.

xiii. Saïd, E. W. (1980). *L'Orientalisme: L'Orient créé par l'Occident* (M. Pierre, Trad.). Seuil. (Œuvre originale publiée en 1978)

xiv. Mignolo, W., & Walsh, C. E. (2018). *On decoloniality: Concepts, analytics, praxis*. Duke University Press.

xv. Tamale, S. (2006). African Feminism: How should we change? *Development*, 49(1), 38–41. [lien](#)

xvi. Melasuo, T. (2023). De Bandung à l'Ukraine - De la décolonisation et de la Guerre froide. *Naqd*, 41-42(1), 406–437. [lien](#)

xvii. Moradi, F. (2022). "Restitution" of looted African art just continues colonial policies—much more is at stake. *The Conversation*. [lien](#)

xviii. Gresh, A. (2014). « La colonisation a aussi eu des effets positifs ». *Le monde diplomatique*. [lien](#)

xix. Khan, T. (2021). La décolonisation est un concept à la mode facile pour le secteur humanitaire, *Ritimo*. [lien](#)

xx. Foucart, S. (2025). « Donald Trump et Elon Musk

plongent la science américaine dans un indescriptible chaos », Le Monde. [lien](#)

xxi. Garcia, R. (2025). The future of American philanthropy: Cuts, conflicts, and the legacy of Trump. Alliance Magazine.

xxii. Le Monde (2025). L'administration Trump a supprimé plus de 90 % des financements à l'étranger de l'Usaid. [lien](#)

xxiii. Magen-Fabregat, C., Aït-Aïssa, M., & Maiziere, P. A. (2024, December 18). Synthèse critique de la décolonisation de l'aide humanitaire et de la localisation. Revue HEM.

xxiv. Diaz, A., Pelascini, M., & Tamani, A. (Coord.). (2014) Interroger un système de pouvoir et de valeurs – Diversité de réponses des OSC françaises. URD.

xxv. Overseas Development Institute. Grand Bargain Annual Independent Report (2020). [lien](#)

xxvi. Idc. (2022). Racism in the aid sector (UK). UK Parliament; International Development Committee (IDC). [lien](#)

xxvii. Patel, S. (2021, September 29). Localisation, racism and decolonisation: Hollow talk or real look in the mirror? Humanitarian Practice Network (HPN).

xxviii. Bond. (2021). Racism, power and truth: Experiences of people of colour in development. BOND. [lien](#)

xxix. Pickering-Saqqa, S. (2019). Why work “at home”? Oxfam’s value-added and the UK Poverty Programme. Development in Practice, 29(4), 477-488. [lien](#)

xxx. Griffith-Jones, Stephany, “Financing Global Development: The BRICS Newdevelopment Bank,” Briefing paper, German Development Institute, 13/2015. [lien](#)

xxxi. Cf. Alalouf-Hall (2023).

xxxii. Clarke, Paul, and Ben Ramalingam. 2008. “Organisational Change in the Humanitarian Sector.” ALNAP. [lien](#) et Alalouf-Hall D (2022) Entre “universalisme” et ‘localisme’, les degrés de percolation des standards SPHÈRE. Canadian J Dev Studies / Revue Canadienne D'études Du Développement 43(4):487-508. [lien](#)

xxxiii. Joël Glasman. (2021). Les standards humanitaires sont-ils scientifiques ? Ce que la

sociologie des sciences peut nous apprendre à propos des standards Sphère. Alternatives Humanitaires, 18, 184-197. [lien](#)

xxxiv. Cf. Bian, J. (2022).

xxxv. Lemma, S. (2018), speaking on ‘What Can We Do about the White Savior Complex?’, Tiny Spark Podcast, <https://nonprofitquarterly.org/what-can-we-do-about-the-white-savior-complex/>

xxxvi. Redfield, P. (2012). THE UNBEARABLE LIGHTNESS OF EX-PATS: Double Binds of Humanitarian Mobility. Cultural Anthropology, 27(2), 358-382. [lien](#)

xxxvii. Benton, A. (2016). Risky Business: Race, Nonequivalence and the Humanitarian Politics of Life. Visual Anthropology, 29(2), 187-203. [lien](#)

xxxviii Riley, C. L. (2020). Powerful Men, Failing Upwards: The Aid Industry and the ‘Me Too’ Movement. Journal of Humanitarian Affairs, 2(3), 49-55. [lien](#) et Cooney, R. (2019), ‘Sexual Harassers at Top of Aid Sector Are “Too Well-Connected” to Be Held to Account’, Third Sector, 24 May, [lien](#)

xxxix. Cissé, A. (2022). Applying anti-racism praxis to humanitarian aid organisations. Alternatives Humanitaires. [lien](#)

xl. Caramel, I. (2020). Le mouvement Black Lives Matter contraint les ONG humanitaires à un examen de conscience, Le Monde. [lien](#)

xli. Dieleman, R., Greijn, H., Heemskerk, A. M., & Vries, G. (2019). Internationally Networked NGOs: Seizing opportunities and managing risks. The Spindle. [lien](#)

xlii. Cf. Peace Direct. Time to Decolonise Aid. Peace Direct; 2021

xliii. Pailey, R. N. (2020). De-centring the ‘white gaze’ of development. Development and Change, 51(3), 729-745. [lien](#)

xliv. Girshova, P. (2022). Decolonization in the everyday practices of NGOs – case of Oxfam Belgium (Master's thesis, UGent, Faculty of Political and Social Sciences). [lien](#)

PHILANTHROPIE SOUS TENSION PHILANTHROPY UNDER PRESSURE

Now is the Time of Monsters : Will Political Polarization Be the End of Social Justice Philanthropy in the U.S.?

By Joshua Newton , *Postdoctoral Scholar*



Joshua Newton is a Postdoctoral Scholar at the Homelessness Hub in the Department of Urban Studies and Planning at University of California, San Diego. His research uses critical theory to explore philanthropic community development, U.S. housing informality, and shared equity forms of housing.

“The old world is dying, and the new world struggles to be born: now is the time of monsters.”¹

The above (loosely translated) quote from Antonio Gramsci on the rise of fascism in Italy has garnered renewed interest as far-right extremism grows around the world. In the U.S., the advent of Donald Trump’s second term has solidified these extremist tendencies in the nation’s highest office and created fear of political retaliation against those he labels as enemies. These fears were stoked when Trump declared himself a “president of law and order”² amid riot and mounted police tear gassing and spraying peaceful protestors in Lafayette Square in 2020. This was compounded by the recent arrest of Mahmoud Khalil, a leader of a pro-Palestinian protest at Columbia University, with the promise from Trump that this was the “first arrest of many to come.”³ Indeed, U.S. democracy appears to be under threat; but a far more nefarious assault on grassroots democracy is being obscured by Trump’s actions against social movements: an attack on social justice philanthropy.



Image: Trump visiting St. John’s Church as protesters are dispersed.

The Old World is Dying: Political Polarization and the Rise of Fascism

How did we get here? Many commentators point to the rise of political polarization in the U.S. Over the past couple of decades, this has been exacerbated by a two-party system that creates hyper-partisanship, policy-making gridlock, and incivility between political opponents⁴. Regarding the latter, in a recent call for funding, the Carnegie Corporation of New York identified political behaviors, such as “threats to free speech, the decline of civil discourse, disagreement over basic facts, and a lack of mutual understanding

and collaboration,” as salient issues⁵. Scholars claim group behaviors are compounded by individual behaviors—avoiding politically different ideas and people, choosing to live in places that reflect a person’s politics, and absorbing disinformation from social media⁶. Whatever the mix of causes may be, the result has been increasing right-wing extremism that is being solidified in a fascist⁷ presidential administration.

But this fascist politics is unique from past versions: it is led by one—arguably two—of the most prominent capitalists of our time. This seems ironic considering commentators have announced the end of neoliberal capitalism since the 2007 global economic crisis. Even more, the rise of authoritarianism throughout the world has often been misdiagnosed as a strengthening of state power against capitalist forces⁸. In reality, neo-Marxist scholars claim state authoritarianism is the logical outcome of neoliberal capitalism⁹. Ironically, freedom of markets and creative destruction of the public sector, as well as the social control necessary to accomplish both, are easier with a stronger state—even more so when the state is headed by capitalists.

This is being exemplified in the presidency of Trump, and illegitimate power of Elon Musk. The Department of Governmental Efficiency (colloquially called DOGE), an initiative by executive order spearheaded by Musk, has initiated the destruction of the public sector with proposed or implemented cuts to most major governmental agencies, and proposals to replace the vacancies with private sphere solutions. For instance, the Trump administration’s cuts to the Federal Aviation Administration (FAA) have been followed by DOGE’s recommendation that Musk’s company, SpaceX, become the sole supplier of technical infrastructure to the FAA¹⁰. Musk and DOGE have also suggested the privatization of the U.S. Postal Service, Amtrak, and the destruction of social welfare such as Social Security and Medicaid. These cuts to the public sphere and expansion of the private sphere have been accompanied by Trump’s use of U.S. Immigration and Customs domestically, and economic tariffs internationally, to enforce his political and social control. Authoritarian neoliberalism is underway.

The New World Struggles to Be Born: The Assault on Social Justice Philanthropy

In previous eras, the role of philanthropy in U.S. society has ebbed and flowed with dynamics of the economic

system and strength of the public sector¹¹. In other words, at the height of deregulated privatization, the philanthropic sector supplemented diminished public funding and service provision. For instance, unregulated capitalist gains in the Gilded Age—mid-1860s to early 1900s—due to a diminished public sector led to multiple societal ills which ushered a period of expanded philanthropic community development—most notably in the settlement house movement.



Image: Sprague Settlement House in Providence, Rhode Island.

Still, there is little agreement amongst scholars about the role of philanthropy in the dichotomy between public and private sector power. Some claim the philanthropic sector is a “shadow state” carrying out service provision under the guidance of the public sector¹², while others claim it is “philanthrocapitalism” carrying out the will of the private sector¹³. Regardless of allegiances to the public or private sector, and despite incorporation of neoliberal logic into philanthropic giving, scholars note a shift in a small percentage of philanthropic organizations toward social justice philanthropy¹⁴. The sector of social justice philanthropy has brought an increase in “granting of philanthropic contributions to nonprofit organizations...that work for structural change in order to increase the opportunity of those who are the least well off politically, economically, and socially”¹⁵.

While this is a small portion of philanthropic giving, the Trump Administration has targeted it as part of its mission of social control. Even before Trump’s inauguration, the Republican-controlled House of Representatives passed — after failing and being reconsidered — *H.R. 9495* (Stop Terror-Financing and Tax Penalties on American Hostages Act) to

limit the ability of philanthropic organizations to engage in social justice advocacy and grantmaking. This proposed bill allows for the termination of tax-exempt status for terrorist supporting organizations. As with most laws and policy, the definition of “terrorist supporting organizations” is open to interpretation. This is particularly concerning as the Trump Administration has labeled multiple groups as terrorists. The White House Press Secretary, Karoline Leavitt, claimed Mahmoud Khalil and other pro-Palestinian activists “sided with terrorists”¹⁶. Trump claimed that anti-Elon Musk protestors who damaged Teslas are domestic terrorists. The consequences for philanthropic organizations could be far reaching as the bill is ultimately meant to “intimidate activists”¹⁷.

However, I contend that Bill H.R. 9495 is only the beginning of the attack on social justice philanthropy—and quite possibly philanthropy in general. Trump’s federal funding freeze—the halting of all federal grants and loans—is meant to curb any funding of DEI (read: funding of social movements against Trump policies). Trump also recently released a memorandum “to stop funding NGOs that undermine the national interest”¹⁸. He has also signed an executive order to deny student loan forgiveness for workers in nonprofits for social justice causes, issued a memorandum to stop funding to foreign aid not aligned with American values (read: Trump’s values), and issued a number of other directives that directly affect philanthropic organizations involved in issues around immigration, gender identity, and other social justice causes including executive orders to demolish the Department of Education, to invoke use of the Alien Enemies Act, and to establish the use of a binary gender policy at the federal level.

The Time of Monsters and Solutions

What is philanthropy to do in a “time of monsters”? Now seems the time for philanthropic organizations to be clear about allegiances. As private corporations and billionaires use government offices to destroy our public institutions and put residents’ economic and physical safety at-risk, philanthropic organizations should dissociate from philanthrocapitalist tendencies and solidify cooperative relationships with local public and civil society actors typical of the shadow state. A couple of possibilities exist in this regard, especially in terms of overcoming the assault on social justice philanthropy.

First, the larger foundations need to increase grantmaking to alleviate the effects of Trump’s federal funding freeze on communities around the U.S. At least two foundations, MacArthur Foundation and Freedom Together Foundation, have announced plans to increase spending from the minimum required 5% of endowment to 6% and 10% respectively¹⁹. More foundations need to make similar promises, and foundations are going to need to promise more to overcome the billions of dollars that have been frozen. Likewise, some of this new funding should be allocated to helping nonprofit workers targeted by Trump’s student loan forgiveness changes.



**What is philanthropy to do
in a “time of monsters”?
Now seems the time for
philanthropic organizations
to be clear about allegiances.**



Second, the philanthropic sector should challenge Trump’s actions through the legal system and advocacy. For instance, the National Council of Nonprofits, Democracy Forward, and others filed a lawsuit that resulted in a temporary restraining order against the funding freeze²⁰. More legal challenges like these can help stall efforts by the Trump Administration to punish his perceived political enemies. Likewise, the philanthropic sector should advocate at all levels of government—local, state, and federal—to push elected officials to stand against the Trump Administration and its policies. Any attempt to undo the destructive nature of this presidential administration will require a collaborative effort from the public and philanthropic sectors.

Finally, despite Trump's efforts, social movements are unlikely to die down. Instead, they are likely to expand and amplify. As mentioned in the beginning of this section, the philanthropic sector must take a stand and affirm its allegiance to these social movements and the causes of democracy, equity, and justice. As stakeholders that are largely independent from the private and public sectors, the philanthropic sector can reinforce the need for these values. Some regional and national foundations—including the Ford, Kellogg, Kresge, Robert Wood Johnson, and Surdna Foundations—have done just this by standing against Trump's repudiation of DEI policies²¹. While Trump may be using the public sphere to increase his private gains, the philanthropic sector should make it clear that he has no power over their policies and priorities.

The role of the philanthropic sector has been unclear throughout the history of the U.S. In this burgeoning new world of authoritarian neoliberalism, there is an opportunity to solidify the sector as a supportive force in our most marginalized communities. The philanthropic sector must stand against the monsters of our time!

References

1. Interpretation of Antonio Gramsci in Žižek, S. (2010). A Permanent Economic Emergency. *New Left Review*, 64. [link](#)
2. Baker, P., Haberman, M., Rogers, K., Kanno-Youngs, Z., & Benner, K. (2020). How Trump's Idea for a Photo Op Led to Havoc in a Park. *New York Times*. [link](#)
3. Reed, B. (2024). Trump calls arrest of Palestinian activist Mahmoud Khalil 'first of many to come.' *The Guardian*. [link](#)
4. Persily, N. (2015). Introduction. In *Solutions to Political Polarization in America*. Cambridge University Press.
5. Carnegie Corporation of New York. (2025). 2025 Andrew Carnegie Fellows Program Information. [link](#)
6. Heltzel, G., & Laurin, K. (2020). Polarization in America: Two Possible Futures. *Current Opinion in Behavioral Sciences*, 34, 179-184.
7. Council on Foreign Relations. (2024). What is Fascism? [link](#)
8. Hopkin, J., & Blyth, M. (2018). *The Global Economics of European Populism: Growth Regimes and Party System Change in Europe*. *Government & Opposition*, 54(2), 193-225.
9. Bruff, I. (2014). The Rise of Authoritarian Neoliberalism. *Rethinking Marxism*, 26(1), 113-129.
10. Shapero, J. (2025). Musk's SpaceX confirms Starlink lease agreement with FAA. *The Hill*. [link](#)
11. Martinez-Cosio, M. & Rabinowitz Bussell, M. (2013). *Catalysts for Change: 21st Century Philanthropy and Community Development*. New York, NY: Routledge.
12. Wolch, J.R. (1990). *The Shadow State: Government and Voluntary Sector in Transition*. Foundation Center.
13. Wilson, J. (2014). The Jouissance of Philanthrocapitalism: Enjoyment as a Post-Political Factor. In J. Wilson & E. Swyngedouw (eds.) *The Post-Political and its Discontents: Spaces of Depoliticization, Spectres of Radical Politics*, pp. 109-125. Edinburgh University Press Ltd.
14. Jensen, C. (2019). The Perfect Pair or Strange Bedfellows? Neoliberal Social Change and Social Justice Philanthropy. *Administrative Theory & Praxis*, 41(4), 368-387.
15. Foundation Center. 2011. *Foundation Growth and Giving Estimates Current Outlook: 2011 Edition*. New York: Foundation Center.
16. FIRE. (2025). Trump administration's reasons for detaining Mahmoud Khalil threaten free speech. FIRE. [link](#)
17. Gazley, B. (2025). What to know about the House bill that could punish nonprofits over alleged 'terrorist' ties. PBS News. [link](#)
18. The White House. (2025). Memorandum for the Heads of Executive Departments and Agencies: Advancing United States Interests When Funding. [link](#)
19. Beaty, T. (2025). MacArthur Foundation to increase giving for two years in response to 'crisis.' *AP Business*. [link](#)
20. National Council of Nonprofits. (2025). Why We Filed a Lawsuit Against the Administration. [link](#)
21. The Center for Effective Philanthropy. (2025). Standing Strong for DEI. [link](#)

PHILANTHROPIE SOUS TENSION PHILANTHROPY UNDER PRESSURE

Aligner mission, investissements et actions pour une philanthropie environnementale cohérente

Par Laurence Croteau, *Coordonnatrice des communications au PhiLab* ; Éric St-Pierre, *anciennement directeur de la Fondation Familiale Trottier*



Laurence Croteau est diplômée de la maîtrise en sciences de l'environnement de l'UQAM et coordonnatrice des communications au PhiLab.

Éric St-Pierre, maintenant député d'Honoré-Mercier, occupait le poste de Directeur général auprès de la Fondation familiale Trottier depuis 2016. Sous sa direction, la Fondation a approfondi son engagement envers les domaines de la science, de l'éducation, du climat et de la santé. Il supervisait la gestion des subventions et les activités programmatiques de la Fondation, ainsi que le démarrage de nouvelles initiatives. Eric se prononce souvent sur les questions liées à la philanthropie et aux changements climatiques, et travaille en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, organismes de bienfaisance, gouvernements et diverses parties prenantes. Éric consacre une grande partie de son travail à la philanthropie stratégique et à mobiliser les ressources philanthropiques pour générer un impact systémique. Il a développé des dizaines de nouvelles organisations et initiatives climatiques, dont La Ligue des communautés canadiennes sobres en carbone (LC3), le Fonds climat du Grand Montréal, le Partenariat Climat Montréal, Le Grand championnat canadien ESG, Carbon Removal Canada, le « Low Carbon Funders Group », et plus encore. Il siège à divers conseils d'administration.

« Le changement climatique est un domaine où les conséquences de l'inaction d'aujourd'hui créeront de graves injustices pour les générations futures dans un avenir pas si lointain » (Pearson, 2024). Le secteur philanthropique a la capacité de devenir un acteur du changement dans la transition socioécologique. Cependant, le faible financement pour les causes environnementales et le manque de cohérence entre certaines pratiques philanthropiques sont problématiques.

J'ai eu la chance de m'entretenir avec Éric St-Pierre, alors qu'il était directeur de la Fondation Familiale Trottier (FFT), afin de discuter de l'engagement de la fondation envers les causes environnementales et de la nouvelle initiative Climate Champions. L'exemple de la FFT met en lumière la nécessité d'aligner mission, investissements, engagement et actions pour assurer une vision cohérente de la philanthropie environnementale.

Laurence Croteau (LC) : Débutons avec une brève présentation de vous, de votre implication dans la Fondation Familiale Trottier et de son engagement en faveur de l'environnement.

Éric St-Pierre (ESP) : Je suis directeur général de la FFT. La fondation a quatre programmes principaux - la science, l'éducation, la santé et les changements

climatiques -, tout en ayant un support pour la communauté montréalaise. Bien que nous ayons une forte empreinte au Québec, nous supportons des groupes partout au Canada et notre approche est vraiment nationale.

La moitié de nos subventions sont reliées aux changements climatiques. Nos activités visent principalement la réduction des émissions polluantes et la mitigation des changements climatiques. Nous tentons vraiment de faire ce que nous pouvons pour faire face aux changements climatiques au Canada en travaillant avec les provinces qui ont des enjeux particuliers.

Nous avons un point de mire sur la décarbonisation des villes, des transports, du secteur de la finance, du secteur de la santé et des secteurs industriels. Nous alignons aussi nos investissements avec notre mission et l'engagement actionnarial en misant sur des investissements responsables qui prennent en compte des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance), tout comme les investissements d'impact. En bref, engager des conversations pour s'assurer que les compagnies dans lesquelles nous investissons aient aussi des objectifs en termes de changements climatiques ou des plans crédibles pour un objectif carboneutre.

LC : Qu'en est-il de l'initiative Climate Champions?²

ESP : Actuellement, l'enjeu le plus important pour nous concerne les changements climatiques. La philanthropie climatique, ce n'est qu'environ 1 % de toutes les subventions philanthropiques canadiennes qui vont à cette cause. Bien que cette cause soit urgente, le faible financement accordé est problématique. Nous voulions jouer notre part dans cette belle initiative en nous engageant à contribuer 150 M\$ sur huit ans pour les causes environnementales et nous allons bientôt entrer dans la troisième année de cet engagement. Nous avons fait l'annonce de l'initiative Climate Champions le 13 novembre 2024 avec l'intention d'amener d'autres fondations philanthropiques à participer à cette initiative. Ce qui a été annoncé, c'est qu'un groupe de fondations engagé dans la philanthropie environnementale, dont la FFT, a créé un partenariat pour démontrer leur volonté à lutter contre les changements climatiques.

LC : Comment cette initiative a-t-elle pris forme ? Quel était le contexte et l'atmosphère des discussions ?

ESP : Au début, c'était une discussion avec la fondation Ivey, qui était dans la perspective de consacrer la totalité de leur dotation à la cause environnementale, d'environ 100 M\$ en cinq ans. On se disait qu'il fallait vraiment augmenter la donne en ce qui concerne l'ambition des fondations dans le secteur. C'est un peu triste qu'il n'y ait seulement que cinq ou six grandes fondations qui soient vraiment impliquées dans un enjeu assez important pour tout le Canada. On se sent un peu seul face à cet enjeu immense.

Donc l'idée était d'engager des discussions avec des fondations qui ne sont pas impliquées dans les changements climatiques, et tenter de voir s'il y a des liens entre leurs programmes ou leurs intérêts afin d'aller chercher de nouvelles sources de financement. Nous avons lancé une invitation avec une approche de levée de fonds pour le climat. Nous voulions vraiment donner la place aux fondations ou familles intéressées à faire quelque chose en changement climatique, mais qui ne savent pas nécessairement par où commencer. Actuellement, ce sont neuf fondations qui prennent part à cette initiative pour un engagement total de 405 M\$ sur dix ans. Nous sommes convaincus que nous pouvons aller plus loin. C'est embêtant de dire que collectivement on va tous faire quelque chose de similaire. La réalité, c'est que chaque fondation est différente. Chaque fondation a son processus de gouvernance, ses intérêts, son programme et ses partenaires. Nous ne voulions pas être restrictifs en lançant l'invitation à se joindre à l'initiative. L'idée c'est que les fondations peuvent décider d'elles-mêmes de leurs stratégies en support à l'écosystème. Puis, si une fondation veut seulement écrire un chèque pour Climate Champions, elle peut le faire également.



Image³ : (de gauche à droite) Bruce Lourie, Allan Shiff, Sabina Vohra-Miller, David Keith, Laurie Thomson, Mark Gurvis, Stephanie Trussler, Sylvie Trottier.

LC : Quels ont été les principaux défis que vous avez rencontrés dans la mise en œuvre de cette initiative ?

ESP : Il y avait d'abord une volonté de certaines fondations de dire « oui, on embarque. Oui, on va aller plus loin. C'est nouveau pour nous, mais on veut apprendre ». Donc c'est un peu inspirant de voir l'accueil positif qu'on a reçu de certaines fondations. Mais c'était aussi décevant parce que nous avons eu beaucoup plus de conversations qui ne se sont pas soldées par une adhésion. Différents blocages ont freiné l'ardeur de nombre d'entre elles. Des enjeux de gouvernance ont été invoqués, pour d'autres, une question de non-alignement des intérêts, ou encore, la peur face à la prise de risques.

Au sortir de cette expérience, je trouve le milieu des fondations très conservateur alors que tous reconnaissent les enjeux majeurs que représentent les changements climatiques. Nos forêts sont en train de brûler, les inondations se multiplient et les chaleurs extrêmes sont plus existantes que jamais. Il y a un manque d'ambition pour aller plus loin et je trouve ça quand même décourageant parce qu'il reste un grand travail d'éducation à faire.

LC : On sait bien que les climatosceptiques sont très présents malgré les preuves tangibles que vous avez mentionnées, lesquelles se multiplient au Canada. Donc, croyez-vous qu'il soit encore nécessaire de convaincre les gens de la gravité des changements climatiques ?

ESP : Nous avons une réalité ou certains disent « oui, c'est un problème », mais il y a souvent une excuse qui explique l'inaction. Je trouve que le dialogue a vraiment changé au sens où nombreux tentent de gagner du temps par de petites mesures ou simplement par le discours, mais, pour moi, ça a le même impact que l'inaction. Si on ne prend pas au sérieux les changements climatiques, le peu qu'on fait équivaut à ne rien faire. Le résultat des deux approches (nier ou agir à la marge) revient au même.

Il y a aussi beaucoup d'écoblanchiment et de désinformations. C'est en partie relié aux intérêts économiques de certaines industries et c'est un vrai problème. Maintenant, avec les feux de forêt, on voit une augmentation de la connaissance des causes et une prise de conscience des impacts sur le climat. Toutefois, il reste que passer à l'action représente un grand défi. C'est sur le passage à l'action où il y a un enjeu et c'est sur ce passage à l'acte que se situe le

débat que nous devrions avoir.

LC : Justement, comment gérer les tensions, entre la nécessité d'actions immédiates pour résoudre les crises environnementales et la mise en place de solutions durables à long terme ?

ESP : On a de la difficulté à penser à long terme. Il faut le faire, mais l'important c'est de se poser la question « qu'est-ce qu'on peut faire aujourd'hui ? ». Il faut trouver des façons où tous peuvent agir. Les fondations sont parties prenantes du mouvement, cependant, elles ne peuvent pas régler le problème à elles seules. Elles doivent trouver leur rôle et s'attarder à bien le faire.



Au sortir de cette expérience, je trouve le milieu des fondations très conservateur alors que tous reconnaissent les enjeux majeurs que représentent les changements climatiques [...] Il y a un manque d'ambition pour aller plus loin et je trouve ça quand même décourageant parce qu'il reste un grand travail d'éducation à faire.

- Éric St-Pierre



LC : Le climat politique peut être inquiétant vis-à-vis de la considération des causes environnementales. Quelles tendances ou évolutions de la philanthropie environnementale anticipez-vous pour les prochaines années ?

ESP : On voit tout un changement politique en Europe, puis l'élection de Donald Trump et les sondages au Canada qui démontrent une majorité pour les conservateurs. Moi, je pense que comme fondation, à l'image du secteur philanthropique, on devrait continuer de maintenir le dialogue avec la mouvance conservatrice. Il faut innover dans la façon d'aborder les changements climatiques en établissant des liens clairs avec l'économie et les emplois. Il faudra être à l'écoute et avoir une nouvelle perspective afin de collaborer ensemble. Il faut aussi être capable de se dire que la politique s'est polarisée et qu'il y aura des batailles. Tout comme le secteur philanthropique, le secteur écologiste devra voir comment il peut se défendre si nécessaire. Il existe différents niveaux de gouvernement au Canada. Il faudra peut-être miser un peu sur le leadership politique des niveaux provincial et municipal.

LC : Est-ce que vous savez si certains supports aux activistes environnementaux menacés de censure ou d'action juridique ont été envisagés dans tout ça ?

ESP : Je peux parler de la FFT qui supporte depuis trois ans Ecojustice qui a une poursuite juridique en Ontario. C'est fait par des jeunes qui poursuivent le gouvernement ontarien pour son inaction face à la crise climatique. Donc ça, c'est un bel exemple où nous avons supporté une stratégie de litige. Nous supportons aussi des groupes de jeunes, par exemple en créant le Hub de mobilisation pour la justice climatique⁴. C'est une organisation qui offre un support à de jeunes activistes en renforçant leurs capacités de mobilisation. Donc, je parle personnellement de l'expérience de la FFT, mais ce sont aux autres fondations de décider ce qu'elles veulent supporter.

LC : Je terminerais avec une question plus globale et internationale. Comment pensez-vous que les fondations peuvent mieux collaborer à l'échelle internationale pour lutter contre les grands enjeux environnementaux qui nous touchent tous au final ?

ESP : Je pense que nous sommes la seule fondation canadienne qui a une préoccupation au niveau international sur la question climatique. Je vois déjà énormément de fondations qui sont vraiment

impliquées à l'international, mais ce sont souvent de grosses fondations américaines et européennes. Il y a aussi plein de réseaux, il y a beaucoup de choses en développement. Je trouve cela intéressant parce que je participe à ces réseaux, mais je suis souvent la seule personne du Canada. Il y a énormément de collaboration à l'international, mais au Canada, on est vraiment déconnecté. Puis, il y a très peu de fondations canadiennes qui sont impliquées à l'international. Donc ça serait un peu ma critique du secteur philanthropique canadien parce que je pense qu'il y aurait place pour les fondations canadiennes à participer à ces opportunités internationales.

LC : Un dernier commentaire à ajouter pour conclure ?

ESP : J'aimerais vraiment voir augmenter l'ambition en termes de support pour les changements climatiques dans le secteur philanthropique. Les changements climatiques sont tellement en intersection qu'ils vont avoir un impact sur tous les autres secteurs. Il faut vraiment se lancer maintenant, c'est un peu comme une obligation en tant que Canadien de redonner pour la cause des changements climatiques. On va probablement faire une deuxième édition du Climate Champions. J'aimerais qu'on puisse penser plus loin, que d'autres fondations se joignent et que les engagements dépassent le milliard.

LC : Un grand merci pour ce partage et le temps que vous m'avez accordé. Ce fut un véritable plaisir d'en apprendre davantage sur vos perspectives de la philanthropie environnementale et l'initiative Climate Champions.

Notes

1. Citation tirée du livre d'Hilary Pearson (2024) « À quoi sert la philanthropie », p.129.
2. Pour en découvrir davantage sur l'initiative Climate Champions, [lien](#)
3. Image tirée de l'article de John Lorinc « Some of Canada's wealthiest families are putting up \$405M for climate change efforts » publié dans le Corporate Knights, le 14 novembre 2024. [lien](#)
4. Le HUB de mobilisation pour la justice climatique est une structure de soutien conçue pour répondre aux besoins organisationnels des personnes issues des mouvements populaires au Québec et au Canada. [lien](#)

PHILANTHROPIE SOUS TENSION PHILANTHROPY UNDER PRESSURE

Power in Discomfort: A Podcaster's Guide to Ethical Content Creation

By Joey Mac Intosh, *Philab Podcast Host & Producer*



Joey Mac Intosh is a student of acting at Concordia University, and an interdisciplinary artist based in Montreal, QC. His process contemplates the human in all its forms. Through his projects, he attempts to learn more about acts of love, healing and intersectionality. It is important for him, through the PhiLab podcast, to discover more about charity and the blind spots of philanthropic constraints.

Discomfort

Over the past two years as the host of the PhiLab Podcast, I've come to understand how even small decisions can have significant consequences when it comes to communications and relationships. A poorly chosen episode title might make someone uncomfortable, while an unintentional misstep in conversation could cost the opportunity to connect with a potential guest. How to navigate through the fear of making mistakes to reach the larger goal of spreading a message through a podcast?

This article explores the inherent conflicts within content creation from the perspective of a content creator, examining the challenges and ethical dilemmas that arise throughout the creative process. It delves into the learning curve involved in navigating the complexities of selecting interviewees, ensuring

meaningful representation, and balancing power and responsibility in shaping narratives. Through critical reflection and real-world experiences, the discussion highlights the tensions between intention and impact, particularly in relation to diversity, editorial choices, and audience engagement. Ultimately, this article serves as both an analysis and an invitation—to acknowledge these challenges, embrace discomfort as a tool for growth, and move forward with a more intentional and ethical approach to content creation.

Content creation, podcasting and conflicts

The Cambridge Dictionary defines a content creator as “someone who creates content (= video, images, writing, etc.) for the internet, especially for a social media website.” In the case of the PhiLab podcast, content creation serves a specific purpose: to disseminate academic research conducted within the organization while providing a platform for practitioners in the philanthropic sector to expand on topics explored by scholars. Content can be leveraged in various ways, and as Thomas Zeitsoff notes in the abstract of *How Social Media Is Changing Conflict*, social media lowers the cost of communication. The PhiLab podcast aligns with this principle by striving to both reduce communication barriers and broaden the reach of academic insights. Its goal is to make research more accessible to communities that may not have the

time or inclination to engage directly with academic papers, reframing complex information into a more digestible format.

To improve as a podcaster, there is a need to learn to complete, on a daily basis, one of life's simplest yet most difficult tasks: listening. An interview based podcast is not and will never be about the creator—it is about the guests. The content creator's role is to create a space where their guests can be vulnerable, heard, and understood in a world where genuine listening feels rarer than ever.

Some interviewees come to the podcast to express their internal conflicts—about the sector, society, and their place within both. Often overlooked, they persist in this work out of love and hope. They embrace discomfort and powerlessness because they must, not because they want to. The problem is, too much discomfort comes with a price. "Burnout, compassion fatigue, stress, anxiety and worry due to uncertainty are borne by much of the non-profit workforce," writes Iryna Khovrenkov in her editorial *Philanthropy & Mental Health*.



One particularly challenging episode is *Archive, Philanthropy, and Mental Health* with Kristen Young. Her raw honesty about mental health is deeply moving. As she discusses,

"Having to write grants, knowing inherently that I will not be able to meet the needs of all of the people who need this program that I'm writing this grant for, or knowing that I have to limit the amount of people who will receive

care from this program that has been funded because I inherently don't have enough funding to meet this need is frustrating. It weighs on you, and it shouldn't be that way. And I can't—I can't do it right now. I could do it for some time, but I can't do it right now."

There was a weight of responsibility in deciding whether to publish it. The episode doesn't present facts, statistics, or trends from a quantitative perspective—it shares her personal experience and highlights her vulnerability. To create a safe space, it's important as a content creator to reflect and remain attentive to ensure the guest feels comfortable with everything shared. Ultimately, with her consent, it was published, knowing that she is not alone with these struggles. To put it simply, the philanthropic sector is hard to navigate emotionally.

To help guests feel more at ease during a recording, podcasters have several tools at their disposal to create a stress-free environment. One simple yet effective approach is meeting the guest beforehand. This provides an opportunity to get acquainted, break down the recording process, and address potential stressors. In her book *Le stress au travail vs le stress du travail (Stress at Work vs Stress from Work)*, Dr. Sonia Lupien identifies four key stressors: 1) Lack of control, 2) Unpredictability, 3) Novelty, and 4) Threatened ego (55). Understanding these factors allows both the guest and the podcaster to gradually reduce their stress levels, fostering a more relaxed and engaging recording session.

A simple choice

Selecting interviewees is always a delicate process and a potentially stressful one. It feels like walking on a tightrope, striving to ensure diverse representation without reducing guests to mere checkboxes. The word "diversity" itself is uncomfortable—not because its importance is rejected, but because of the fear surrounding tokenism. As a cisgender white host, privileges have to be recognized, but it is still hard to navigate the complexities of representation while not having enough tools to understand it and trying to manifest change.

While not knowing everyone in the philanthropic sector and having a small team—currently two people in PhiLab's communications department—reach and resources are naturally limited. Sometimes, there

is nothing more to work with than what one has/ knows and trust in the organic unfolding of the selection process. Midway through recording our fifth season, a realization showed that over two-thirds of my guests were women—an achievement that extended beyond Women’s History Month. Yet, the question “Is this enough?” still lingered. Was there enough diversity within that group of women? Or was it overcompensating? These questions felt uncomfortable. An inner voice questioned “Is this the right way to feel? Isn’t it a good thing to have more women’s voices being heard? Should we include more male voices for the sake of balance? Given how male-oriented philanthropic spaces have been for so long, doesn’t it make sense for women to take more space now that “of the 3.5 million Canadians working in the charity sector, 77% percent are women” (Janz, 2024)? But what about non-binary voices? Would that be too much for the audience?...” Stop.

This thought rabbit hole is the best example of self-doubt. By then, it was too late to alter the lineup, but the experience reinforced a lesson: preparation and enlarging one’s circle are key in achieving diversity. In the case of a podcast, to pursue a higher level of preparation, there is the possibility of integrating a new layer into the planning, considering positionality more intentionally to ensure diversity as a conscious choice rather than an afterthought. As for enlarging one’s circle, allowing the guests to refer to other potential guests is a simple yet effective to discover new voices within the sector. allowing the guests to refer to other potential guests is simple yet effective to discover new voices within the sector.

During the same season, another moment of discomfort came while planning episodes around Black History Month and Women’s History Month. Initially, they were structured in a way that, in hindsight, felt like tokenism. One guest was kind enough to voice her concerns, and a reflection had to happen: Was it her responsibility to educate, or should mindfulness have been present from the outset? Could this reaction have been anticipated? How could it be prevented in the future? These were only the initial questions. To transcend tokenism, mindfulness must be embedded from the start, and the most effective way to reflect and change is by engaging in candid, uncomfortable conversations with multiple individuals who hold that positionality.

In this case, the mistake was to have approached

these months with a narrow lens, limiting discussions to specific topics rather than embracing a broader positionality. Once again, diversity—but from yet another blind spot. Black History Month is not just about Black philanthropy, nor should Women’s History Month be confined to discussions of women’s philanthropy. These celebrations exist to empower diverse perspectives beyond those topics, and it is not the host’s place to dictate what their guests need to discuss within the spectrum of philanthropy when it is their moment to shine. Let them choose what they see fit to talk about within the creation process. A theme can be a double-edged sword, requiring content creators to grasp its multifaceted nature in relation to guests, the audience, and the community. Some keywords are deeply tied to personal identity, and considering all potential entry points will help prevent conflicts.

The ethical dilemma

Reflecting on power within the realm of conflict and podcasting, there are many privileges held not only by the host, but by the producer and editor. In the studio, all three wield significant power— they control the narrative through the questions asked, but most importantly through its editing. There are tons of decisions about what is amplified and what is omitted. This is the reality of any media where technology grants creators the ability to shape, filter, and manipulate messages more than what the audience can imagine. But, as a famous uncle once said, “With great power comes great responsibility.” What does it mean to have a sense of responsibility when producing an academic podcast about philanthropy? As Britta Jorgensen notes,

“One aspect of podcasting that receives less attention than ‘branding’ is the ethics of interviewing people and sharing their stories. With no real codes of practice or ethical guidelines to follow, a lot of the responsibility for making ethical decisions about your podcast falls to you as the producer.” (p.52)

Responsibility rhymes with respect. This means amplifying all voices, even those the creator may not fully agree with. It is the creator’s job to ensure the content accurately reflects what the guests intended to convey, provide information that is correct to the best of their knowledge, and make sure the podcast is engaging and enjoyable for everyone. In the end,

it is up to the audience to engage critically with the content. To build on ethical practices, here are a few noted by Jorgensen in her article:

- Consider how you treat your interviewees, how you edit and share their stories.
- Reconsider your need to interview vulnerable interviewees if you aren't sure how to handle that process.
- Allow interviewees to change their mind about being interviewed or having their interview included in your podcast.
- Check and double check spellings and pronouns.
- Portray your interviewees fairly and accurately.
- Read the ethical guidelines of your country's public broadcaster and broadcast codes of practice for some ideas about what other things you might need to consider.
- Credit everyone who helped you make the podcast.
- Treat your listeners with [...] care.
- Include trigger warnings for any potentially [sensitive] topics.
- Conduct thorough research and avoid spreading potentially misleading information.
- Provide accurate sources of information to your listeners in your show notes, don't rely on half-remembered mentions of something from a past conversation or a forgotten website.
- Provide corrections to any errors you make in subsequent episodes.
- Check in with your online community about any ethical conundrums you find yourself in. (p. 52 - 53)

There is an inherent tension in how power is exercised through ethical or unethical manners—whether consciously or unconsciously. Yet, all hold some form of power in their own lives: the power to say no, to invest in causes, to influence change in ways some may not even recognize. Content creators are what they do. They are what they say. They are accountable.

Conclusion

In the evolving landscape of podcasting, especially within philanthropy, the act of content creation is far more than just curating interviews and producing episodes. It is about navigating the delicate balance between intention and impact, between amplifying voices and ensuring ethical storytelling. Every decision—whether it be selecting a guest, choosing a theme, or editing an episode—carries weight and responsibility.

Podcasting is a powerful medium, but with that power comes the duty to listen, reflect, and refine one's approach continuously. The conflicts discussed throughout this article illustrate the necessity of mindfulness in every stage of production. From ensuring representation beyond tokenism to fostering genuine dialogue that allows for discomfort and growth, these challenges serve as reminders that ethical content creation is an ongoing process, not a destination.

References

- “Content Creator.” Cambridge Dictionary, Cambridge University Press & Assessment, [link](#)
- Janz, Kelsey. “Women’s Impact on Canadian Philanthropy.” Charitable Impact, 8 Mar. 2024. [link](#)
- Jorgensen, Britta. “Making Podcasts.” Making Radio and Podcasts : A Practical Guide to Working in Today’s Radio and Audio Industries, edited by Steve Ahern, 4th ed., Focal Press, 2022, pp. 41–55.
- Khovrenkov, Iryna. “Editorial: Philanthropy & Mental Health.” Philab, 21 Dec. 2021. [link](#)
- Lewitter, Fran, et al. “Ten Simple Rules for Avoiding and Resolving Conflicts with Your Colleagues.” PLOS Computational Biology, Public Library of Science, 18 Jan. 2019. [link](#)
- Lupien, Sonia. Le stress au travail vs le stress du travail. Éditions Va Savoir, 2023.
- Mac Intosh, J. (Host). (2025, February 14). Archives, Philanthropy & Mental Health (S.5 E.13) [Audio podcast episode]. In PhiLab Podcast. PhiLab. [link](#)
- Zeitsoff, Thomas. “How Social Media Is Changing Conflict.” Journal of Conflict Resolution, vol. 61, no. 9, 2017, pp. 1970–91. [link](#)

PHILANTHROPIE SOUS TENSION PHILANTHROPY UNDER PRESSURE

Refuser un don lié à de « l'argent sale » : les ressorts d'une mise en cause

Par Sylvain A. Lefèvre, Professeur au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, à l'ESG UQAM



Sylvain A. Lefèvre est professeur au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, à l'ESG UQAM. Membre du CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales) et du PhiLab, ses travaux portent sur le rôle des fondations et sur les transformations de l'action collective, ainsi que sur les enjeux de justice sociale et environnementale. Il est actuellement co-directeur de l'Incubateur universitaire Parole d'excluEs.

Historiquement, plusieurs controverses ont conduit des organismes à refuser des dons, en les qualifiant d'« argent entaché » (*tainted money*, *blood money*) ou d'« argent sale » (*dirty money*). Il est intéressant de s'arrêter sur la manière dont celles-ci naissent, mais aussi de saisir qu'elles ne relèvent pas seulement d'un choix éthique propre à chacun : elles peuvent participer à une action collective, voire revêtir un sens politique. Ces refus peuvent contribuer à une « mise en cause », entendue ici à la fois comme la dénonciation d'une responsabilité négative, en nommant, blâmant et revendiquant (Felstiner, Abel, Sarat, 1981) et comme la construction d'un mouvement collectif dans l'espace public.

Ainsi, en 1846, Frederick Douglass (ancien esclave devenu militant abolitionniste) accuse l'Église libre d'Écosse de s'« être rendue responsable d'esclavage »

pour avoir accepté des dons de la part de propriétaires d'esclaves et d'Églises pro-esclavage (Saunders-Hastings, 2021). Douglass a mené des campagnes publiques pour « renvoyer l'argent tâché de sang ». Si ces campagnes n'ont pas abouti matériellement, elles ont permis de générer un débat public important sur l'esclavage et les injustices structurelles entourant ce système.

Quelques années plus tard, au début du XXe siècle, un débat important s'est emparé des États-Unis autour de la « tainted money » liée aux dons de John D. Rockefeller. En effet, les pratiques brutales de sa compagnie, la Standard Oil, étaient connues et allaient d'ailleurs mener, en 1911, la Cour Suprême des États-Unis à démanteler cet empire, bâti autour de pratiques monopolistiques. Pour l'heure, en 1905, un don de 100 000\$ (ce qui représente 2.7 millions US aujourd'hui) de Rockefeller fait à l'Église congrégationaliste créé un émoi parmi les membres. Faut-il accepter ce don et à quel prix (moral) (Mislin, 2019) ?

D'un côté, des membres soulignent que tant que l'argent n'a pas été acquis de manière illégale, il n'y a pas lieu de déployer des dilemmes moraux autour de sa légitimité. D'autres défendent l'acceptation du don, sans pour autant endosser les actes de John D. Rockefeller : l'argent donné serait neutre en soi. Pour

certain, il vaut mieux acquérir cet argent pour lui donner une fin bénéfique à la communauté, plutôt que de lui laisser un usage plus nocif. A contrario, un membre éminent de cette Église va s'opposer. Il s'agit de Washington Gladden, un pasteur très connu à l'époque, promoteur du mouvement de l'Évangile social (Social Gospel), pourfendeur du pouvoir abusif des grandes corporations telle la Standard Oil et de leur exploitation des travailleurs. Il va s'opposer à ce don et militer pour qu'il soit retourné à Rockefeller. Comme l'indique un historien des religions :

« Pour Gladden, la question de l'argent sale concerne toutes les institutions qui existent pour le bien de la société. Aucun don, aussi important soit-il, ne peut « compenser l'abaissement des idéaux et le brouillage des consciences » nécessaires pour l'accepter. L'argent sale engendre inévitablement des institutions sales, et tout le monde en souffre, note-t-il. » (Mislin, 2019 - traduction libre)

Dans l'histoire plus récente, ce sont sans doute les controverses entourant les dons de la famille Sackler qui ont le mieux illustré ces enjeux autour du don lié à de l'« argent sale ». Depuis des décennies, cette riche famille new-yorkaise¹ est l'un des principaux mécènes des grandes universités anglo-saxonnes, mais surtout dans le monde des arts, avec des contributions majeures dans les plus prestigieux musées de la planète. Leur fortune provient de Purdue Pharma, une firme devenue centrale dans l'industrie pharmaceutique grâce au succès de l'OxyContin. Cet analgésique, produit à partir de morphine de synthèse est largement prescrit. Il est au cœur de la crise des opioïdes aux États-Unis, laquelle a causé, dans les 25 dernières années, le décès de plus de 700 000 personnes, avec des pics à plus de 100 000 décès par an ces dernières années. La firme est accusée d'avoir masqué les enjeux d'addiction du produit, dont elle avait connaissance, et d'avoir poussé à des sur-prescriptions de ce médicament, auparavant restreint à des usages très spécifiques.

Si la famille Sackler est restée discrète sur ses liens avec Purdue Pharma, la célèbre photographe Nan Goldin - devenue dépendante à l'OxyContin à la suite d'une opération au poignet - a dénoncé publiquement le rôle de cette famille. En 2017, elle crée P.A.I.N ([Prescription Addiction Intervention Now](#)), afin que la famille Sackler assume ses responsabilités, en finançant des programmes de prise en charge

de programmes de traitement de l'addiction aux opioïdes. Elle appelle aussi les universités, les musées et autres institutions culturelles à refuser leurs dons. En mars 2018, au Metropolitan Museum de New York, une cinquantaine de militants se sont allongés, feignant d'être morts, dans l'aile financée par les Sackler. Un an plus tard, c'est au Musée Guggenheim que des militants ont jeté de fausses ordonnances d'OxyContin et des boîtes de comprimés vides. Cette importante campagne publique, dans les musées et en ligne, a conduit ces institutions à déclarer qu'elles allaient dorénavant refuser les dons des Sackler. Un des membres de la famille a également quitté le CA du Musée Guggenheim. D'autres musées, comme la National Portrait Gallery ou la Tate Gallery de Londres, ont aussi refusé les dons de la famille Sackler.

Dans l'histoire plus récente, ce sont sans doute les controverses entourant les dons de la famille Sackler qui ont le mieux illustré ces enjeux autour du don lié à de l'« argent sale ».

En parallèle, face à des poursuites de grande envergure aux États-Unis, avec des milliers de plaintes individuelles, mais aussi de gouvernements locaux, de groupes autochtones, d'États... l'entreprise Purdue Pharma déclare aillite en 2019. Elle s'engage à donner 4.5 milliards US aux victimes de la crise des opioïdes et à des organismes visant à lutter contre elle. Le tout, en échange d'une immunité relative pour ses propriétaires, la famille Sackler.

Tandis que le président du CA de Purdue Pharma valorise l'utilité sociale de ce don (« Au lieu d'années de litiges destructeurs de valeur [...], ce plan garantit que des milliards de dollars seront consacrés à aider les personnes et les communautés qui ont été touchées par la crise des opiacés »), un procureur dénonce l'immoralisme de sa contrepartie, qui « permet aux Sackler de se tirer d'affaire en récupérant une immunité permanente contre les poursuites en échange d'une fraction des bénéfices qu'ils ont tirés de l'épidémie d'opiacés ». (Michel, 2021).



En mars 2018, au Metropolitan Museum de New York, une cinquantaine de militants se sont allongés, feignant d'être morts, dans l'aile financée par les Sackler. Un an plus tard, c'est au Musée Guggenheim que des militants ont jeté de fausses ordonnances d'OxyContin et des boîtes de comprimés vides. Cette importante campagne publique, dans les musées et en ligne, a conduit ces institutions à déclarer qu'elles allaient dorénavant refuser les dons des Sackler.



Le dernier épisode de cette saga judiciaire est intervenu le 23 janvier 2025, avec avec le paiement de 7.4 milliards US et un accord conclu entre, d'un côté, Purdue Pharma et la famille Sackler, et, de l'autre, 15 États américains les poursuivant. Dans un communiqué, la firme Purdue déclare : « Nous sommes extrêmement heureux qu'un nouvel accord ait été conclu qui fournira des milliards de dollars pour indemniser les victimes, atténuer la crise des opioïdes et fournir des traitements et des médicaments de secours en cas de surdose qui sauveront des vies » (Mulvihill, 2025). Précisons que dans le cadre de ce règlement, les membres de la famille Sackler sont protégés des poursuites judiciaires intentées par les parties qui signent cet accord.

Cet exemple permet d'illustrer le processus, collectif et interactionnel, de « marquage de l'argent » (Zelizer, 2005) autour des enjeux de morale, afin de « donner un sens » au paiement à la fois par son montant, son affectation, sa mise en lumière ou son invisibilisation. Ce processus peut être assez subtile, comme en témoigne la réaction du Musée du Louvre. En effet, à la suite de la campagne de dénonciation en 2019, le Musée du Louvre a masqué les plaques de « l'aile Sackler », consacrée aux Antiquités orientales, qui portait le nom de la famille depuis un don majeur de sa part en 1996. Mais l'opération de « débaptisation » n'a pas été reconnue comme telle :

« Le président du Louvre, Jean-Luc Martinez, a réagi mardi (...) en expliquant que le musée n'a « pas à débaptiser ces salles puisqu'elles ne portent plus le nom de Sackler » : les règles internes à l'institution prévoient que le « nommage » d'une salle dure « vingt ans » maximum, avait-il expliqué. Le nom Sackler ne serait donc plus associé au Louvre, selon lui, depuis 2016. Le musée aurait-il oublié d'effacer les mentions « aile Sackler » sur ses panneaux depuis trois ans ? Interrogé à ce sujet, le Louvre s'est refusé à tout autre commentaire. » (Le Monde, 2019).

Dans les controverses que nous avons abordées précédemment, on saisit donc que ce qui est en jeu est triple :

- donner au donateur/donatrice une forme de légitimité en acceptant son don
- convertir de l'« argent sale » (point de vue symbolique mais parfois aussi légal) en « argent propre » ; et,

- risquer, pour ceux ou celles qui reçoivent le don, de voir leur réputation salie par l'acceptation de ce don.

Et l'enjeu n'est pas simplement une décision (accepter ou refuser), liée à une éthique individuelle. C'est aussi potentiellement un processus collectif, où la manière de refuser :

- produit un sens : par exemple, qu'est-ce qui « salit » l'argent ?
- impute des responsabilités : du donateur·trice comme du donataire ;
- réencastre un flux financier dans un cadre socio-économique et politique plus large, lié à la production des fortunes comme de la genèse des problèmes sociétaux.

En conclusion, il faut rappeler que ces refus de don comme « mise en cause » ne concernent évidemment pas que les dons de la famille Sackler. Pensons par exemple aux dons des compagnies de cigarettes, qui sont devenus de plus en plus difficiles à accepter, pour des organismes qui ne souhaitent pas voir leur réputation être entachée, voire instrumentalisée lorsque ces dons servent de garantie morale. Ici aussi, il s'agissait d'un enjeu de santé publique donnant lieu à de longues poursuites judiciaires. Elles ont débouché, au Canada, sur des condamnations à hauteur de plusieurs dizaines de milliards \$ (Saint-Arnaud, 2024). Alors que les changements climatiques ont déjà des impacts clairs sur la santé publique et la mortalité (Berry, Schnitter, 2022 ; Boudreault et al., 2024), on peut faire l'hypothèse que les dons des compagnies et fondations liées à l'industrie extractive pourraient devenir aussi progressivement illégitimes. Le refus de ces dons et l'explicitation de son motif pourrait être une contribution à l'imputation de responsabilité, pour ces impacts environnementaux et sanitaires majeurs.

Cette discussion sur les refus de don comme « mise en cause » permet d'avoir un regard neuf sur les termes de l'équation financière. En effet, on pourrait se demander quel organisme a les moyens de refuser un don, alors que la plupart d'entre eux ont de la difficulté à boucler leur budget. Mais les exemples cités permettent de saisir que des dons financiers peuvent « coûter cher » à ceux qui les acceptent, à l'image des musées mis en cause. Et qu'à l'inverse, ce qui semble un manque à gagner (faire une croix sur une rentrée d'argent) peut constituer une ressource symbolique précieuse, mise à profit dans une action collective servant la mission

de l'organisme, par exemple dénoncer les injustices sociales ou environnementales.

Notes

1. Sa fortune était estimée en 2019 à 13 milliards de dollars (Olinga, 2019).

Références

Berry, P., et Schnitter, R. (éd.). (2022). La santé des Canadiens et des Canadiennes dans un climat en changement : faire progresser nos connaissances pour agir. Ottawa (Ontario) : gouvernement du Canada. [lien](#)

Boudreault J., Lavigne E., Campagna C., Chebana F. (2024), « Estimating the heat-related mortality and morbidity burden in the province of Quebec », Environmental Research, Volume 257, [lien](#)

Felstiner L., Abel R., Sarat A. (1981), « The Emergence and Transformation of Disputes: Naming, Blaming, Claiming... », Law & Society Review, Vol. 15, No. 3/4, pp. 631-654. [lien](#)

Le Monde, « Le Louvre masque le nom des Sackler, riches mécènes impliqué dans l'épidémie d'opioïdes aux Etats-Unis », Le Monde, 17 juillet 2019. [lien](#)

Michel J., « La justice valide la faillite de Purdue, immunité partielle pour les Sackler », La Presse, 1e septembre 2021. [lien](#)

Mislin D., « How a 1905 debate about 'tainted' Rockefeller money is a reminder of ethical dilemmas today », The Conversation, 2 octobre 2019. [lien](#)

Mulvihill G., « Purdue Pharma et la famille acceptent un règlement de 7,4 milliards US », La Presse, 23 janvier 2025. [lien](#)

Olinga L., « Qui est la famille Sackler, richissime grâce à l'OxyContin? », Le Devoir, 27 mars 2019. [lien](#)

Saint-Arnaud P., « Les victimes du tabac seront dédommagées », Le devoir, 24 octobre 2024. [lien](#)

Saunders-Hastings E., « "Send Back the Bloodstained Money": Frederick Douglass on Tainted Gifts », American Political Science Review. 2021;115(3):729-741.

Zelizer V., La signification sociale de l'argent, Seuil, coll. « Liber », 2005.

COMPTES-RENDUS DE LECTURE | BOOK REVIEWS

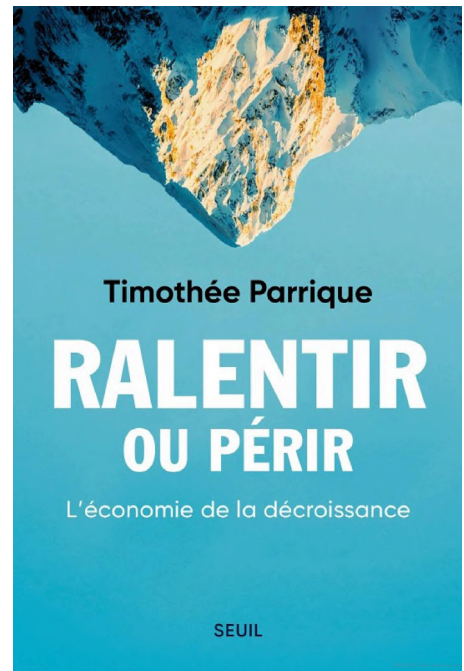


Credit : Tommy Trenchard

COMPTES-RENDUS DE LECTURE BOOK REVIEWS

Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance

Un livre de **Timothée Parrique**, 2022, Éditions Seuil



Par **Leo Berenger Benteux**, *Doctorant en éducation populaire*



Léo Berenger Benteux est chercheur communautaire au sein du Mouvement ATD Quart Monde et doctorant en éducation populaire. Ses travaux portent sur l'engagement, dans la conception des politiques publiques visant à lutter contre la pauvreté, des personnes qui la vivent.

Introduction

Dans *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, le chercheur en économie écologique **Timothée Parrique** réalise le procès sans appel de la croissance comme objectif économique.

Cet ouvrage reprend, pour un public plus large que celui académique ou professionnel où il est engagé, les conclusions de ses travaux de doctorat, dont il a défendu la thèse intitulée *The Political Economy of Degrowth* en 2019, et de ses recherches pour le Bureau européen de l'environnement au sein duquel il a dirigé la même année le rapport *Decoupling debunked-Evidence and arguments against green growth*.

À ses yeux, le constat est clair, la solution évidente, l'action impérative. Deux chemins se trouvent devant

nous : poursuivre l'idolâtrie de la croissance et foncer vers une « décroissance par le désastre » (p. 201) ou, dès aujourd'hui, réorganiser l'économie pour pouvoir connaître une « décroissance par design » (Ibid.).

Ce livre est organisé autour de trois temps de réflexion que l'auteur qualifie dans son introduction comme ceux du « rejet », du « trajet » et du « projet » (p. 15).

1. Le rejet de la croissance

Dans les quatre premiers chapitres, l'auteur accumule une série d'arguments pour amener la personne lectrice à prendre conscience de l'impasse que représente le modèle économique de la croissance.

Après avoir énuméré différents exemples, du bénévolat au travail à la maison, qui n'y sont pas comptabilisés, il conclut que le Produit Intérieur Brut ne peut plus, contrairement à son usage dans les médias, discours politiques et même le milieu académique, être associé à une mesure du bien-être collectif.

Après avoir présenté les limites et insuffisances de la mesure du PIB, l'auteur s'attaque ensuite aux mythes d'une croissance économique non limitée par les ressources écologiques, par exemple : les mythes du

développement durable, de la croissance verte, ou encore, les promesses de solutions technologiques en mesure d'endiguer les changements climatiques. Il associe en effet cette illusion d'un possible découplage entre croissance économique et ressources limitées à une invisibilisation de nombreux éléments tels que la disparition de la biodiversité, la pollution liée aux biens importés non comptabilisée au niveau national, ou encore, la diminution croissante des rendements marginaux de l'innovation technologique.

Non seulement la croissance infinie dans un monde fini est présentée comme illusoire mais l'auteur rappelle aussi certains des inconvénients de la croissance économique sur le bien-être collectif. Les travaux de E. Mishan dans *The costs of economic growth* présentaient, dès 1967, l'augmentation des troubles psychologiques, de surmenage professionnel et de la pollution associés à l'expansion des activités commerciales. Ivan Illich présentait aussi le constat de l'existence de seuils de contre-productivité avec l'exemple de l'accroissement du nombre de voitures sur les routes qui, en menant à des embouteillages, réduit les gains de temps potentiels.

Aux promesses de la croissance pour améliorer le bien-être collectif, notamment parcequ'elle réduirait la pauvreté, les inégalités et le chômage, l'auteur présente des études empiriques sur les ménages français qui concluent non seulement que la croissance n'a pas empêché la pauvreté d'augmenter entre 2006 et 2016, mais aussi que la croissance a bénéficié davantage à certaines catégories d'emploi.

« Les emplois les plus utiles du point de vue des besoins – les aides soignants (salaire mensuel brut : 2292 euros) , les gendarmes (1921 euros), les enseignants (2075 euros), et les éboueurs (2433 euros) – sont moins bien payés que les agents immobiliers (5282 euros), les courtiers (9375 euros), les employés de cabinets de conseil (4999 euros), et les banquiers d'investissement (5384 euros) » (p. 134).

2. Le trajet de la décroissance

La mesure du PIB et les objectifs de croissance pour améliorer le bien-être collectif présentée comme une impasse, l'auteur enchaîne ensuite, dans les chapitres 5 et 6, par la présentation de la solution possible à ses yeux, soit celle de la décroissance.

Retraçant l'histoire du mouvement de la décroissance, il identifie ses deux dynamiques principales comme

étant celles du rétrécissement et du ralentissement de l'économie. La première se ferait par l'« abandon d'une partie des activités néfastes ou inutiles (ex. activités publicitaires, de nombreux services financiers et une portion importante de l'économie des services qui se retrouverait démarchandisée) » (p. 190). La seconde, par un ralentissement des rythmes de production avec des technologies artisanales et de basse technologie, une diminution du nombre d'heures travaillées et un ralentissement des rythmes de consommation avec un effort porté sur le recyclage, la réparation, la réutilisation et l'allongement de la durée de vie des biens.



Aux promesses de la croissance pour améliorer le bien-être collectif, notamment parcequ'elle réduirait la pauvreté, les inégalités et le chômage, l'auteur présente des études empiriques sur les ménages français qui concluent non seulement que la croissance n'a pas empêché la pauvreté d'augmenter entre 2006 et 2016, mais aussi que la croissance a bénéficié davantage à certaines catégories d'emploi.



Par cette double dynamique, le PIB décroîtrait non par une récession mais par :

« une redirection graduelle de l'économie, planifiée démocratiquement, dans laquelle une partie de nos ressources, de notre temps de travail, de notre énergie, et nos matériaux cessera d'être mobilisée pour produire certaines marchandises (surtout celles qui polluent et qui ne contribuent pas ou peu au bien-être) et pourrait alors être remobilisée partiellement au bénéfice de la société » (p. 191)

3. Le projet de la post-croissance

La décroissance, comprise alors comme « une stratégie qui vise à atteindre une taille économique théorique qui garantit le bien-être et la justice sociale (les planchers sociaux) sans dépasser la capacité de charge des écosystèmes (le plafond écologique) » (p. 220), est, alors défendue, au chapitre 7, comme la seule vision économique qui devrait prendre le pas sur celle de la croissance. Il énumère de nombreux exemples d'initiatives qui vont dans ce sens; des coopératives de travail ou de consommation aux projets d'agriculture biologique, sont associés à différentes mesures politiques rêvées telles que la mise en place d'un revenu universel ou d'entreprises à mission sociale pour rendre possible ce projet.

Pour répondre aux critiques et doutes qui persisteraient dans l'esprit de la personne lectrice, le livre se termine, au chapitre 8 – Controverses –, par un ensemble d'arguments sur la faisabilité et l'impératif de construire, dès aujourd'hui, le projet d'une économie post-croissance.

Conclusion

Si les critiques de la croissance, comme objectif politique, sont principalement le fait de mouvements sociaux ou de chercheur·e·s étudiant les ressources environnementales, peu de voix s'élèvent au sein des milieux économiques, académiques ou professionnels, pour remettre en question la croissance économique.

Timothée Parrique, depuis ce milieu professionnel et académique où il est lui-même engagé, produit un argumentaire riche et diversifié qui offre des outils critiques non seulement pour questionner l'absence de volonté politique, mais aussi pour mettre en doute la participation des économistes au maintien d'un modèle qui ne semble plus en mesure, aujourd'hui, de rendre compte des réalités du monde d'aujourd'hui.



Si les critiques de la croissance, comme objectif politique, sont principalement le fait de mouvements sociaux ou de chercheur·e·s étudiant les ressources environnementales, peu de voix s'élèvent au sein des milieux économiques, académiques ou professionnels, pour remettre en question la croissance économique.



Disponible en version papier et numérique [ici](#)

COMPTES-RENDUS DE LECTURE BOOK REVIEWS

À QUOI SERT LA PHILANTHROPIE

Explorer l'univers
des fondations canadiennes

HILARY M. PEARSON

À quoi sert la philanthropie

Un livre de Hilary M. Pearson, 2024, McGill-Queen's University Press

Par Elisabeth Robinot, *Codirectrice du PhiLab*



Elisabeth Robinot, co-directrice du PhiLab est professeure titulaire en Marketing à l'École des Sciences de la Gestion de l'Université du Québec à Montréal. Elle est aussi co-fondatrice et chercheure à l'Observatoire de la Philanthropie.

« À quoi sert la Philanthropie » d'Hilary Pearson est le livre que toutes les personnes qui souhaitent comprendre ou améliorer leurs connaissances sur le milieu philanthropique canadien devrait lire. En effet, l'auteure transmet remarquablement bien à ses lecteurs et lectrices ses précieuses connaissances sur ce dernier. Sur le fond, l'auteure pose d'une façon claire une question au centre de nombreuses discussions : quels sont les rôles que doivent assumer et que jouent les fondations subventionnaires dans la société canadienne ? Si nous avons tous et toutes un avis plus ou moins éclairé sur cette question, en raison de la pluralité des formes et des rôles des fondations, il est difficile de se faire une image claire de la place qu'occupe l'agir philanthropique dans la société canadienne.

En préambule, notons qu'Hilary Pearson a un parcours professionnel hors du commun. Elle a été la

première présidente directrice générale de Fondations philanthropiques Canada, ce qui lui a permis, sur une période de vingt ans, d'établir des liens précieux avec un nombre important de directeurs et directrices de fondations canadiennes. Fort de son expérience, Madame Pearson présente une synthèse d'une analyse éclairée et éclairante sur le rôle évolutif qu'ont aujourd'hui et devraient avoir demain les fondations canadiennes.

Dès le premier chapitre, Hilary Pearson souligne l'importance du concept de création de valeur que génère les fondations privées et publiques. Elle dresse un portrait clair, en s'appuyant sur des données chiffrées, sur le paysage des fondations au Canada. Quatre variables clés expliquent : l'augmentation de la richesse, le départ à la retraite de certains dirigeants, la diversité de la population ainsi que l'évolution des infrastructures d'organisation. Les jeunes générations, par exemple, sont en train de succéder à leurs parents au sein des conseils d'administration des fondations familiales (citons par exemple la fondation Trottier). Le milieu s'est également organisé et structuré permettant ainsi le développement de collaborations telles que la création d'Imagine Canada et de la

Fondation Philanthropie Canada (FPC), mais aussi avec le milieu universitaire : les formations offertes à l'Université Carlton et la création du PhiLab en 2013 en sont de bons exemples.

Le second chapitre dresse un panorama de l'évolution des rôles des fondations et entend répondre à la question sur comment adopter la « bonne » stratégie? Elle prend l'exemple des adaptations qui ont accompagné la réponse collective à la crise sanitaire provoquée par la COVID-19. Aujourd'hui, le milieu a légèrement modifié ses pratiques, ce qui confère aux fondations une place mieux reconnue dans la société.

Ceci la conduit, dans le troisième chapitre, à illustrer différentes actions menées par des fondations qui dans des domaines d'activités se sont que peu ou pas couverts auparavant. Elle donne l'exemple des initiatives menées par La Counselling Fondation of Canada, la Fondation Lawson, la fondation Inspirit et la fondation McConnell. Ces grands acteurs ont su établir des conversations et s'associer avec les acteurs sur le terrain sur lesquelles elles évoluent, mettre en place des synthèses d'évaluations de leurs actions afin d'évaluer et réorienter au besoin leurs façons de procéder.

Le quatrième chapitre plonge dans les enjeux sociaux tels que la pauvreté en démontrant comment des fondations ont renforcé la capacité d'agir de communautés territoriales. Des fondations comme Metcalf Lucie et André Chagnon et Mirella et Lina Saputo sont données en exemples. L'ensemble de leurs programmes et les conversations mis de l'avant ont pour objectifs clairs de faire évoluer les politiques pour des changements sociaux réels.

Le cinquième chapitre pose l'épineux enjeu du transfert de pouvoir et pave la voie au sixième qui traite du lien avec l'action politique. Comme le rappelle clairement l'auteure, la majorité des fondations canadiennes ne participent pas de façon directe et affichée à l'élaboration ou à la promotion de politiques publiques. Nombre d'entre elles préfèrent rester discrètes afin de ne pas attirer trop d'attention sur elles. D'autres fondations plus audacieuses ont su explorer cette voie, dont les fondations Chagnon, McConnell, Saputo, Trotter, Béati, Dufresne et Gauthier, Maytree, Bell et Muttart.

Il est clair qu'il sera difficile, sinon impossible, d'agir positivement face aux changements climatiques sans provoquer des changements systémiques. Le septième

chapitre illustre des voies de passage possibles via le financement de projets/programmes dédiés au climat, le soutien à des mécanismes de collaboration, le financement d'initiatives de transition sociale et écologique. En prenant exemple sur les actions des fondations Ivey, Donner et Trotter, l'auteure parvient à nous donner de l'espoir.

Avec le huitième chapitre, Hilary Pearson se penche à nouveau sur l'importance d'agir sur les politiques publiques en bâtissant des partenariats gagnants-gagnants pour l'État et les communautés concernées. En prenant l'exemple des partenariats développés par les fondations Boeckh, Helderleigh et Azrieli elle indique en quoi ces collaborations ont accru l'efficacité des fondations.

Il aurait été difficile de ne pas aborder la question de la réconciliation avec les peuples autochtones. Mme Pearson, dans l'avant-dernier chapitre rappelle les attentes et modalités que ces communautés attendent du milieu philanthropique. À la suite de la signature de la Déclaration d'action à Ottawa en 2015, et à l'image des fondations Gordon et Catherine Donnelly, un nombre important de fondations, travaillent à l'établissement de relations de confiance avec les dirigeants des communautés autochtones. Même si le chemin vers la réconciliation reste encore aujourd'hui un long chemin à parcourir, l'auteure souligne que le milieu philanthropique est en marche pour y parvenir.

L'auteure conclut ses propos dans le dixième chapitre. Elle rappelle que le milieu philanthropique n'est pas parfait et qu'il reste beaucoup de travail à faire. L'arrivée au pouvoir de l'administration Trump rappelle la fragilité des acquis et l'importance de maintenir le cap malgré les adversités qui se pointent à l'horizon. Je recommande très fortement la lecture de ce livre qui j'ai eu le plaisir de parcourir.

Disponible en version papier [ici](#)

COMPTES-RENDUS DE LECTURE BOOK REVIEWS

Philanthropie et développement de l'Afrique

Un ouvrage collectif sous la direction de Saouré Kouamé, 2024, Éditions L'Harmattan

Par Saouré Kouamé, *Professeur agrégé de stratégie à l'École de gestion Telfer*



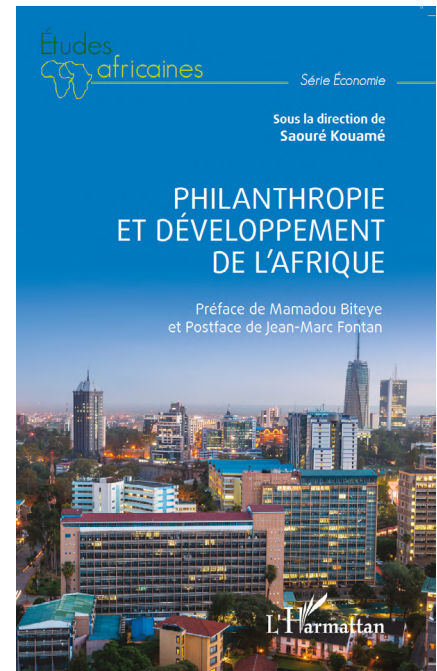
Saouré Kouamé est professeur agrégé de stratégie à l'École de gestion Telfer. Il a été professeur à HEC Montréal et chercheur invité à l'INSEAD France et Singapour. Il est titulaire d'un doctorat en administration des affaires (Stratégie & Organisation) de HEC Montréal, où il a obtenu la meilleure thèse de doctorat (toutes disciplines confondues). Né et grandi en Côte d'Ivoire, Dr. Kouamé a développé un profond intérêt pour le développement du continent africain, en particulier les stratégies des acteurs locaux et internationaux.

Cet ouvrage est le résultat d'un travail collectif visant à documenter les enjeux et les pratiques de la philanthropie en Afrique. Cette initiative rassemble une dizaine de contributeurs, parmi lesquels figurent des chercheurs membres du PhiLab et des praticiens spécialisés dans la philanthropie en Afrique.

Nous avons deux motivations lors de l'initiation du projet de livre. Premièrement, offrir l'un des tous premiers ouvrages en français qui documentent de façon substantielle la philanthropie en Afrique. Notre observation initiale a révélé l'existence d'une littérature émergente sur la philanthropie en Afrique, mais elle reste majoritairement composée de publications en

langue anglaise. Au sein de l'équipe de rédaction, un débat a été engagé concernant la pertinence d'une focalisation sur l'Afrique francophone ou sur le continent africain dans sa globalité. Nous avons opté pour l'Afrique « dans sa globalité », car nous trouvons important de faire découvrir au monde francophone ce qui se passe aussi en Afrique anglophone. Par ailleurs, la contribution de membres de l'équipe de rédaction originaires de l'Afrique anglophone a permis au projet d'adopter une dimension plus inclusive.

Deuxièmement, nous voulions aussi offrir, à l'échelle internationale, l'une des premières publications à traiter de la philanthropie sous l'angle du développement, soit de la « philanthropie pour le développement ». Il existe un grand nombre d'organisations philanthropique qui travaillent sur les questions de développement en Afrique et ailleurs. Cependant, ce lien entre philanthropie et développement reste relativement peu documenté, à l'exception de certains rapports de recherche publiés par des organisations telles que l'OCDE et la Banque mondiale. Compte tenu de l'accent mis sur les enjeux de développement dans cet ouvrage, nous avons sollicité la contribution de praticiens œuvrant dans ce



domaine, en particulier provenant d'organisations qui jouent un rôle structurant dans ce domaine, à savoir TrustAfrica, Epic Africa, WINGS, WACSI, l'OCDE et la BAD (Banque Africaine de Développement).

Le livre aborde des enjeux généraux, notamment la question de l'approche de la philanthropie sous l'angle du développement et ses implications stratégiques. Nous examinons la diversité d'acteurs impliqués dans l'écosystème philanthropique africain, leurs liens avec les enjeux de développement. Nous discutons plus particulièrement la philanthropie privée des grandes fondations internationales et africaines, la philanthropie de la diaspora, la philanthropie religieuse, communautaire et d'autres formes de philanthropie dites horizontales, inspirées par les valeurs africaines. L'ouvrage met aussi en exergue le rôle prépondérant des acteurs locaux, y compris les organisations de la société civile, de la nécessité de mobiliser les ressources philanthropiques locales, de la nécessité de faire des investissements dans des innovations sociales qui permettent de faire la différence dans une perspective de développement. Nous abordons les enjeux de relation entre les organisations philanthropiques (locales et internationales), de relation entre le secteur philanthropique et l'État, ainsi que de l'interface entre les stratégies philanthropiques et les stratégies de développement des nations.

L'une des spécificités de l'ouvrage réside dans le fait d'approcher la philanthropie en tant que secteur, comprenant un écosystème d'acteurs, dont une meilleure orchestration favorisa un impact plus significatif sur les ambitions collectives de développement. Dans cette optique, un travail de cartographie des acteurs de l'écosystème philanthropique africain, mené par WINGS et TrustAfrica, est présenté et analysé.

En somme, cet ouvrage est un témoignage sur ce qu'il convient de qualifier de « momentum » et de « boom » de la philanthropie en Afrique. Nous vous en souhaitons bonne lecture.



L'une des spécificités de l'ouvrage réside dans le fait d'approcher la philanthropie en tant que secteur, comprenant un écosystème d'acteurs, dont une meilleure orchestration favorisa un impact plus significatif sur les ambitions collectives de développement. Dans cette optique, un travail de cartographie des acteurs de l'écosystème philanthropique africain, mené par WINGS et TrustAfrica, est présenté et analysé.



Disponible en version papier et numérique [ici](#)

COMPTES-RENDUS DE LECTURE BOOK REVIEWS



Philanthropic Response to Disasters

Gifts, Givers and Consequences

Edited by Alexandra Williamson,
Diana Leat, Susan D. Phillips

Global Perspectives on
Philanthropy and Public Good



Philanthropic Response to Disasters. Gifts, Givers and Consequences

Edited by Alexandra Williamson, Diana Leat and
Susan D. Phillips, 2024, Bristol University Press

By Susan D. Phillips, *Professor at School of
Public Policy and Administration, Carleton
University*



Susan D. Phillips is a Professor, School of Public Policy and Administration, Carleton University in Ottawa. In 2013 she founded the Master of Philanthropy and Nonprofit Leadership (MPNL), the only graduate program of its kind in Canada, and was its director until 2024.

Susan's research focuses on public policy and regulation of charities, grantmaking foundations and systems-change philanthropy. She served as Editor-in-Chief of the leading international academic journal in the philanthropic/nonprofit field from 2016 to 2022 and co-edited the first international handbook on philanthropic institutions (2015), the first comprehensive book on Canada's nonprofit sector (2021) and the first book on disaster philanthropy (2023). Susan is the Policy Lead on the Charity Insights Canada Project (CICP), an innovative, 'rapid response' survey of Canadian charities funded by a consortium of foundations. Dr. Phillips has been an invited fellow at the University of Cambridge, University of Pennsylvania, Australian Centre for Philanthropy and Nonprofit Studies at Queensland University of Technology, and McGill University.

The idea for a book on disaster philanthropy – a first, as none existed – began to take shape in late 2019 and the first few months of 2020 in Australia. It was born of the devastation of the bushfires in early 2020, before any of us imagined the disaster that would be COVID-19. I was on sabbatical at the Australian Centre for Philanthropy and Nonprofit Studies (ACPNS) at Queensland University of Technology (QUT) in Brisbane where I had visited several times before to work with its great scholars including Alexandria Williamson, Myles McGregor-Lowndes and Wendy Scaife. Fortuitously, Diana Leat from the UK, a regular visitor and collaborator with ACPNS faculty, was also visiting during this period. Diana Leat had extensive experience working with philanthropic responses to disasters, including with the inquiry into London's Grenfell Tower disaster.

The Black Summer of the bushfires was the most catastrophic in Australia's history: it was horrific to watch the evening news with scenes of burning koalas and other furry creatures, and to see the destruction of forests, homes and people's lives. It was also stunning to observe the enormous philanthropic response from around the world, some of which was not well placed

or well managed. As we were developing the proposal for the very supportive Policy Press, the reality of a global pandemic was upon us, resulting in a more expansive view of disasters. And, my forced return home to Canada.

The book's authors cover enormous conceptual territory including the history of disaster philanthropy, fundraising, distribution by foundations, regulation and policy, community resiliency and insights from professional practice in disaster management. My regret is that, while we tried hard to expand the engagement of scholars from beyond high income countries, we were not successful in doing so.

The field of disaster philanthropy is expanding rapidly, however, to be more inclusive of researchers from low income countries that are inevitably the most affected by disasters. In spite of its shortcomings, the book is a first in the field, and I hope it paves the way for more rigorous examination of various aspects of disaster philanthropy. My thanks to Alex Williamson and Diana Leat for their creativity and leadership on this project.

More about the authors

- Diana Leat is a philanthropic foundation consultant, academic and board member for ArtSquat and the Blgrave Trust.
- Alexandra Williamson is a Postdoctoral Research Fellow at the Australian Centre for Philanthropy and Nonprofit Studies (ACPNS) in the Faculty of Business & Law at Queensland University of Technology (QUT).
- Susan Phillips is a Professor in the School of Public Policy and Administration and Founder and Supervisor of the Philanthropy and Nonprofit Leadership Graduate Program at Carleton University.

Available in hardback and digital format [here](#)



The Black Summer of the bushfires was the most catastrophic in Australia's history: it was horrific to watch the evening news with scenes of burning koalas and other furry creatures, and to see the destruction of forests, homes and people's lives. It was also stunning to observe the enormous philanthropic response from around the world, some of which was not well placed or well managed. As we were developing the proposal for the very supportive Policy Press, the reality of a global pandemic was upon us, resulting in a more expansive view of disasters.



CRÉDITS PHOTO | PHOTO CREDITS

Image de couverture | Cover Picture



Photo Credit: Tommy Trenchard/Oxfam

Caption: Zahia Hassan (*name changed for privacy), 28, at home in the village of Hussein, near Jalawla in Iraq. She and her four-year-old son fled ISIS, but went back after the Peshmerga and Iraqi army retook the village, only to find their home severely damaged. There was a gaping hole in the wall, and it was still surrounded by an active minefield. But Zahia was living there nonetheless, and was being supported by Oxfam to restart her tailoring business.

Crédit photo : Tommy Trenchard/Oxfam

Légende : Zahia Hassan (*nom modifié pour des raisons de confidentialité), 28 ans, chez elle dans le village de Hussein, près de Jalawla en Irak. Elle et son fils de quatre ans ont fui ISIS, mais sont revenus après que les Peshmerga et l'armée irakienne ont repris le village, pour trouver leur maison gravement endommagée. Il y avait un trou béant dans le mur et la maison était toujours entourée d'un champ de mines actif. Mais Zahia y vivait malgré tout et bénéficiait du soutien d'Oxfam pour relancer ses activités de couturière.

Ouverture de la section Éditorial | Editorial Section Opener



Photo Credit: Michelle Riley/The Humane Society of the United States

Caption: Following Hurricane Irene, Animal Rescue Team staff members from the Humane Society of the United States transport dogs rescued from flooded areas in Pamlico County, North Carolina, to an emergency animal shelter at the Craven County Fairgrounds on August 31, 2011. The dogs will be cared for at the shelter until they are hopefully reunited with their owners.

Crédit photo : Michelle Riley/The Humane Society of the United States

Légende : Après le passage de l'ouragan Irène, des membres de l'équipe de la Humane Society of the United States transportent des chiens sauvés des zones inondées dans le comté de Pamlico, en Caroline du Nord, vers un refuge d'urgence pour animaux au Craven County Fairgrounds, le 31 août 2011. Les chiens seront soignés au refuge jusqu'à ce qu'ils retrouvent leurs propriétaires.

Ouverture de la section dossier spécial | Special Feature Section Opener



Photo Credit: Lior Sperandeo/Innovation: Africa

Caption: Women in Karamoja, Uganda, on the long and exhausting walk to fetch water.

Crédit photo : Lior Sperandeo/Innovation: Africa

Légende : Femmes de Karamoja, en Ouganda, lors de la longue et épuisante marche pour puiser de l'eau.

Ouverture de la section perspectives théoriques | Theoretical Perspectives Section Opener



Photo Credit: Tommy Trenchard/Caritas Internationalis

Caption: South Sudanese refugees queue up to receive a meal during an event in Bidibidi camp, Uganda, organized by Caritas to mark International Refugee Day.

Crédit photo : Tommy Trenchard/Caritas Internationalis

Légende : Des réfugiés du Soudan du Sud font la queue pour recevoir un repas lors d'une manifestation organisée par Caritas dans le camp de Bidibidi, en Ouganda, à l'occasion de la Journée internationale des réfugiés.

Ouverture de la section philanthropie et zones de conflit | Philanthropy and conflict zones Section Opener



Photo Credit: Gabreez Productions/For International Rescue Committee

Caption: Waeud Afara, 33 years old, the health projects officer in Aden, Yemen, during her visit and inspection of the mobile clinic vehicle work progress. Waeud makes sure that everyone gets the proper diagnosis and receives the free medicines provided by International Rescue Committee.

Crédit photo : Gabreez Productions/For International Rescue Committee

Légende : Waeud Afara, 33 ans, responsable du programme de santé à Aden, au Yémen, lors de sa visite et de son inspection de la clinique mobile en cours de fonctionnement. Waeud s'assure que tous les patients obtiennent un diagnostic approprié et reçoivent les médicaments gratuits fournis par l'International Rescue Committee.

Ouverture de la section philanthropie sous tension | Philanthropy Under Pressure Section Opener



Photo Credit : Tommy Trenchard/Concern Worldwide

Caption: Philippe Zagariesh (r) and Celina Malsan carry sacks of rice and beans outside a warehouse in Nhamatanda, Mozambique, to separate them into individual portions before a distribution to people affected by cyclone Idai.

Crédit photo : Tommy Trenchard/Concern Worldwide

Légende : Philippe Zagariesh (à droite) et Celina Malsan transportent des sacs de riz et de haricots à l'extérieur d'un entrepôt à Nhamatanda, au Mozambique, pour les séparer en portions individuelles avant une distribution aux personnes touchées par le cyclone Idai.

Ouverture de la section comptes-rendus de lecture | Book Review Section Opener



Photo Credit : Tommy Trenchard/MiracleFeet

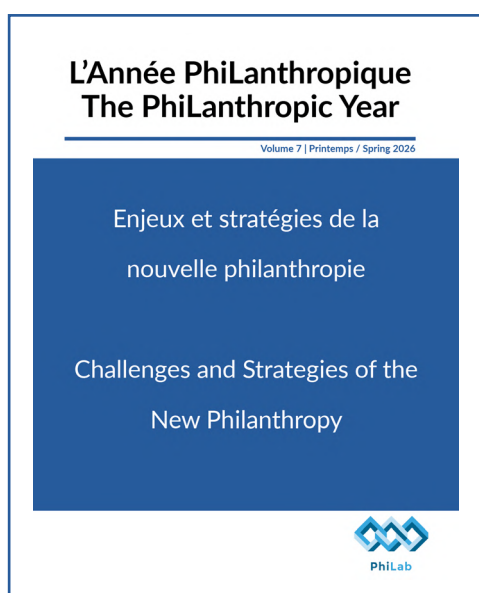
Caption: 5-year old Makara, who was born with bilateral clubfoot, runs along a footpath leading to his home near Battambang, Cambodia. Makara's family had assumed clubfoot was not treatable until a chance encounter with a neighbour who encouraged them to visit a nearby clubfoot clinic. Clubfoot, a condition that causes one or both feet to be twisted severely inwards, is the world's most common birth defect, affecting as many as one in every 700 people. Despite being easily treatable in the months after birth, most cases of clubfoot in low and middle-income countries still go untreated, leading to lifelong disability, often accompanied by stigma, discrimination and poverty.

Crédit photo : Tommy Trenchard/MiracleFeet

Légende : Makara, 5 ans, né avec un pied bot bilatéral, court sur un sentier menant à son domicile près de Battambang, au Cambodge. Le pied bot, qui se caractérise par la torsion d'un ou des deux pieds vers l'intérieur, est la malformation congénitale la plus répandue dans le monde, touchant jusqu'à une personne sur 700. Bien qu'il soit facile à traiter dans les mois qui suivent la naissance, la plupart des cas de pied bot dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ne sont toujours pas traités, ce qui entraîne un handicap à vie, souvent accompagné de stigmatisation, de discrimination et de pauvreté.

NOUVELLES | NEWS

L'année PhiLanthropique 2026 | The PhiLanthropic Year 2026



PhiLab est fier d'annoncer le retour de L'Année PhiLanthropique pour l'année 2026! Cette prochaine édition portera sur la thématique « enjeux et stratégies de la nouvelle philanthropie ». L'équipe éditoriale comprendra entre autres Laurence Croteau, Elisabeth Robinot, David Grant-Poitras, Jean-Marc Fontan, Michele Fugiel Gartner, Diane Alalouf-Hall et Katherine Lacefield.

PhiLab is proud to announce the return of The PhiLanthropic Year for 2026! The theme of this year's edition will be "Challenges and strategies of the new philanthropy". The editorial team will include Laurence Croteau, Elisabeth Robinot, David Grant-Poitras, Jean-Marc Fontan, Michele Fugiel Gartner, Diane Alalouf-Hall and Katherine Lacefield.

Site web du PhiLab et nouvelle base de données | PhiLab's Website and New Data Base



Le site web du PhiLab s'est refait une beauté. Naviguez cette interface repensée offrant une expérience intuitive et fluide. La réorganisation de l'information met en valeur des contenus clés dès la page d'accueil, et la navigation a été simplifiée pour un accès rapide à l'information. Bonne lecture!

The PhiLab website has had a facelift. Navigate this redesigned interface offering an intuitive, fluid experience. Information has been reorganized to highlight key content right from the home page, and navigation has been simplified for quick access to information. Enjoy your visit!

Découvrez également la nouvelle base de données des organisations constituant l'écosystème d'accompagnement des OBNL au Québec |

Discover the new database of organizations that make up Quebec's NPO support ecosystem.

Lancement de l'ouvrage | Launching of the book

« Philanthropy : Multidisciplinary Perspectives »



PHILANTHROPY:
MULTIDISCIPLINARY
PERSPECTIVES
Edited by Giulia Neri-Castracane
and Giuseppe Ugazio



« Philanthropy : Multidisciplinary Perspectives », publié chez Routledge et co-édité par les professeurs Neri Castracane et Ugazio, réunit des spécialistes de domaines tels que l'économie, la finance, le droit, la philosophie et la sociologie, démontrant ainsi la puissance d'une approche multidisciplinaire pour fournir une vue d'ensemble de ce sujet complexe. L'ouvrage aborde les principaux défis, tels que la diversité, la rémunération et la gestion des données, tout en retraçant l'évolution des meilleures pratiques en matière de gouvernance des fondations. Il identifie les domaines à améliorer et examine les relations entre la gouvernance des organisations philanthropiques et des questions importantes telles que la confiance, l'égalité et la démocratie.

« Philanthropy : Multidisciplinary Perspectives », published by Routledge and co-edited by Professors Neri Castracane and Ugazio, brings together scholars from fields such as economics, finance, law, philosophy, and sociology, showcasing the power of a multidisciplinary approach in providing a comprehensive view of this complex subject. The book tackles major challenges, such as diversity, compensation, and data management, while tracing the evolution of best practices in foundation governance. It identifies areas for improvement and discusses the relationships between governance in philanthropic organizations and important issues such as trust, equality, and democracy.

Available in hardback and open source |

Disponible en version papier et accès libre

Chaire Trottier : transition énergétique, gouvernance et participation | Trottier Chair : Energy Transition, Govern- ance and Participation



HEC MONTRÉAL



POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

Université
de Montréal

L'Université de Montréal, Polytechnique Montréal et HEC Montréal jumellent leurs expertises en transition énergétique et socioécologique en créant la Chaire Trottier: transition énergétique, gouvernance et participation. Dotée d'une enveloppe de 1,5 M\$ sur cinq ans, cette chaire a pour objectifs de désigner, de comprendre et d'anticiper les points de friction qui se présentent sur le chemin de la transition vers la carboneutralité, sur les plans tant social ou environnemental que politique, économique ou technique, afin d'assurer une compréhension systémique de la transition. Le groupe de recherche élaborera ensuite des approches pour limiter les répercussions de la transition vers la carboneutralité pour non seulement faciliter l'adhésion au changement, mais aussi accélérer la transition.

Université de Montréal, Polytechnique Montréal and HEC Montréal are combining their expertise in energy and socio-ecological transition to create the Trottier Chair: Energy Transition, Governance and Participation. With a budget of \$1.5 million over five years, this Chair aims to identify, understand and anticipate the social, environmental, political, economic and technical sticking points on the road to carbon neutrality, in order to ensure a systemic understanding of the transition. The research group will then develop approaches to limit the impact of the transition to carbon neutrality, to not only facilitate adherence to change, but also accelerate the transition.

Pour en apprendre davantage sur la Chaire |

To learn more about the Chair

Chaire de recherche en philanthropie | Chair in Philanthropy



L'Université de Carleton a annoncé la création de la première Chaire de recherche en Philanthropie au Canada. Installée à la School of Public Policy & Administration de l'Université de Carleton et soutenue par un groupe de donateurs visionnaires, la Chaire s'appuiera sur le succès du programme Philanthropy and Nonprofit Leadership. La chaire dirigera la recherche, la formation et la mobilisation des connaissances pour soutenir les plus de 170 000 organismes de bienfaisance et sans but lucratif du Canada. La chaire commencera ses travaux en 2026, prête à avoir un impact transformateur sur le secteur.

Carleton University announced the establishment of Canada's first Chair in Philanthropy. Housed in the School of Public Policy & Administration, Carleton University, and supported by a visionary group of donors, the Chair will build on the success of the Philanthropy and Nonprofit Leadership at Carleton University program. The Chair will lead research, training, and knowledge mobilization to support Canada's 170,000+ charities and nonprofits. The Chair will commence its work in 2026, poised to make a transformative impact on the sector.

Pour en apprendre davantage sur la Chaire |

To learn more about the Chair

Forum sur l'intelligence artificielle (IA) et les OBNL |

Artificial Intelligence (AI) and OBNL Forum



Le livre blanc du Forum sur l'IA offert en collaboration avec la Fondation de la famille Morris et Rosalind Goodman, de la Fondation Chamandy, de the Councelling Foundation of Canada et de la Fondation J. Armand Bombardier est disponible. La programmation du Forum sur l'IA a proposé une série d'ateliers offerte en octobre 2024 et février 2025. Découvrez une synthèse des conférences et ateliers du Forum sur l'IA, ainsi que des références et des outils.

The white paper from the AI Forum, offered in collaboration with the Morris and Rosalind Goodman Family Foundation, the Chamandy Foundation, the Councelling Foundation of Canada and the J. Armand Bombardier Foundation is available. The program of the Forum offered a series of workshops in October 2024 and February 2025. Discover a summary of the Forum's conferences and workshops on AI, as well as references and tools.

Pour consulter le livre blanc |

To read the white paper

L'Année PhiLanthropique

The PhiLanthropic Year



PhiLab

Réseau canadien de recherche
partenariale sur la philanthropie

Canadian Philanthropy Partnership
Research Network



Université du Québec à Montréal
Pavillon Saint-Denis (AB), 10^e étage.
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3J7

Téléphone : 514-987-3000 #8576
Courriel : philab@uqam.ca

www.philab.uqam.ca